

Silence

N° 249
Oct 99
25 FF
150 FB
6 FS

Silence

Ecologie • Alternatives • Non-violence

L'écoféminisme

Nucléaire
Accident grave
au Japon

Nord-Sud
Révolte en Indonésie

Vu
de l'intérieur...

4 Dossier : L'ECOFEMINISME

- Le mythe du développement par rattrapage
de Maria Mies
- L'appauvrissement de l'environnement
des femmes et des enfants
de Vandana Shiva

20 Femmes

- Du côté des filles

21 Société

- Jeux vidéos, armée et fascisme
- Saint-Etienne : la main dans la main

22 Nucléaire :

Accident grave au Japon

de Michel Bernard

24 Nucléaire

- CRIL-Rad : pour une information indépendante
- La manifestation «reportée»

25 Energies

- Tokyo : toits solaires
- Eolien : quel développement ?

26 Paix

- Service civil de paix

26 Annonces

27 Consommation :
Journée sans achat

28 Nord-Sud

- Petite phrase
- Annuler la dette

29 Santé

29 Politique

- Pour un Tibet libre

30 Environnement

- Ces animaux qui meurent pour nous
- Poules de batterie

31 Nord-Sud :

Des paradis dans l'enfer du développement
Révoltes en Indonésie

d'Alain-Claude Galtié

36 Alternatives

- Terre de Semences en danger
- Nantes : jardin dans tous ses états
- Salons, fêtes, foires ...

37 Livres

38 Courrier

Les informations contenues dans ce numéro ont été arrêtées au 30 octobre 1999.

Emploi-Jeune

Silence a créé son premier emploi en 1986 grâce à un TUC, travail d'utilité collective. Le deuxième emploi a été l'objet d'un CES. Les deux se sont transformés en emplois, Michel Jarru et Michel Bernard sont aujourd'hui toujours salariés. Deux aides de l'Etat, 100 % de réussite. Pourtant, aujourd'hui, nous nous heurtions aux refus de la Direction du Travail. Lorsque nous avons demandé un nouveau CES, il y a trois ans, une personne nous a dit au téléphone : «Si on vous en accorde un, il faudra aussi en donner au FN ou aux intégristes, alors vous comprenez». Cette année, nous avons travaillé sur un projet de poste de documentaliste à Silence dans le cadre d'un emploi-jeune. Un poste que nous aimerions créer, mais qui demande un long temps de travail avant de dégager des ressources. L'emploi-jeune avec une aide sur cinq ans pourrait nous permettre de lancer le processus. Dans un premier temps, on nous a répondu que documentaliste n'est pas un métier nouveau. Nous avons donc transformé le projet en «animateur information écologique auprès des lecteurs et des bénévoles» qui outre un service de documentation envers la rédaction, et envers les lecteurs, aurait pour rôle de mener à bien des animations en fonction de la demande des bénévoles (conférences, colloques, réalisation de CD, réponse à des demandes internet...). Là, nouveau blocage :

la personne nous indique que l'administration bloque sur le temps de travail. Nous avons en effet indiqué que nous envisagions la création d'un poste payé 4000 F par mois pour... 20 heures de travail hebdomadaire pouvant évoluer vers 6000 F par mois pour 27h30 par semaine, situation actuelle des deux premiers salariés. Cela ne plaît pas à la direction du travail qui nous rappelle que la durée légale de la semaine est en train de passer à 35 h... La solution proposée est donc de payer la même somme à une personne qui travaillerait 35 h. Zut, alors, nous n'avions pas pensé à exploiter assez la future jeune (nous avons trois candidates qui attendent), et ce d'autant plus que les emplois-jeunes ne sont ouverts qu'à des personnes ayant au moins le bac. Dernière étape : la direction du travail nous a proposé une mission d'«ingeniering» pour étudier nos besoins, étude financée par l'Etat. Nous sommes curieux, nous avons accepté ! Nous vous tiendrons au courant.

Abonnements
cadeaux

Rappel des offres promotionnelles de la revue :

- si vous n'avez jamais été abonné-e, vous pouvez bénéficier d'un abonnement découverte à 100 F pour 12 n°.
- si vous offrez cinq abonnements-découverte (soit 500 F) vous bénéficiez de votre (ré-)abonnement gratuit.

Investissez dans l'écologie

Pour payer l'achat d'un local jouxtant le nôtre et nous agrandir, nous cherchons des personnes prêtes à devenir co-propriétaires au sein de la société civile que nous avons constituée avec les autres associations de notre entourage. Le 1er octobre, nous en étions à 25 parts promises ou fermes. Depuis, nous avons reçu les engagements suivants :

- Bonnet J. (Drôme) 1 part + 1 autre possible
 - Charles J. (Pyrénées Atlantiques) 2 parts
 - Galtié A.-C. (Paris) 3 parts
 - Gayati M. (Dordogne) 1 part possible
 - Gérard J.-P. (Loire) 1 part
 - Guillemain B. (Oise) 2 parts
 - Higél G. (Ariège) 1 part.
 - Moy Y. (Haute-Garonne) 1 part
 - Parizot-Delournel J.-M. (Hérault) 1 part par virement
- Au 1er novembre, nous en sommes donc à 39 parts (30 fermes + 9 possibles). Il s'agit de parts à 2500 F et il nous en faut au moins 60 (soit 150 000 F).

Ceux qui veulent nous aider, mais qui ne souhaitent pas entrer dans la co-propriété peuvent également nous faire des dons. Chèques à l'ordre de Silence (mention au dos : «don local»).

SILENCE

Ecologie, alternatives et non-violence
9 rue Dumenge, F 69004 LYON
Tél : 04 78 39 55 33 le jeudi
CCP 550 39 Y LYON

Distribution en Belgique
Brabant-Ecologie
Route de Rénipont, 33
B 1380 OHAIN

Imprimé sur papier 100 % recyclé blanchi sans chlore
par Atelier 26 - Lorion - Tél : 04 75 85 51 00

Les textes sont sous la responsabilité de leurs auteurs.

La reproduction des textes est autorisée sous réserve
d'en indiquer la source et le nom des auteurs

(photos et dessins compris)

N° de commission paritaire : 64946
N°ISSN 0756-2640

Date de parution : 4ème trimestre 1999

Tirage : 5500 ex

Editeur : Association Silence

Présidente : Madeleine Nutchey

Vice-présidente : Sylviane Poulernard

Trésorière : Myriam Cognard

Vice-trésorier : Jacques Coclin

Réalisation de la revue

Directrice de publication : Madeleine Nutchey

Secrétaires de rédaction : Michel Bernard et Michel

Jarru Gestion et abonnements : Michel Jarru Maquette

et publicité : Hervé Carrier Stands salons et fêtes :

Raynald Rasse Rédaction : Michel Bernard, Alain-

Claude Galtié, René Hamm, Madeleine Nutchey,

Sylviane Poulernard Conseillers scientifiques : Roger

Bernard, Richard Grantham, Jacques Grinevald,

Henri Persat, André Picot Dessinateurs : Altho, Dédé,

Lasserpe, Lèbre, Mahlen, Mutio, Alexis Nouaillat,

Thiriét, Xavier Veas, Vèesse Iconographie : Madeleine

Nutchey, Hervé Carrier, Michel Bernard

Correcteurs : Raymond Vignal, Chantal Grossmollard

Expédition : Claude Crotet, Vincent Martin, Bernard

Parez, Christian Rony, Xavier Sérédine, Myriam

Travostino, Suzanne Vignal Correspondants : Georges

David, José Oria, Mireille Oria, Jean-Luc Thierry Et

pour ce numéro : Raoul Anvélat, Contratom, Le

Coquelicot, Maria Mies, Vandana Shiva, Wise-

Amsterdam.

Venez nous voir !

N°252-253 - Janvier

Comité de clôture des articles
samedi 20 novembre à 14 h
(clôture brèves : vendredi 26 novembre à 12 h)

Expédition
vendredi 10 décembre à 14 h

N°254 - Février

Comité de clôture des articles
samedi 18 décembre à 14 h
(clôture brèves : vendredi 7 janvier à 12 h)

Expédition
vendredi 21 janvier à 14 h

Cette revue est réalisée en grande partie
par des bénévoles. Vous pouvez y participer.
Pour faire connaissance, vous êtes invités
aux expéditions. Celles-ci comprennent un
goûter à 17 h et un repas à 21h50
offert par Silence.

Bulletin
d'abonnement p 39

Ecoféminisme

Une pensée, mais surtout une praxis

Les luttes du féminisme sont devenues légitimes et certaines des premières revendications féministes nous paraissent plus ou moins comblées, du moins en ce qui concerne quelques pays. Toutefois, dans les foyers, au travail, en politique, l'égalité n'est pas encore une réalité ni ici dans nos sociétés «développées», ni ailleurs. Certaines femmes accèdent à des postes de pouvoir politique, économique, culturel... mais elles le font en développant leur propre «masculinité», dans un cadre fait par les hommes pour les hommes. Le droit aux différences doit être affirmé : oui à l'égalité, mais aussi oui à la reconnaissance de l'identité de chacun et chacune. Pour cela, nous devons sortir du système dominant, patriarcal, hiérarchique et dualiste — dualité entre nature et la société, la matière et l'esprit, les femmes et les hommes, l'affectif et l'intellectuel. Nous devons éliminer les attitudes utilitaristes qui mettent dans un état de subordination des êtres humains considérés de moindre valeur.

En complément à un engagement très fort dans l'action, une réflexion s'est engagée depuis les années 70 pour repenser l'humain, le rapport à l'autre, le rapport entre la destruction de la nature, le militarisme, le capitalisme et la domination subie par la femme. Dans leur réflexion, les écoféministes prennent en compte tous les groupes opprimés et théorisent la multiplicité des relations de subordination. Ainsi des femmes de tous pays se retrouvent dans le concept d'écoféminisme ou féminisme écologique, avec une même vision de préserver la vie sur terre.

Sylviane POULENARD ■

De nombreuses écoles écoféministes ont émergé, certaines plus spiritualistes, d'autres plus matérialistes. Vandana Shiva (Inde) et Maria Mies (Allemagne), auteures des textes qui suivent, se situent plutôt dans les matérialistes.



Ecoféminisme



Le mythe du développement par rattrapage

Comme nous vivons dans un monde fini, la 'croissance' des uns ne peut se faire qu'au détriment des autres : des centres urbains contre les périphéries, des hommes contre les femmes, des milieux urbains contre les milieux ruraux, des pays du Nord contre ceux du Sud.

Virtuellement, toutes les stratégies de développement sont basées sur l'hypothèse explicite ou implicite que le modèle du 'bien vivre' est celui qu'on rencontre dans les sociétés d'abondance du Nord : les Etats-Unis, l'Europe et le Japon. On répond, en général, à la question de savoir comment les pauvres du Nord, ceux des pays du sud, et les paysans et les femmes du monde entier peuvent atteindre ce 'bien vivre' par ce que l'on appelle depuis Rostov, la voie du 'développement par rattrapage'. Autrement dit, on peut atteindre ce but en poursuivant la même voie d'industrialisation, de progrès technologique et d'accumulation de capital adoptée par l'Europe, les Etats-Unis et le Japon. Ces pays et ces classes riches, le sexe dominant — les hommes — les centres urbains et les styles de vie dominants sont ainsi perçus comme l'utopie réalisée du libéralisme, une utopie qui doit encore être atteinte par ceux qui, apparemment, sont encore à la traîne. Indubitablement, la richesse des pays industrialisés est la source d'une grande fascination pour ceux qui n'ont pas la possibilité de la partager. Dans ce qu'on appelle les pays 'socialistes', l'aspiration explicite était de rattraper et même de dépasser le capitalisme. Depuis l'écroulement du socialisme en Europe de l'Est, et en particulier en Allemagne de l'Est, on aspire à rattraper rapidement le style de vie de ce qu'on appelle les économies de marché dont le prototype est situé aux Etats-Unis ou en Allemagne de l'Ouest.



Un regard rapide sur l'histoire des pays sous-développés et des régions du Sud, mais aussi aujourd'hui de l'Europe de l'Est et de l'Allemagne de l'Est, peut nous enseigner que la voie du développement par rattrapage est un mythe, elle n'a conduit nulle part à l'objectif désiré.

Ce mythe est basé sur une compréhension évolutionniste et linéaire de l'histoire. Dans cette conception de l'histoire, certains ont déjà atteint le sommet de l'évolution, dont les hommes en général et en particulier les hommes blancs, les pays industrialisés, les citadins. Les 'autres' — les femmes, les gens de couleurs, les pays 'sous-développés', les paysans — atteindront aussi ce sommet avec un peu plus d'efforts, d'éducation, de 'développement'. On considère le progrès technologique comme la force motrice de ce processus évolutif. On ignore, généralement, que dès le début des années 70, la théorie du développement par rattrapage a été critiquée par un certain nombre d'auteurs, André Gunder Frank (1), Samir Amin (2), Johan Galtung (3), et bien d'autres qui ont montré que la pauvreté des pays sous-développés n'était pas le résultat d'un retard 'naturel', mais la conséquence directe du sur-développement des pays industriels riches qui exploitent ce qu'on appelle la périphérie, l'Afrique, l'Amérique du Sud et l'Asie. Au cours de l'histoire coloniale, qui se poursuit aujourd'hui, ces régions furent progressivement sous-développées et rendues dépendantes de ce qu'on nommait la métropole. La relation entre ces centres sur-développés ou métropoles et les périphéries sous-développées est une relation coloniale. Aujourd'hui, une telle relation coloniale existe entre l'homme et la nature, entre l'homme et la femme, entre régions urbaines et rurales. Nous les avons appelées les colonies de l'homme blanc. Pour maintenir ces relations colonisatrices, la force et la violence sont toujours essentielles (4).

Mais la stabilisation de ces rapports implique nécessairement le consentement du colonisé sur le plan émotionnel et intellectuel. Cela signifie que non seulement les colonisateurs mais aussi les colonisés doivent accepter le style de vie de 'ceux qui sont au sommet' comme le seul modèle du bien-vivre. Ce processus d'acceptation des valeurs, du style et du niveau de vie de 'ceux qui sont au sommet' s'accompagne invariablement de la dévaluation de ses propres va-

leurs : sa propre culture, son propre travail, sa propre technologie, son propre style de vie, et souvent aussi sa propre philosophie de vie et ses propres institutions sociales. Au début, cette dévaluation est souvent violemment imposée par les colonisateurs, puis elle est renforcée par la propagande, les programmes d'éducation, le changement des lois, et la dépendance économique, par exemple par le piège de la dette. Finalement, cette dévaluation est souvent acceptée et intériorisée par les colonisés comme un état des choses 'naturel'. Un des problèmes les plus difficiles pour les colonisés (pays du sud, femmes, paysans) est de développer leur propre identité après un processus de décolonisation formelle — identité qui ne se baserait plus sur le modèle colonisateur comme image de l'être humain authentique, un problème traité par Fanon (5), Memmi (6), Freire (7) et Blaise (8). Memmi a écrit que pour survivre, les colonisés doivent opprimer la colonisation. Mais pour pouvoir devenir un être humain authentique, chacun/e doit opprimer intérieurement les colonisés qu'ils sont devenus (9). Cela signifie qu'il faut surmonter la fascination exercée par le colonisateur et son style de vie et réévaluer ce que chacun/e est et fait.



Pour favoriser l'élimination des colonisateurs à l'intérieur des colonisés, il est utile de regarder de plus près le mythe du développement par rattrapage.

On peut argumenter que ceux qui, jusqu'à présent, ont payé le prix pour le développement considèrent aussi ceux qui sont au sommet comme leur modèle pour le futur, comme leur utopie concrète, que c'est une sorte de loi universelle. Mais si nous considérons aussi le prix que la nature a dû payer pour ce modèle, un prix qui affecte de plus

en plus de gens dans les sociétés riches, on peut se demander pourquoi ceux-ci ne remettent pas le mythe en question. Parce que même dans le Nord, le paradigme de la croissance illimitée de la science, de la technologie, des biens et services — du capital — et du PNB ont entraîné une détérioration constante de l'environnement et par conséquent de la qualité de vie.

Diviser et régner : le secret de la société industrielle moderne

La plupart des gens dans les sociétés riches vivent dans une espèce de schizophrénie ou de 'double-pensée'. Ils sont conscients des désastres de Bhopal et de Tchernobyl, de l'effet de serre, de la destruction de la couche d'ozone, de l'empoisonnement graduel des eaux souterraines, des rivières et des mers par les engrais chimiques, les pesticides, les déchets industriels, et qu'ils souffrent eux-mêmes de plus en plus des effets de la pollution de l'air, d'allergies, du stress et du bruit, et des risques pour la santé engendrés par l'alimentation industrielle. Ils savent aussi que la responsabilité de ces impacts négatifs sur leur qualité de vie repose sur leurs propres styles de vie et un système économique basé sur une croissance constante. Et malgré cette connaissance (sauf pour quelques uns), ils s'abstiennent d'agir en modifiant leurs styles de vie.

Une des raisons de cette schizophrénie collective est l'espoir obstiné, même la conviction, dans les pays du Nord, qu'on peut à la fois avoir le beurre et l'argent du beurre : toujours plus de produits de l'industrie chimique et la pureté de l'air et de l'eau ; toujours plus de voitures et pas d'effet de serre ; une production de plus en plus importante de marchandises, de fast-food et de plats préparés industriellement, d'emballages de

(1) Frank A.G. *World Acculation 1492-1789*, Macmillan, New-York, 1978.

(2) Amin S., *Accumulation on World Scale. A Critic of the Theory of Underdevelopment*. Monthly Review Press, New-York, 1974.

(3) Galtung J., Eine Strukturelle Theorie des Imperialismus, in D. Senghaas (ed.) *Imperialismus und Strukturelle Gewalt, Analysen über Abhängige Reproduktion*, Suhrkamp, Frankfurt, 1972.

(4) Mies M., *Patriarchy and Accumulation on a World Scale, Women in the International Division of Labour*. Zed Books, London, 1986.

(5) Fanon F., *Peau noire, masques blancs*. Edition du Seuil, Paris, 1952.

(6) Memmi A., *Portrait du colonisé*. Edition Payot, Paris, 1973.

(7) Freire P., *Pedagogy of the Opressed*. Penguin Books, Harmondsworth, 1970.

(8) Blaise S., *Le rapt des origines ou le meurtre de la mère*. Maison des Femmes, Paris, 1988.

(9) Memmi, op cit, cité dans Blaise (1988) p.74.



fantaisie, de nourriture exotique importée et une bonne santé, et une solution au problème des déchets.

La plupart des gens attendent de la science et de la technologie qu'elles apportent une solution à ces dilemmes, plutôt que de prendre des initiatives pour limiter leurs propres comportements de consommation et de production. On n'a pas encore pleinement réalisé qu'un niveau de vie matériel élevé va à l'encontre d'une bonne qualité de vie authentique, surtout si les problèmes de destruction écologique sont clairement compris.

La croyance, cependant, qu'un niveau de vie matériel élevé équivaut à une bonne ou à une haute qualité de vie est le support idéologique essentiel pour soutenir et légitimer le modèle de croissance et d'accumulation de la société industrielle moderne. Sans l'adhésion des masses, le système ne peut ni durer ni fonctionner. Cette équation est l'hégémonie idéologico-politique réelle qui recouvre la vie quotidienne. Aucun des partis politiques dans les pays industrialisés du Nord n'ose mettre en question cette équation schizo-phrène, parce qu'ils craignent un effet négatif sur leurs résultats électoraux.

Nous avons déjà montré que cette double-pensée s'appuie sur des hypothèses postulant qu'il n'y a pas de limites aux ressources de notre planète, aux progrès technologiques, à l'espace, à la croissance. Mais comme, de fait, nous habitons un monde limité, cette infinitude est mythique et ne peut être soutenue que par des divisions coloniales : entre centres et périphéries, hommes et femmes, régions urbaines et rurales, sociétés industrielles modernes du Nord et sociétés 'arriérées', 'traditionnelles' et 'sous-développées' du Sud. La relation entre ces couples est hiérarchique, non égalitaire, et se caractérise par l'exploitation, l'oppression et la domination.

La raison économique de ces structures coloniales est, avant tout, l'externalisation des coûts (10) hors de l'horizon spatial et tem-

porel de ceux qui profitent de ces divisions. Les coûts économiques, sociaux et écologiques de la croissance continue dans les pays industrialisés ont été et sont transférés dans les pays colonisés du Sud, à l'environnement et aux peuples de ces pays. Ce n'est qu'en divisant la force de travail internationale en travailleurs de la périphérie colonisée et en travailleurs des centres industriels et en maintenant ces relations de domination même après la décolonisation formelle, qu'il est possible pour les travailleurs des pays industriels de recevoir des salaires plus de dix fois plus élevés que ceux payés aux travailleurs du sud.

Presque tous les coûts sociaux de la reproduction de la force de travail, dans les sociétés industrielles, sont externalisés à l'inté-

d'énergie nucléaire, de voitures et autres marchandises, et les déchets et les dommages qu'ils entraînent tant lors du processus de production que lors de celui de la consommation, sont infligés par la nature. Ils se traduisent par des pollutions nocives de l'air, de l'eau, du sol qui affectent non seulement la génération actuelle mais aussi les générations futures. Cela s'applique particulièrement à la haute technologie moderne : l'industrie nucléaire, le génie génétique, l'informatique et leurs effets synergiques que personne ne peut ni prédire ni contrôler. Ainsi, et la nature et l'avenir ont été colonisés pour des motifs de profit à court terme des sociétés et des classes riches.

La relation entre colonisé et colonisateur n'est aucunement basée sur un partenariat mais plutôt sur la coercition et la violence du second quand il traite avec le premier. De fait, cette relation est le secret de la croissance illimitée des centres d'accumulation. Si l'externalisation de tous les coûts de la production industrielle n'était pas possible, s'ils devaient être supportés par les pays industrialisés eux-mêmes, c'est-à-dire s'ils avaient été intériorisés, un arrêt immédiat de la croissance illimitée serait inévitable.



Chinoise dans un atelier



Femmes à Alger

Le rattrapage est impossible et indésirable

La logique de ce modèle d'accumulation, basée sur l'exploitation et les divisions de type colonial, implique que tout processus semblable à un 'développement par rattrapage' est impossible pour les colonies, toutes les colonies. En effet, si une colonie, après beaucoup d'efforts, arrive à atteindre ce qui est considéré comme le sommet du 'développement', les centres industriels eux-mêmes ont déjà 'progressé' vers un stade de développement encore plus 'moderne' ; le 'développement' dont il s'agit ici étant le progrès techno-

logique. Ce qui est aujourd'hui la télévision, est demain la télévision en couleur, après-demain ordinateur, puis la version toujours plus moderne de 'génération d'ordinateurs' et puis encore plus tard la machine à intelligence artificielle, etc. (11). C'est pourquoi, rien même de ces sociétés. Ceci est facilité par la division sexuelle patriarco-capitaliste du travail où le travail domestique des femmes est défini comme non productif ou comme non-travail et par conséquent non rémunéré. Les femmes sont définies comme ménagères et leur travail est omis dans les calculs du PNB. C'est pourquoi les femmes peuvent être appelées la *colonie interne* de ce système.

Les coûts écologiques de la production industrielle d'engrais chimiques de pesticides,

logique. Ce qui est aujourd'hui la télévision, est demain la télévision en couleur, après-demain ordinateur, puis la version toujours plus moderne de 'génération d'ordinateurs' et puis encore plus tard la machine à intelligence artificielle, etc. (11). C'est pourquoi,

(10) Kapp W. K., *Social Cost of Business Enterprise*. Asia Publishing House, Bombay, 1963.

(11) Ullrich O., *Weltniveau. In des Sackgasse des Industriesystems*. Rotbuchverlag, Berlin, 1979, p.108.

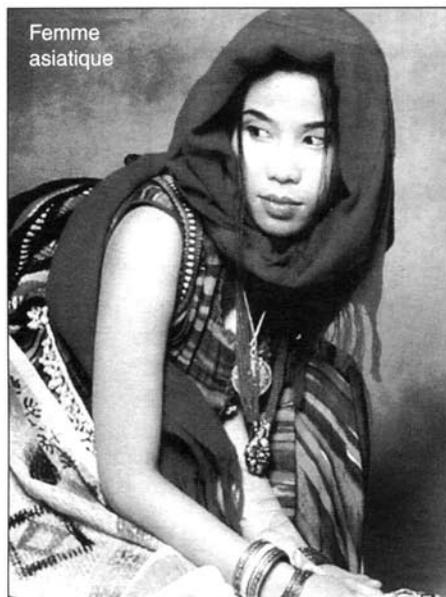
cette politique de rattrapage des colonies est toujours une cause perdue d'avance. Parce que le vrai progrès des colonisateurs est fondé sur l'exploitation de ces colonies.

Ces implications sont généralement ignorées quand on discute de stratégies de développement. On dit habituellement que le but n'est pas une réduction des niveaux de vie dans les sociétés industrialisées, mais plutôt de placer tous les sous-développés dans une position qui leur permette d'atteindre le même niveau de richesses que ces sociétés. C'est sympathique et correspond aux valeurs des révolutions bourgeoises : l'égalité pour tous ! Mais on veut ignorer que cette demande est à la fois logiquement et matériellement impossible. L'impossibilité de cette demande est évidente si l'on considère les conséquences écologiques de l'universalisation du système de production et du style de vie pratiqué dans les sociétés riches, industrielles du Nord, pour la population actuelle de la planète et dans les trente ans à venir. Ainsi, s'il l'on sait que 6 % de la population mondiale vivant aux Etats-Unis consomme actuellement 30 % de toute l'énergie fossile produite, il est donc impossible pour le reste de la population mondiale, dont 80 % vivent dans le Sud pauvre, de consommer l'énergie au même niveau (12). D'après Trainer, la population des Etats-Unis, d'Europe et du Japon consomme les trois-quarts de la production énergétique mondiale. « Si la production mondiale d'énergie actuelle devait être répartie également, les Américains devraient se contenter d'un cinquième de la quantité qu'ils consomment aujourd'hui par habitant » (13). Ou pour le dire autrement, on estime que la population mondiale pourrait atteindre onze milliards d'individus en 2050 ; si la consommation d'énergie par habitant de ces onze milliards d'individus était semblable à celle des Américains des années 70, les ressources conventionnelles de pétrole seraient épuisées en moins de 74 ans (14), des estimations similaires sont faites pour d'autres ressources.

Mais même si les ressources mondiales étaient illimitées, on peut estimer qu'il faudrait environ cinq cent ans avant que les

pays pauvres n'atteignent le niveau de vie qui existe dans le Nord industriel ; et encore faudrait-il que ces pays abandonnent le modèle de croissance économique permanente, qui constitue le credo de leur philosophie économique. Il est impossible pour le Sud de rattraper ce modèle, non seulement à cause des limites et de la consommation inéquitable de l'ensemble des ressources, mais surtout, parce que ce modèle de croissance est basé sur un ordre mondial dans lequel l'écart entre les deux pôles se creuse, spécialement en ce qui concerne le développement économique.

Ces exemples montrent que le développement par rattrapage n'est pas possible pour tous. A mon avis, les puissances qui domi-



Femme asiatique

nent aujourd'hui l'économie mondiale en sont conscientes, les dirigeants des entreprises transnationales, la Banque mondiale, le FMI, les banques et les gouvernements du club des pays riches ; en fait, ils ne veulent pas vraiment cette universalisation parce qu'elle mettrait fin à leur modèle de croissance. Tacitement, ils acceptent que les structures coloniales de ce qu'on appelle l'économie de marché soient maintenues au niveau mondial. Cette structure, cependant,

est masquée par des euphémismes tels que 'relations Nord-Sud', 'développement durable', 'les pays qui atteignent le seuil', etc., qui suggèrent que tous les pays pauvres peuvent et vont atteindre les mêmes niveaux de vie que ceux des pays riches.

Cependant, si on essaie de ne pas tenir compte des considérations d'équité ou de problèmes écologiques, on peut se demander au moins si ce modèle de bien vivre, suivi par les sociétés du Nord, ce paradigme du 'développement par rattrapage' a rendu heureux les gens du Nord. A-t-il rempli ses promesses ? A-t-il, au moins, apporté aux femmes et aux enfants une plus grande égalité, une plus grande liberté et plus de bonheur ? L'augmentation du PNB a-t-elle amélioré leur qualité de vie ?

Chaque jour, nous pouvons lire que les sans-abris et la pauvreté augmentent, en particulier parmi les femmes et les enfants (15), que la criminalité monte dans les grandes villes, que la toxicomanie et autres dépendances sont en hausse, y compris la consommation obsessionnelle. Dans beaucoup de pays riches, les dépressions et les suicides sont en augmentation, et la violence directe contre les femmes, et les enfants, semble, elle aussi, grandissante — la violence, tant publique que privée, ainsi que les abus sexuels ; les médias sont pleins de reportages sur toutes les formes de violence. A cela, il faut ajouter que les centres urbains suffoquent sous les émissions de gaz d'échappement des véhicules à moteur ; il n'y a presque plus d'espaces verts pour se promener et respirer, les villes et les autoroutes sont bondées de voitures. Dès qu'ils le peuvent, les gens essaient de s'échapper de ces centres-villes pour chercher un soulagement à la campagne ou dans le Sud pauvre. Si, comme on l'affirme communé-

(12) Voir *The global 2000 Report to the President*. US Foreign Ministry (ed.) Washington, Appendix, 1980, p.59.

(13) Trainer F.E., *Developed to Death. Rethinking World Development*. Green Print, Londres, 1989.

(14) *Ibid.*, p.61.

(15) Sheldon, Danzinger & Stern.



Grève ...



... et manifestation des infirmières



ment, la qualité de vie des habitants des villes est si élevée, pourquoi ne passent-ils pas leurs vacances dans les villes ?

On a constaté que la qualité de vie aux Etats-Unis aujourd'hui est inférieure à celle d'il y a dix ans. Il semble y avoir une relation inverse entre le PNB et la qualité de la vie : plus le PNB grimpe et plus la qualité de la vie se détériore (16). Par exemple, sous la pression croissante des forces du marché, la nourriture, qui jusqu'ici était encore préparée à domicile, est désormais de plus en plus souvent achetée dans des restaurants fast-food ; la préparation de la nourriture est devenue un service, une marchandise. Quand plus de gens achètent cette marchandise, le PNB augmente. Mais ce qui croît en même temps c'est l'érosion du sentiment communautaire, l'isolement et l'atomisation de la société. Comme le fait remarquer Polanyi, les forces du marché détruisent les communautés (17). Ici aussi, les processus sont caractérisés par des polarisations : plus le PNB est élevé, plus basse est la qualité de vie.

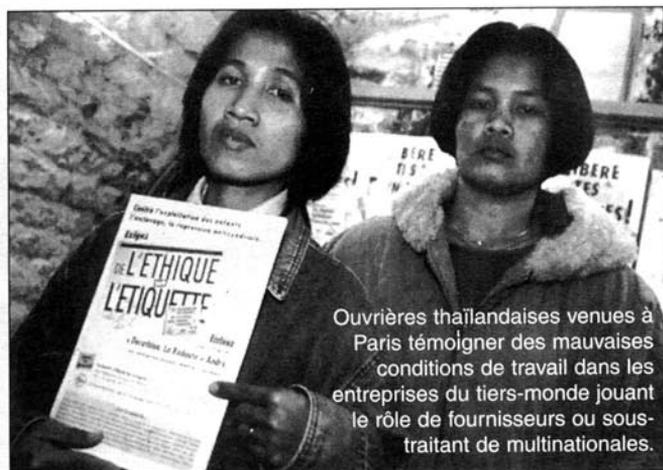
Mais le 'développement par rattrapage' n'entraîne pas seulement des coûts et des risques psychiques et sociaux immatériels,

qui assaillent même les privilégiés des pays et des classes riches. Avec le nombre croissant de catastrophes écologiques — dont certaines causées par la main de l'homme comme la guerre du Golfe ou Tchernobyl — la vie matérielle aussi se détériore dans les centres riches du monde. La société d'abondance est une société qui disposant d'innombrables marchandises manque des nécessités fondamentales de la vie : de l'air respirable, de l'eau pure, de la nourriture saine, de l'espace, du temps, et du calme. Ce qui a été vécu par des mères de jeunes enfants après Tchernobyl, a été vécu par les mères au Koweït. Tout l'argent du Koweït, riche en pétrole, n'a pu acheter pour les gens la lumière solaire, l'air frais ou l'eau pure lorsque les puits étaient en feu. Cette pénurie de biens communs nécessaires à la survie affecte les pauvres et les riches, mais a un plus grand impact sur les pauvres.

En bref, le système de marché mondial actuel, orienté vers une croissance et un profit sans frein, ne peut se maintenir à moins d'exploiter des colonies externes et internes : la nature, les femmes et d'autres personnes, mais il a aussi besoin de consommateurs qui ne disent jamais « c'est assez ! ». Le modèle du consommateur des pays riches n'est pas généralisable au monde entier, et n'est pas non plus désirable pour la minorité de la population mondiale qui vit dans les sociétés d'abondance. Qui plus est, il conduira de plus en plus vers des guerres pour s'assurer de ressources qui se raréfient ; la guerre du Golfe trouve une grande partie de son origine dans le contrôle des ressources pétrolières de cette région. Si nous voulons éviter de telles guerres à l'avenir, la seule alternative est un changement délibéré et rigoureux de style de vie, une réduction de la consommation, un changement radical des habitudes de consommation dans le Nord et un mouvement décidé et largement soutenu en vue d'économiser l'énergie.

Ces faits sont bien connus, mais malgré cela, le mythe du développement par rattrapage reste la base des politiques de développement des gouvernements du Nord comme du Sud, de même que celle des pays ex-communistes. Un débat télévisé auquel participaient trois chefs d'Etat — Robert Mugabe du Zimbabwe, Vaclav Havel de la République Tchèque et Richard von Weizsacker, président de ce qui était alors la RFA — en est l'illustration éclairante (18). Le débat eut lieu après la projection du film *La marche*, qui met en scène la tentative de

millions d'Africains mourant de faim d'entrer dans la riche Europe. Le président de la RFA déclara très clairement que les habitudes de consommation de vingt pour cent de la population mondiale vivant dans les sociétés d'abondance du Nord industrialisé entraîne l'utilisation de quatre vingt pour cent des ressources du monde et qu'elles pourraient à long terme, détruire les fondations naturelles de la vie — dans le monde entier. Cependant, quand on lui demanda si, dans ce cas, il n'était pas correct de critiquer et d'abandonner les modèles de consommation du Nord et de mettre le Sud en garde contre l'imitation du Nord, il répliqua qu'il



Ouvrières thaïlandaises venues à Paris témoigner des mauvaises conditions de travail dans les entreprises du tiers-monde jouant le rôle de fournisseurs ou sous-traitant de multinationales.

serait erroné de prêcher aux gens une réduction de la consommation. Plus que cela, les peuples du Sud avaient droit au même niveau de vie que ceux du Nord. La seule solution était de distribuer plus de 'notre' richesse aux pauvres du Sud, grâce à l'aide au développement, afin qu'ils soient capables de 'rattraper'. Il ne mentionna pas que cette richesse trouvait son origine dans le résultat du pillage des colonies par le Nord. Le président du Zimbabwe, socialiste, fut même plus explicite. Il dit que les populations du Sud veulent autant de voitures, de frigos, de télévisions, d'ordinateurs, de vidéos et le même niveau de vie que dans le Nord ; que c'était le but de sa politique de développement. Ni lui, ni von Weizsacker ne se demandèrent si cette politique d'universalisation des pratiques de consommation par une stratégie de rattrapage était réalisable matériellement. Ils négligèrent aussi de s'interroger sur les conséquences écologiques d'une telle politique. Comme chefs d'Etat élus, ils n'osèrent pas dire la vérité, notamment que le style de vie des riches dans le Nord ne



Jeune femme «militarisée» au Salvador

(16) Trainer, op cit., p.130.

(17) Polanyi K. *The Great Transformation*. Suhrkamp, Frankfurt, 1978.

(18) Ce débat avait pour titre 'Die Zukunft Gemeinsam Meistern' et a lieu le 22 mai 1990 à la Norddeutscher Rundfunk (NDR). L'émission était produite par Rolf Seelmann-Dggebert.

peut pas être universalisé, et qu'on devait y mettre un terme afin de préserver les valeurs d'un monde égalitaire.

Pourtant, malgré ces constatations, le mythe du développement par rattrapage demeure intact dans les pays de l'Est, socialistes autrefois. Le développement en Allemagne de l'Est, en Pologne et en ex-Union soviétique montre clairement la résistance de ce mythe; mais aussi le désastre qui survient quand la vraie nature de l'économie de marché 'libre' devient apparente. Les gens d'Allemagne de l'Est, l'ancienne RDA, étaient désireux de participer au modèle de consommation de la RFA capitaliste et, en votant pour la destruction de leur propre état et la réunification allemande, espéraient devenir 'égaux'. On leur avait dit que la démocratie politique était la clé de l'abondance. Mais maintenant, ils réalisent qu'en dépit de la démocratie politique, et bien qu'ils vivent dans le même Etat-nation que les Allemands de l'Ouest, ils sont *de facto* traités comme une réserve de main d'œuvre bon marché ou une colonie pour le capital ouest-allemand qui veut étendre son marché vers l'Est, mais hésite à y investir parce que l'unification de l'Allemagne signifie que les travailleurs de l'Allemagne de l'Est peuvent réclamer les mêmes salaires que leurs homologues de l'Ouest. Qu'est-ce qui peut donc pousser à aller à l'Est? Moins d'un an après la réunification, les gens en Allemagne de l'Est ont été déçus et déprimés: le chômage a grimpé rapidement; l'économie s'est virtuellement écroulée; mais aucun avantage ne s'est dégagé du nouveau système de marché. Selon

les politiciens, cependant, une période d'efforts communs sera récompensée par un rattrapage avec les Allemands de l'Ouest. Et, inévitablement, ce sont les femmes qui, en Allemagne de l'Est, sont le plus affectées par ces processus. Celles-ci, dont le taux de participation à la force de travail atteignait les 90%, ont été les premières à perdre leur emploi, et plus rapidement que les hommes; elles forment le gros des chômeurs. Simultanément, elles ont perdu les avantages que l'Etat socialiste leur avait accordés: les crèches, une loi libérale en faveur de l'avortement, la sécurité d'emploi en tant que mère, des congés pour s'occuper des enfants, etc. Mais encore déçus par le système socialiste, les gens ne comprennent pas que ceci est le fonctionnement normal du capitalisme; qu'il a besoin de colonies pour son expansionnisme, que même la démocratie et l'égalité formelle ne se traduisent pas automatiquement par une égalité dans le niveau de vie ou des avantages économiques égaux. En Allemagne de l'Est, la colère et la déception provoquées par ce que les gens considéraient comme la trahison des politiciens ouest-allemands, et en particulier celle du chancelier Kohl, ont été converties en une hostilité à l'égard d'autres minorités — minorités ethniques et raciales, travailleurs étrangers, autres européens de l'Est — qui voulaient tous entrer dans la 'maison européenne' et s'asseoir à la table des riches.

Dans d'autres parties du monde, l'écroulement du mythe du développement par rattrapage conduit à des vagues de fondamentalisme et de nationalisme dirigées contre des 'autres' religieux, ethniques, raciaux à l'intérieur et hors de leur propre territoire. La cible principale du fondamentalisme et du nationalisme et, d'autre part, du 'communalis-



me' sont les femmes, puisque l'identité religieuse, ethnique et culturelle reste basée sur le patriarcat, une image patriarcale de la femme et de l'homme, ou plutôt sur le contrôle par les hommes de leur femme, ce qui, comme nous le savons par de nombreux exemples, revient presque toujours à plus de violence contre les femmes, plus d'inégalité pour les femmes (19). De plus, l'écroulement du mythe du développement par rattrapage renforce la militarisation des hommes. Pratiquement tous les nouveaux nationalismes et fondamentalismes ont conduit à des quasi-guerres civiles dans lesquelles de jeunes hommes militarisés jouent le rôle clé. Comme ils sont inacceptables en tant qu'égaux dans le club des hommes riches et incapables de partager leur style de vie, ils ne peuvent montrer leur virilité — telle qu'elle est construite dans un monde patriarcal — que la mitrailleuse à l'épaule. C'est pourquoi, en fin de compte, ce mythe mène à renforcer la destruction de l'environnement, l'exploitation du 'Tiers-monde', la violence contre les femmes et la militarisation des hommes.

Le développement par rattrapage libère-t-il les femmes ?

Jusqu'ici nous avons examiné les effets du coût écologique de la stratégie de rattrapage dans les pays du Sud. Cette stratégie a été poursuivie pratiquement depuis les Lumières et les révolutions bourgeoises dans les divers mouvements d'émancipation contre l'oppression et l'exploitation: le mouvement ouvrier, les mouvements de li-

(19) Chhachhi A. 'Forced Identities: The State, Communalism, Fundamentalism and Women in India', in Kandiyoti D. (ed.) *Women, Islam and the State*. University of California Press, 1991.





bération nationale, et le mouvement des femmes. Pour les femmes qui vivaient dans les pays industriels, le développement par rattrapage signifiait et continue à signifier l'espoir que la relation patriarcale homme-femme soit abolie par une politique d'égalité pour les femmes. Aujourd'hui, cette poli-

ments de femme, elle est néanmoins combattue par beaucoup d'autres femmes. Ces dernières voient qu'il existe un large fossé entre la rhétorique et la performance réelle du système politique et économique, qui continue à marginaliser les femmes. Ce qui est plus important, c'est que la stratégie de rattrapage des hommes signifie que les hommes en général, et les hommes blancs dans des conditions d'influence, sont considérés comme le modèle auquel les femmes doivent aspirer. Les implications de cette stratégie sont que la structure de l'économie mondiale demeure inchangée, que la nature et les colonies externes sont toujours exploitées, et que le militarisme est nécessairement le recours final pour conserver cette structure.

ments de femmes à ceux d'aujourd'hui, une partie importante des femmes a accepté la stratégie de rattrapage des hommes comme la voie principale vers l'émancipation. Ceci implique que les femmes doivent surmonter en elles ce qui a été défini comme 'nature', parce que, dans ce discours, les femmes ont été mises du côté de la nature, alors que les hommes étaient vus comme les représentants de la culture. Des théoriciennes du mouvement des femmes, comme Simone de Beauvoir (20) et Shulamith Firestone (21), ont fait de cette division culture-nature le centre de leur théorie d'émancipation. Aujourd'hui, cette dichotomie se retrouve dans le discours sur le génie génétique et de reproduction.

Mais plus spécifiquement demandons-nous pourquoi, pour les femmes, l'option de développement par rattrapage, même dans les sociétés d'abondance du Nord industriel, est et restera une illusion.

Les promesses de liberté, d'égalité, d'autodétermination de l'individu, les grandes valeurs de la Révolution française, proclamées comme droits universels et donc aussi destinés aux femmes, sont trahies pour beaucoup de femmes parce que tous ces droits dépendent de l'accès à la propriété et à l'argent. La liberté est celle de ceux qui possèdent de l'argent. L'égalité est l'égalité de l'argent. L'autodétermination est la liberté de choix dans le supermarché. Cette liberté, cette égalité, cette autodétermination dépendent toujours de ceux qui contrôlent l'argent/la propriété. Et dans les sociétés et les pays industrialisés ce sont, dans la plupart des cas, les maris ou l'état capitaliste. C'est du moins la relation entre hommes et femmes qui est protégée par la loi ; l'homme comme pourvoyeur, la femme comme femme au foyer (22).

L'autodétermination et la liberté sont *de facto* limitée pour les femmes, non seulement parce qu'elles sont traitées elles-mêmes comme une ressource, mais aussi, même si elles possèdent de l'argent, parce qu'elles ne peuvent rien dire à propos des marchandises mises sur le marché. Leurs désirs et besoins propres sont constamment manipulés par ceux dont l'objectif est de vendre toujours plus. Finalement, les femmes finissent par être persuadées elles-mêmes qu'elles veulent ce qui est mis sur le marché.

Cette liberté, cette égalité et cette autodétermination qui dépendent de la possession d'argent et du pouvoir d'achat ne peuvent pas être étendues à toutes les femmes du monde. En Europe ou aux Etats-Unis, le système peut être capable de satisfaire certaines demandes d'équité des femmes avec



Berlinoise au chômage, devant une agence pour l'emploi.

tique est poursuivie avec des demandes de discriminations positives pour les femmes, de quotas ou de places réservées dans les structures politiques et sur le marché du travail. Plusieurs gouvernements régionaux allemands ont adopté des programmes spéciaux de promotion des femmes. Des efforts sont faits pour attirer des femmes dans ces secteurs de l'économie qui étaient autrefois du domaine exclusif des hommes, comme les nouvelles industries à haute teneur technologique. La résistance des femmes à ces technologies est perçue comme un handicap à leur libération, parce que la technologie en tant que telle est considérée comme un champ de pouvoir des hommes, et par conséquent, un champ que les femmes doivent investir si elles veulent être 'égales'.

Tous ces efforts et ces initiatives au niveau politique équivalent à une stratégie de rattrapage des hommes par les femmes. Cette politique d'égalisation est généralement promulguée par les partis politiques au pouvoir ou formellement dans l'opposition ; si elle est aussi largement soutenue par les mouve-

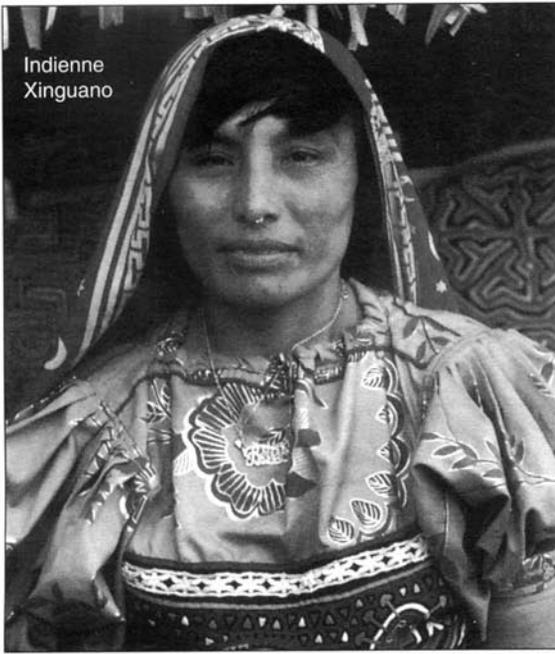
Pour les femmes des classes moyennes dans les sociétés d'abondance, cette politique de rattrapage implique l'appropriation d'une part du butin de l'homme blanc. Depuis le siècle des Lumières et la colonisation du monde, la conception d'émancipation, de liberté et d'égalité de l'homme blanc est basée sur la domination de la nature, et des autres peuples et territoires. La division entre nature et culture fait partie intégrante de cet arrangement. Des premiers mouve-



(20) de Beauvoir S. *Le Deuxième sexe*. Trad. franç. Stock.

(21) Firestone S. *La Dialectique du sexe*. Trad. Franç. Stock.

(22) Mies M., op. cit., 1986.



Indienne Xinguano

les hommes, en ce qui concerne les revenus et les emplois (ou des salaires pour le travail ménager, ou le revenu minimum garanti), mais uniquement aussi longtemps qu'il peut continuer l'exploitation sans restriction de femmes et d'hommes comme productrices et producteurs dans les colonies. Il ne peut pas garantir à toutes les femmes du monde le même niveau de vie que celui des femmes des classes moyennes aux Etats-Unis ou en Europe. Tant que l'on pourra contraindre les femmes en Asie, en Afrique ou en Amérique latine à travailler pour des salaires beaucoup plus bas que dans les sociétés d'abondance — et c'est possible grâce au piège de la dette — suffisamment de capital peut être accumulé dans les pays riches pour permettre d'assurer un revenu minimum garanti même à une femme en chômage ; mais toutes les femmes en chômage dans le monde ne peuvent pas y prétendre. Dans un monde basé sur l'exploitation, «certains sont plus égaux que d'autres».

Cependant, cela signifie aussi qu'avec un tel système il n'existe pas de vraie base matérielle pour une solidarité internationale des femmes. Parce que le principe même de la liberté individuelle, de l'égalité et de l'autodétermination liées à l'argent et à la propriété est intérêt personnel de l'individu et non pas l'altruisme ou la solidarité ; ces intérêts seront toujours en compétition avec l'intérêt personnel des autres. A l'intérieur d'une structure d'exploitation, les intérêts seront nécessairement antagonistes. Il peut-être dans l'intérêt des femmes du Tiers-monde, travaillant dans l'industrie de la confection pour l'exportation, de recevoir des salaires plus élevés, ou même équivalents à ceux pratiqués dans les pays industriels ; mais si elles reçoivent vraiment des salaires, alors la femme travailleuse dans le Nord pourra difficilement se permettre d'acheter ces vêtements ou en acheter autant qu'elle le fait

maintenant. Dans son intérêt, le prix de ces vêtements doit demeurer bas. Par conséquent, les intérêts de ces deux groupes de femmes qui sont liés à travers le marché mondial, sont antagonistes. Si nous ne voulons pas abandonner notre objectif de solidarité et d'égalité internationales nous devons abandonner la façon matérialiste et centrée sur nous-mêmes de nous battre uniquement pour nos propres intérêts. L'approche par intérêt égoïste doit être remplacée par une approche éthique.

L'application du principe de l'intérêt personnel au problème écologique conduit à l'intensification de la dégradation et de la destruction écologique dans d'autres parties du monde. Cela fut évident après Tchernobyl,

quand beaucoup de femmes, en Allemagne, désespérées de ne pas savoir comment nourrir leurs bébés, réclamèrent l'importation d'aliments non pollués venant du Tiers-monde. Un exemple de ce problème est la contamination, dans les pays riches, du lait maternel par le DDT, et d'autres substances toxiques suite à l'utilisation massive d'engrais, de pesticides et d'insecticides dans l'agriculture industrialisée. Rachel Carson



Ouvrière d'un pays de l'Est

avait déjà envisagé que la contamination des sols risquait finalement d'avoir un effet sur l'alimentation des gens, en particulier sur le lait maternel (23) ; maintenant que cela s'est produit, beaucoup de femmes du Nord sont inquiètes. Il y a peu, une femme m'a téléphoné en me disant qu'en Allemagne, il n'était plus prudent de nourrir un bébé au sein pendant plus de trois mois ; le lait des mères étant empoisonné. Comme solution,

elle suggéra de monter un projet dans le Sud de l'Inde pour produire une alimentation pour bébé saine et complète. Là-bas, sur le plateau du Deccan, sec et aride, pousse un millet spécial appelé *ragi*. Réclamant peu d'eau et aucun engrais, il est la nourriture de subsistance bon marché des pauvres. Ce millet contient tous les composants nécessaires aux nourrissons. La femme suggéra que le *ragi* soit traité et conditionné comme aliment pour bébés pour être exporté en Allemagne. Elle estimait que c'était la solution au problème des mères désespérées par la contamination de leur propre lait et qu'elle donnerait aux pauvres du Sud de l'Inde une nouvelle source de revenus en argent. Cela contribuerait à leur développement !

J'essayais de lui expliquer que si le *ragi*, la nourriture de subsistance des pauvres, entrait dans le marché mondial et devenait une marchandise d'exportation, il ne serait plus accessible aux pauvres ; son prix monterait rapidement et, si ce projet fonctionnait, on utiliserait bientôt des pesticides et d'autres produits chimiques pour en intensifier la production pour le marché dans le Nord. Mais elle répondit qu'il fallait que les gens contrôlent la production de *ragi* pour s'assurer qu'il ne soit pas pollué. On se retrouve devant une nouvelle version d'éco-colonialisme. Quand je lui demandais pourquoi, comme alternative, elle ne ferait pas plutôt campagne en Allemagne pour changer l'agriculture industrielle, pour interdire l'usage de pesticides, sa réponse fut que cela prendrait beaucoup trop de temps, que la contamination maternelle était une situation d'urgence. Dans son anxiété, et concernée uniquement par les intérêts des mères en Allemagne, elle était prête à sacrifier les intérêts des femmes pauvres en Inde. Ou plutôt, elle pensait que ces conflits d'intérêts pouvaient être rendus compatibles par un échange monétaire. Elle ne réalisait pas que cet argent ne suffirait jamais aux femmes du Sud de l'Inde pour acheter à leurs nourrissons la même nourriture saine dont elles disposaient maintenant gratuitement.

Cet exemple montre clairement que le mythe du développement par rattrapage, basé sur la foi dans le fonctionnement miraculeux du marché, en particulier le marché mondial, aboutit en fait à des intérêts antagonistes, même ceux des mères qui veulent simplement donner une alimentation non polluée à leurs nourrissons.

Maria MIES ■

Anthropologue, sociologue, membre du comité de résistance à l'AMI, impliquée dans la lutte contre les modes de procréation artificiels et dans les sommets contre le G8.

(23) Carson R., *Silent Spring*. Fawcett Publications, Greenwich 1962. Hynes P.H., *The Recurring Silent Spring*. Pergamon Press, New-York, 1989.



L'appauvrissement de l'environnement, des femmes et des enfants

Le livre de Ruth Sidel *Women and children last* (les femmes et les enfants en dernier) (1) débute par le récit du naufrage du *Titanic*. Les femmes et les enfants furent, en effet, les premiers sauvés, mais uniquement en première et deuxième classes. La majorité des femmes et des enfants voyageaient en troisième classe.

Ester Boserup (2) a étudié comment les femmes se sont appauvries sous le gouvernement colonial. Ces gouvernants qui, durant des siècles, avaient assujéti et réduit leurs propres femmes au statut d'accessoires déqualifiés et dé-intellectualisés, discriminaient les femmes des colonies en ce qui concerne l'accès à la terre, à la technologie

est, qu'à quelques exceptions près, l'accès relatif des femmes aux ressources économiques, aux revenus et à l'emploi, s'est détérioré, que leurs charges de travail ont augmenté, et leur statut relatif et même absolu, sanitaire, nutritionnel et éducatif a décliné» (3).

En raison même du rôle joué par les femmes dans la régénération de la vie humaine et dans l'approvisionnement de la subsistance, l'impact destructif sur les femmes et l'environnement se prolonge par un impact négatif sur le statut des enfants.

La focalisation exclusive sur les revenus et les critères mesurés par le PNB a eu pour effet d'exclure de la préoccupation principale la toile de vie qui entoure les femmes, les enfants et l'environnement. Le statut des femmes et des enfants et l'état de l'environnement n'ont jamais fonctionné comme 'indicateurs' du développement. Cette exclusion est rendue possible par deux types de processus.

Premièrement, la contribution de la nature, des femmes et des enfants à la croissance de l'économie de marché est négligée et niée. Des théories économiques dominantes n'assignent aucune valeur aux tâches domestiques de subsistance. Ces théories sont incapables d'intégrer la majorité de la population mondiale — les femmes et les enfants — qui sont statistiquement 'invisibles'.

Secondement, l'impact négatif du développement et de la croissance économique sur les femmes, les enfants et l'environnement n'est pratiquement

ni reconnu, ni recensé. Chacun de ces facteurs engendre la pauvreté.

Parmi les coûts cachés générés par un développement destructif se situent les nouvelles charges créées par la dévastation écologique, des coûts qui sont invariablement plus lourds pour les femmes, à la fois au nord et au sud. C'est pourquoi, il n'est guère surprenant qu'un PNB en augmentation ne

Le développement de l'économie mondiale ne peut se faire qu'au détriment des nouveaux colonisés : l'environnement, les femmes et les enfants.

L'état de l'économie mondiale est, à bien des égards, comparable au *Titanic* : resplendissant, riche et considéré comme insubmersible. Comme l'observe Ruth Sidel, malgré nos terrasses de café, nos saunas, nos boutiques de luxe, nous aussi nous manquons de canots de sauvetage pour tous quand un désastre se déclenche. En cas de naufrage, les femmes et les enfants passeront en premier, non pas pour être sauvés mais pour tomber dans une pauvreté incroyable.

La décennie de la Femme des Nations-Unies était basée sur le postulat qu'une amélioration de la position économique des femmes découlerait automatiquement de l'expansion et de la diffusion du processus de développement. A la fin de la Décennie, on commença cependant à réaliser clairement que c'était le développement lui-même qui posait problème. Le sous-développement croissant des femmes n'était pas dû à une 'participation' insuffisante et inadéquate dans le 'développement', mais plutôt à leur participation forcée mais asymétrique dont elles supportaient les coûts tout en étant exclues des bénéfices. Le développement et la dépossession accrurent les processus coloniaux de dégradation écologique et la perte de contrôle politique sur la base vivrière naturelle. La croissance économique était un nouveau colonialisme, aspirant les ressources de ceux qui en avaient le plus besoin. Mais dorénavant, il ne s'agissait plus des anciens pouvoirs coloniaux, mais de nouvelles élites nationales qui dirigeaient l'exploitation en fonction de l'intérêt national et de la croissance du PNB, et elle s'opérait au moyen de technologies d'appropriation et de destruction plus puissantes.

et à l'emploi. Les processus économiques et politiques du sous-développement colonial étaient les manifestations éloquentes du patriarcat moderne et, alors qu'un grand nombre d'hommes comme de femmes



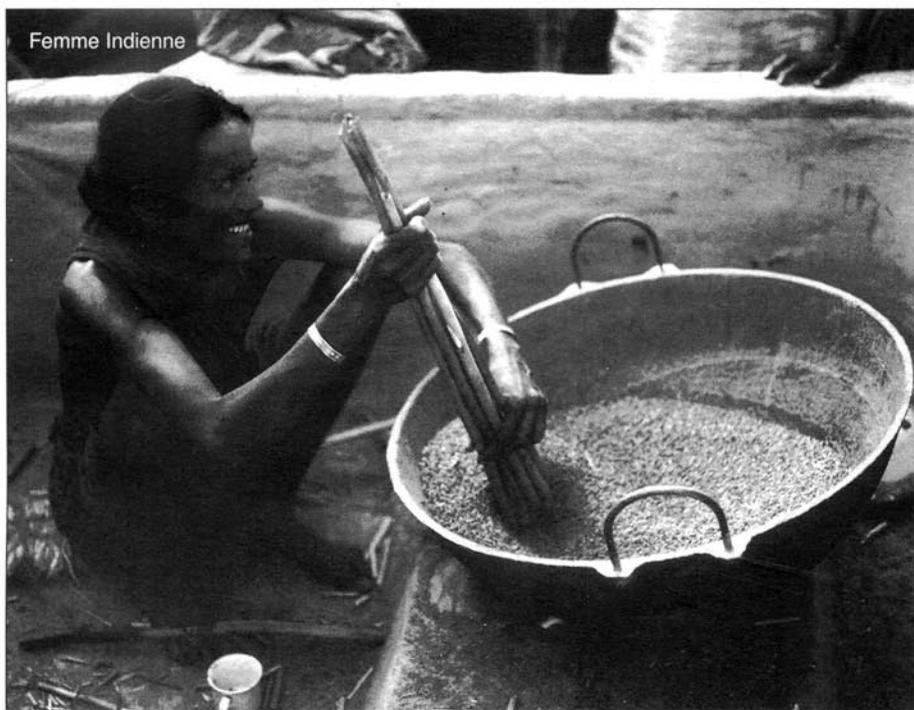
étaient appauvris par ce processus, les femmes avaient tendance à être les plus grandes perdantes. La privatisation de la terre pour la culture de rente toucha plus sérieusement les femmes, érodant leurs droits traditionnels à l'usufruit de la terre. L'expansion de la culture commerciale ébranla la production vivrière et, quand les hommes émigrèrent ou furent recrutés pour le travail obligatoire par les colonisateurs, les femmes furent souvent laissées seules avec de maigres ressources pour nourrir leur famille et s'en occuper. Comme le déclarait un document collectif rédigé par des femmes militantes, organisatrices et actives dans la recherche à la fin de la Décennie de la Femme : «la conclusion quasi unanime de la recherche effectuée dans la Décennie

(1) Sidel Ruth, *Women & Children Last*. Penguin, New-York, 1987.

(2) Boserup Ester, *La femme face au développement économique*, traduit de l'anglais, 1960, PUF, Paris 1983.

(3) DAWN, 1985, *Development Crisis and Alternative Visions : Third World Women's Perspectives*. Christian Michelsen Institut, Bergen.

Femme Indienne



signifie pas nécessairement que la richesse ou le bien-être augmentent proportionnellement. J'aurais même tendance à soutenir que le PNB devient de plus en plus une mesure du déclin rapide de la vraie richesse — la richesse de la nature et la richesse vivrière produite par les femmes. Quand la production de marchandises est introduite comme activité économique principale pour assurer le développement, elle détruit le potentiel de la nature et des femmes à produire la vie et les biens et services pour les besoins élémentaires. Plus de marchandises et plus d'argent signifient moins de vie — dans la nature par la destruction écologique et dans la société par la négation des besoins de base. Les femmes sont dévaluées, d'abord, parce que leur travail se fait en coopération avec les processus de la nature et, en second lieu, parce que le travail qui satisfait les besoins et assure la subsistance est dévalué en général. Plus de croissance dans ce qui est un mal-développement a entraîné moins d'entretien de la vie et moins de systèmes qui soutiennent la vie.

L'économie de la nature — grâce à laquelle la régénération environnementale a lieu — et l'économie de subsistance des gens — dans laquelle des femmes produisent la subsistance pour la société grâce à leur travail gratuit 'invisible', appelé non-travail — sont systématiquement détruits pour créer la croissance dans l'économie de marché. Ce que j'ai appelé, dans le contexte du Tiers-Monde, les trois économies, de la nature, des gens et du marché, est étroitement apparenté à la classification des économies industrielles de Hilikka Pietila (4) en économie libre, secteur protégé et économie entravée. Pour lui, l'économie libre est la portion non-marchande de l'économie et de la société, le travail non-rémunéré, pour les besoins

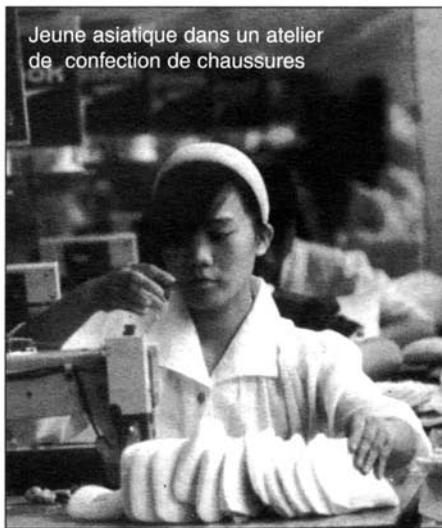
propres et familiaux, les activités communautaires, l'aide et la coopération mutuelles dans le voisinage, etc.

Le *secteur protégé* est la production intégrée et orientée par des moyens officiels vers les marchés intérieurs : l'alimentation, la construction, les services, l'administration, la santé, l'enseignement et la culture, etc.

L'*économie entravée* est la production sur une large échelle pour l'exportation et pour concurrencer les importations. Les règles sont dictées par le marché mondial, la dépendance, la vulnérabilité, une compétitivité forcée, etc.

Par exemple, en 1980, les proportions en temps et en argent dans l'économie finlandaise étaient les suivantes : économie libre (54 % du temps, 35 % de l'argent), secteur protégé (36 % et 46 %) et l'économie entravée (10 %, 19 %).

Dans les économies patriarcales, les deux derniers sont considérés comme économie primaire et l'économie libre comme écono-



Jeune asiatique dans un atelier de confection de chaussures

mie secondaire. En fait, comme Marilyn Waring l'a expliqué (5), les comptabilités nationales et les PNB excluent en réalité, l'économie libre comme se situant hors des limites de production. Ce que la plupart des économistes et politiciens appellent économie 'libre' ou 'ouverte' est vu par les femmes comme une économie 'entravée'. Quand celle-ci s'appauvrit — c'est-à-dire enregistre des pertes — c'est l'économie libre qui paye pour l'assainir. Dans une période de réajustements structurels et de programmes d'austérité, les réductions dans les dépenses publiques touchent généralement plus lourdement les pauvres. Dans de nombreux cas, on a obtenu une diminution du déficit fiscal en effectuant des coupes sombres dans les dépenses de développement économique et social accompagnées d'une baisse considérable des salaires réels et de la consommation.

Le piège de la pauvreté

Le piège de la pauvreté créé par le cercle vicieux du 'développement', dette, destruction environnementale et ajustement structurel, se referme de manière plus significative sur les femmes et les enfants. Les flux de capitaux du nord vers le sud ont été inversés. Il y a dix ans, quarante milliards de dollars passaient du nord vers le sud. Aujourd'hui, sous forme d'emprunts, d'aides, de remboursements de l'intérêt et du capital, le sud transfère vingt milliards de dollars par an, au nord. Si on prend en compte le transfert effectif de ressources que représentent les prix réduits que les nations industrialisées paient pour les matières premières du monde en voie de développement, le flux annuel des pays pauvres vers les pays riches pourrait s'élever à soixante milliards de dollars. Cette fuite économique implique un approfondissement de la crise d'appauvrissement des femmes, des enfants et de l'environnement.

Selon les estimations de l'UNICEF, en 1988 (6), cinq cent mille enfants sont morts comme conséquence directe des politiques d'ajustement liées à la dette. Il est évident que la pauvreté a besoin d'être redéfinie dans le contexte de l'émergence de la féminisation de la pauvreté d'une part, et de son lien avec l'appauvrissement de l'environnement d'autre part.

La pauvreté n'est pas confinée à ce qu'on appelle les pays pauvres : elle existe aussi dans les pays riches. Aujourd'hui, la vaste majorité des gens pauvres aux Etats-Unis sont des femmes et des enfants. Selon le

(4) Pietila Hilikka, *Tomorrow Begins Today*. IC-DA/ISIS Workshop, Nairobi, 1985.

(5) Waring Marilyn, *If Women Counted*. Harper & Row, San Francisco, 1988.

(6) UNICEF, *State of the World's Children*, 1988.



Bureau de recensement de la population, en 1984, 14,4 % des Etats-Uniens (33,7 millions) vivaient au-dessous du seuil de pauvreté. Pour les ménages où le chef de famille est une femme, le taux monte à 34,5 % — cinq fois plus que pour les ménages de couples mariés. Le taux de pauvreté des femmes blanches, chef de famille, était de 27,1 % ; pour les femmes noires, de 51,7 %, pour les femmes hispaniques, 53,4 %. L'impact de la pauvreté des femmes sur le statut économique des enfants est encore plus éloquent. Le taux de pauvreté pour les enfants de moins de six ans était de 24 % en moyenne, mais de 53,9 % pour ceux vivants dans un ménage où la mère est chef de famille. Parmi les enfants noirs, il est de 46,3 % mais grimpe à 66,6 % pour les mères noires seules ; il est de 39 % pour les enfants hispaniques, mais de 70,5 % pour les mères hispaniques seules (7).

Theresa Funicello, une militante du droit à la sécurité sociale aux Etats-Unis, écrit : « dans pratiquement toutes les évaluations honnêtes, la pauvreté est la cause première de mortalité infantile aux Etats-Unis ». A New-York, 40 % des enfants (700 000) vivent dans des familles que le gouvernement qualifie de déshéritées, sept mille naissent toxicomanes, douze mille autres sont confiés à des foyers d'accueil parce qu'ils sont maltraités ou négligés.

Le droit à la vie des enfants

Le premier droit mentionné dans la Convention des droits de l'enfant est le droit inhérent à la vie. La négation de ce droit devrait être le point de départ pour dégager une définition de la pauvreté. Celle-ci devrait être basée sur le refus d'accès à la nourriture, l'eau, le logement, indispensables quantitativement et qualitativement pour assurer une vie saine. Bien souvent, de simples indicateurs de revenus ne saisissent pas la pauvreté de la vie à laquelle on condamne les générations futures, avec des menaces pour la survie provenant de dangers environnementaux même dans des conditions qualifiées par ailleurs d'abondance'.

Jusqu'à présent la pauvreté a été perçue culturellement en termes de styles de vie ne correspondant pas aux catégories de la société industrielle occidentale. Nous devons prendre nos distances par rapport à ces perceptions limitées et déformées pour appréhender la pauvreté en termes de menaces contre la santé et la sécurité, résultant soit de la privation d'accès à la nourriture, l'eau et le logement soit d'une absence de protection contre les risques de menaces toxiques ou nucléaires.

Un développement à l'échelle humaine peut être le début d'une définition opérationnelle



de la pauvreté» comme étant la négation de besoins humains vitaux. Au plus haut niveau, on a identifié les besoins fondamentaux comme étant : la subsistance, la protection, l'affection, la compréhension, la participation, les loisirs, la création, l'identité, la liberté. Ces besoins sont le plus manifestement présents chez les enfants, de sorte que l'enfant peut devenir notre guide pour organiser une société juste, humaine et durable, et pour s'éloigner de l'effet destructeur de ce qui a été analysé comme 'développement' (8).

La crise de l'alimentation et de la nutrition

A la fois traditionnellement, et dans le contexte de la nouvelle pauvreté, les femmes et les enfants ont été traités comme marginaux dans les systèmes alimentaires. En terme de nutrition, les petites filles sont doublement discriminées dans des pays comme l'Inde (9).

Chez les petites filles, les effets d'une alimentation inadéquate se poursuivent encore à l'âge adulte et se transmettent à la génération suivante. La sous-alimentation de la mère entraîne des complications pendant la grossesse, des naissances prématurées et des nouveaux-nés dont le poids est insuffisant avec pour conséquences de faibles chances de survie ; un pourcentage élevé de décès pendant la grossesse et lors de l'accouchement est directement imputable à l'anémie, et la sous-alimentation pendant l'enfance en est probablement la cause sous-jacente (10). Le refus aux femmes et aux enfants de leurs droits à la nourriture est la menace la plus importante pour leur vie.

Les programmes de 'développement' agricole deviennent souvent des programmes qui génèrent la faim parce que les terres fertiles

(7) Cité dans Maralyn Waring, op. cit. p180 ; et Ruth Sidel, op. cit.

(8) Max-Neef Manfred, *Human Scale development, Development Dialogue*. Dag Hammarskjold Foundation, 1989.

(9) Chatterjee Meera, *A Report on Indian Women from Birth to Twenty*.

National Institute of Public Cooperation and Child Development, New Delhi, 1990.

(10) Timberlake Lloyd, *Africa in Crisis*. Earthscan, London, 1987.

Rations alimentaires des garçons et des filles en Inde

(Femmes pour l'égalité, New-Delhi, 1985)

AJR : Apport journalier recommandé, en grammes.

| Aliments | 3-4 ans | | | 7-9 ans | | |
|-----------------------|---------|--------|-------|---------|--------|-------|
| | AJR | Garçon | Fille | AJR | Garçon | Fille |
| Céréales | 173 | 118 | 90 | 250 | 252 | 240 |
| Légumineuses | 55 | 22 | 18 | 70 | 49 | 25 |
| Légumes verts | 62 | 3 | 0 | 75 | 0 | 0 |
| Racines, & tubercules | 40 | 15 | 13 | 50 | 42 | 0 |
| Fruits | 50 | 30 | 17 | 50 | 17 | 6 |
| Lait | 225 | 188 | 173 | 250 | 122 | 10 |
| Sucre & jagré | 22 | 13 | 16 | 30 | 30 | 12 |
| Graisses, huiles | 30 | 5 | 2 | 50 | 23 | 8 |

sont détournées au profit de cultures destinées à l'exportation, que les petits paysans sont déplacés, et que la diversité biologique, qui fournit une grande partie de la nourriture à laquelle les pauvres ont accès, est éliminée et remplacée par des monocultures de rente ou par des systèmes d'utilisation des sols mal adaptés à l'écologie ou à la production alimentaire à laquelle les gens ont droit. Une crise alimentaire permanente touche plus de cent millions de personnes en Afrique, la famine n'est que le sommet d'une crise bien plus profonde. Même lorsque l'Éthiopie ne souffre pas de famine, on estime qu'un millier d'enfants meurent journalièrement de malnutrition ou de maladies apparentées (11).

Partout dans le sud, la crise économique enracinée dans un développement défectueux conduit à l'appauvrissement de l'environnement et à une menace pour la survie des enfants. Il est même possible de quantifier l'effet de la dette sur la mortalité durant les années 1970-1980, tout paiement additionnel de dix dollars par an et par habitant s'est traduit par une réduction de l'amélioration de l'espérance de vie de 0,4 année (12). Au Pérou, des études entreprises concernant l'alimentation montrent que dans les quartiers les plus pauvres de Lima et les bidonvilles avoisinants, le pourcentage d'enfants sous-alimentés a augmenté de 24 % en 1972 à 28 % en 1978 et 36 % à 1983.

Selon des sources officielles, en 1986, en Argentine, 685 000 enfants du grand Buenos-Aires et 385 000 de plus dans sa province ne mangeaient pas assez pour survivre ; ils représentaient un tiers des enfants de moins de 14 ans (13).

Numériquement, la malnutrition est le risque de santé le plus important pour les enfants, en particulier dans les pays en voie de développement. Des enquêtes menées dans différents pays du monde dénombrent dix millions d'enfants souffrant de malnutrition sévère et 200 millions supplémentaires de carence alimentaire (14).

L'augmentation de la carence nutritionnelle infantile est un des résultats de la même politique que celle qui conduit à la privation nutritionnelle des sols. Les politiques agricoles qui engendrent des surplus pour rencontrer des objectifs d'exportation et favorisent les revenus en devises étrangères génèrent ces surplus en créant de nouveaux niveaux d'appauvrissement nutritionnel pour les femmes, les enfants et l'environnement. Comme Maria Mies l'a souligné (15), ce concept de surplus est lié à une dérive patriarcale parce qu'il est basé non pas sur un surplus matériel produit *en sus* des besoins de l'environnement ou de la communauté, mais il est violemment arraché et dérobé à la nature (qui a besoin d'une partie de sa production pour se reproduire elle-même) et aux femmes (qui ont besoin d'une partie des produits de la nature pour vivre et assurer leur propre survie et celle de leurs enfants).



Les maladies dues à la malnutrition et aux carences sont aussi causées par la destruction de la biodiversité qui constitue la base nutritionnelle dans les communautés de subsistance.

Par exemple, en Inde, le *bathua* est un important légume vert feuillu avec une haute valeur nutritive qui pousse en association avec le froment, et quand les femmes arrachent les mauvaises herbes dans les champs de froment, elles ne contribuent pas seulement à la productivité du froment, mais elles font également la moisson d'une source nutritionnel-



le pour leurs familles. Avec l'utilisation intensive d'engrais chimiques, le *bathua* entre en vive concurrence avec le froment et on décida que cette «mauvaise herbe» devait être éliminée par les herbicides. Ainsi, le cycle alimentaire est rompu : les femmes sont privées de travail ; les enfants sont privés d'une source gratuite de nourriture.

La crise de l'eau

Dans le Tiers-monde, 34,6 % de tous les décès d'enfants sont imputables à la crise de l'eau. Chaque année, 5 millions d'enfants meurent de maladies diarrhéiques (16). La baisse d'accessibilité aux ressources d'eau, due à leur détournement pour l'industrie et

l'agriculture industrielle et à des facteurs complexes liés à la déforestation, la désertification et les sécheresses est une menace grave pour la santé des enfants et leur survie. Quand l'accès à l'eau diminue, les sources d'eau polluées et les risques de santé augmentent. Le 'développement' selon la paradigme conventionnel implique une utilisation plus intensive et un plus grand gaspillage d'eau — les barrages et l'irrigation intensive pour l'agriculture de la Révolution verte, l'eau pour l'air conditionné d'hôtels et de complexes industriels. Et, au fur et à mesure que le développement crée davantage de demande en eau, les besoins pour la survie des enfants — et des adultes — en eau pure sont sacrifiés.

Antonia Alcantara, une marchande ambulante des bidonvilles de Mexico se plaint que l'eau du robinet est «jaune et pleine de vers». Même l'eau sale est insuffisante. La demande en eau des vingt millions d'habitants de Mexico a eu pour effet que le niveau de la principale nappe aquifère diminue de 3,4 mètres par an (17). Ceux qui ont accès à la distribution d'eau à Mexico sont généralement les membres de la bourgeoisie et des classes moyennes. En fait, le gaspillage est pratiquement encouragé par des subventions qui permettent aux consommateurs de ne payer que le dixième du coût réel de l'eau. Les pauvres, par contre, sont souvent forcés de l'acheter aux *piperas*, des entrepreneurs, qui fixent les prix en fonction de la demande.

(11) George Susan, *Jusqu'au cou : enquête sur la dette du Tiers-Monde*, trad. de l'anglais, 1988, ed. La Découverte, 1989.

(12) Ibid.

(13) Ibid.

(14) UNICEF, *Children and the environment*, 1990.

(15) Maria Mies, *Patriarchy and Accumulation on a World Scale*, Zed Books, London, 1986.

(16) UNICEF, op. cit. 1990.

(17) Moser Caroline, Contribution on OECD Workshop on Women & Development. Paris, 1989.



A Delhi, en 1988, deux mille personnes (principalement des enfants) sont mortes, suite à une épidémie de choléra dans les colonies des bidonvilles. Ces colonies furent «réinstallées» après la suppression des taudis lors de l'embellissement de la capitale de l'Inde. On ne dispensa à cette population superflète ni eau potable ni système d'égouts adéquat ; seuls les enfants des communautés pauvres moururent du choléra. De l'autre côté du fleuve Yamuna, les piscines contenaient suffisamment d'eau chlorée pour protéger les touristes, les diplomates et l'élite (18).

Les risques toxiques

A la fin de ce vingtième siècle, il devient évident que nos systèmes scientifiques sont totalement inadéquats pour combattre ou éliminer les risques — présents ou potentiels — auxquels surtout les enfants sont exposés. Chaque catastrophe semble une expérience, avec des enfants comme cobayes, servant à nous apprendre davantage sur les effets des substances mortelles introduites dans la production et l'utilisation quotidiennes. Les

systèmes patriarcaux voudraient maintenir le silence sur ces substances empoisonnées, mais comme mère, les femmes ne peuvent ignorer les dangers qui menacent leurs enfants. Ce sont les enfants qui présentent la plus grande sensibilité à la contamination chimique, c'est pourquoi leur mauvaise santé est la manifestation la plus claire de la pollution chimique.

Dans les catastrophes de Love Canal (USA) et Bhopal (Inde), les enfants furent les victimes les plus gravement touchées. Et dans les deux cas, ce sont les femmes qui ont continué à résister et ont refusé de se taire comme l'auraient souhaité les représentants des entreprises et de l'Etat.

Love Canal était un site où, durant des décennies, la Hooker Chemical Company avait déversé ses déchets chimiques, et sur lequel, plus tard, on construisit des logements. Dans les années 70, c'était un quartier résidentiel paisible habité par des membres de la classe moyenne, ignorant l'existence de déversements toxiques dans le sous-sol de leurs maisons. Maux de têtes, vertiges, nausées et épilepsie n'étaient que quelques-uns des problèmes qui frappèrent ceux qui étaient proches du canal. Des étranglements du foie, des reins, des étranglements récurrents du système urinaire se multiplièrent. On observait aussi un taux inquiétant de 56 % de risques d'anomalies à la naissance, y compris des enfants souffrant de surdité et victimes d'un taux exceptionnellement élevé de leucémie et autres cancers (19). Le nombre de fausses-couches dépassa les 75 % le taux normal, et sur quinze grossesses, deux seulement aboutirent à la naissance d'enfants sains.

Ce sont les mères des enfants menacés de mort et de maladie qui, les premières, lancèrent l'alarme et maintinrent la question à l'ordre du jour.

A Minamata, au Japon, la dépendance des pêcheurs et de leurs familles à une alimentation en poissons eut des résultats désastreux à cause de leur empoisonnement par le méthyl de mercure déversé pendant trente ans dans la baie par l'unité chimique de Chisso. A Bhopal, en 1984, une fuite de gaz en provenance de l'usine de pesticides de l'Union



Carbide, entraîna la mort instantanée de milliers de gens. Un plus grand nombre de milliers de gens qui échappèrent à la mort souffrent encore de toute une série de maux. Les femmes souffrent en outre de complications gynécologiques et de troubles menstruels. Les dommages causés aux systèmes respiratoire, reproductif, nerveux, osseux et musculaire ainsi qu'au système immunitaire des victimes du gaz ont été exposés dans les études épidémiologiques réalisées à ce jour. Le rapport de 1990 du Conseil indien de la recherche médicale (20) a établi que le taux de mortalité parmi la population touchée est plus de deux fois supérieur à celui de la population non exposée. Chez les victimes du gaz, on a également montré de manière significative, des incidences plus fréquentes d'avortement spontanés, d'enfants morts-nés et de décès de nourrissons.

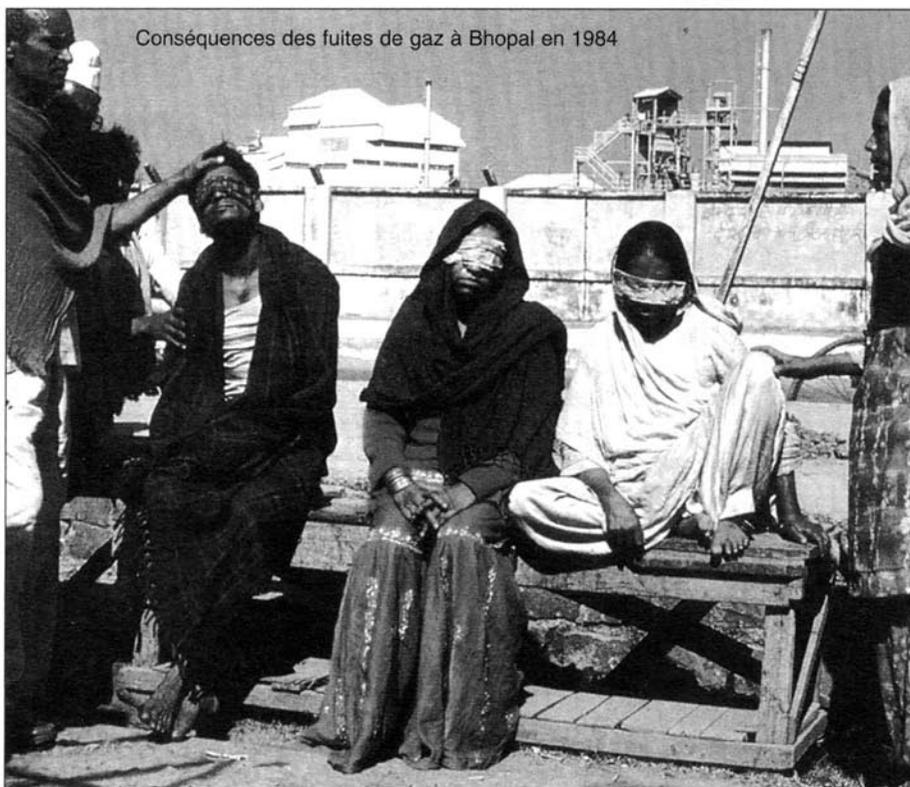
Les risques nucléaires

Hiroshima, Three Mile Island, les Iles du Pacifique, Tchernobyl — chacune de ces catastrophes nucléaires nous rappelle que la menace nucléaire est plus grande pour les générations futures que pour nous-mêmes.

(18) Shiva Mira 'environmental Degradation and Subversion of Health' in Vandana Shiva (ed.) *Minding Our Lives ; Women from the South and North Reconnect Ecology and Health*, Kali for Women, Delhi, 1993.

(19) Gibbs Lois, *Love Canal, My Story*. State University of New York, Albany, 1982.

(20) Bhopal Information and Action Group, *Voices of Bhopal*, Bhopal, 1990.



Conséquences des fuites de gaz à Bhopal en 1984

Lijon Eknilang avait sept ans lors du test Bravo dans l'île de Bikini. Elle se souvient d'irritations aux yeux, de nausée et d'avoir été couverte de brûlures. Deux jours après le test, Lijon et ses compatriotes furent évacués à la base américaine sur l'atoll Kwajalein. On les garda pendant trois ans parce que Rongelap était trop dangereux pour y vivre. La grand-mère de Lijon mourut en 1960 d'un cancer de la thyroïde et de l'estomac. Son père est mort pendant le test nucléaire. Lijon raconte : « j'ai eu sept fausses-couches et enfants morts-nés. En tout, il y a huit autres femmes qui ont donné naissance à des bébés qui ressemblent à des petits tas de gelée. Nous portons certaines de ces choses pendant huit, neuf mois, il n'y a ni jambes, ni bras, ni tête, rien. D'autres enfants sont nés qui ne reconnaîtront jamais ce monde ni leurs propres parents. Ils sont simplement couchés là, avec les jambes et les bras tordus, et ne parlent jamais » (21).

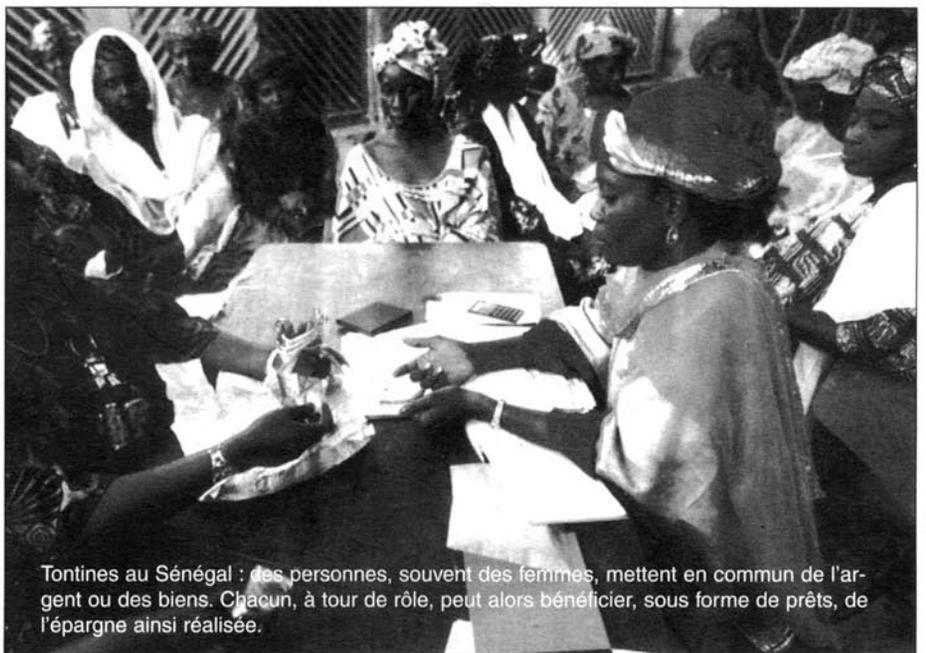
Chaque aspect de la destruction environnementale se traduit par une menace grave pour la vie des générations futures. On a beaucoup écrit sur la question du développement durable, considérée comme une 'équité intergénérationnelle', mais ce qu'on a souvent perdu de vue, c'est que la question de la justice entre générations ne peut être réalisée que par la justice entre les sexes. Les enfants ne peuvent pas être placés au centre des préoccupations si leurs mères, entre temps, sont exclues des soins et des préoccupations.

Au cours des dernières décennies, des coalitions de femmes ont développé des stratégies de survie et combattu les menaces qui pèsent sur leurs enfants et qui résultent des menaces sur l'environnement.

Les stratégies de survie des femmes et des enfants

Alors que la survie est de plus en plus menacée par des tendances négatives de développement, de dégradation environnementale et

Manifestation du «3^{ème} collectif des Sans-Papiers» à Paris, 1999.



Tontines au Sénégal : des personnes, souvent des femmes, mettent en commun de l'argent ou des biens. Chacun, à tour de rôle, peut alors bénéficier, sous forme de prêts, de l'épargne ainsi réalisée.

de pauvreté, des femmes et des enfants découvrent de nouvelles voies pour faire face à cette menace.

Aujourd'hui, en Afrique en Amérique du Sud, et dans le monde développé plus d'un tiers des ménages a, à sa tête, une femme ; en Norvège, le chiffre est de 38 %, et en Asie de 14 % (22). Même quand les femmes ne sont pas les seuls soutiens de famille, elles sont les premières pourvoyeuses en terme d'énergie et de travail dépensés pour la subsistance de la famille. Par exemple, dans les zones rurales, les femmes et les enfants doivent marcher plus longtemps pour trouver du bois et de l'eau qui se raréfient, et dans les zones urbaines, elles doivent multiplier le travail rémunéré hors de chez elles. Généralement, un conflit naît ainsi entre le temps consacré à travailler pour faire subsister la famille et l'énergie et le temps nécessaires aux soins des enfants. Parfois, les filles prennent sur elles une partie des charges de la mère : en Inde, le pourcentage de filles en-dessous de 14 ans qui travaillent est passé de 4 à 8 %. Dans le groupe d'âge de 15-19 ans, le taux de participation à la force de travail a augmenté de 17 % pour les filles, mais à diminué de 8 % pour les garçons (23). Ce qui laisse supposer que plus de filles sont envoyées sur le marché du travail et plus de garçons à l'école. Cette proportion significative explique peut-être le pourcentage important d'échecs scolaires des filles, une conclusion qui est confirmée par un niveau d'alphabétisation plus élevé chez les travailleuses comparé aux 50 % qu'on trouve chez les travailleurs. Des projections ont établi que d'ici l'an 2001 la participation des filles de 0 à 14 ans au processus du travail va encore augmenter de 20 % et parmi celles de 15 à 19 ans de 30 % (24). L'Organisation internationale du travail (OIT) a estimé qu'au début des années 80, le nombre total des enfants de moins de quinze

ans 'actifs économiquement' atteignait environ cinquante millions. L'Organisation mondiale de la santé (OMS) avance un chiffre de cent millions. Il existe, en outre, une centaine de millions d'enfants 'des rues', sans famille et sans domicile. Ce sont les victimes de la pauvreté, du sous-développement et des mauvaises conditions environnementales — membres jetables de la société — survivant entièrement par eux-mêmes, sans aucun droit, sans aucune voix.

Des femmes Chipko de l'Himalaya se sont organisées pour résister contre la destruction de l'environnement consécutive à l'exploitation de la forêt.

L'association des propriétaires de Love Canal est un autre exemple bien connu de l'action persistante de jeunes ménagères pour assurer à leurs familles une garantie de santé; elle a créé maintenant le Citizens' Clearinghouse for Hazardous Waste (Comptoir général des citoyens contre les déchets à risques).

Le Bhopal Gas Peedit Mahila Udyog Sangathan, un groupe de femmes victimes de la catastrophe de Bhopal, a continué à lutter pendant sept ans pour obtenir justice de la part de la société Union Carbide.

Dans différents contextes, dans le Nord et dans le Sud, dans des régions érodées écologiquement et des endroits pollués, les femmes s'identifient à l'intérêt de la planète et de leurs enfants pour trouver des solutions à la crise de la survie. Contrairement à toute attente, elles essaient de retisser les fils qui connectent leur vie à celle de leurs enfants et de la planète. Selon la vision de ces

(21) *Pacific Women Speak*, Women Working for a Nuclear Free and Independent Pacific, 1987.

(22) United Nations, *World's Women*, 1970-1990.

(23) Chatterjee Meera, op. cit.

(24) UNICEF, op. cit. 1990.



femmes, un développement durable est impossible sans justice environnementale et cette dernière est impossible sans justice entre les sexes et les générations.

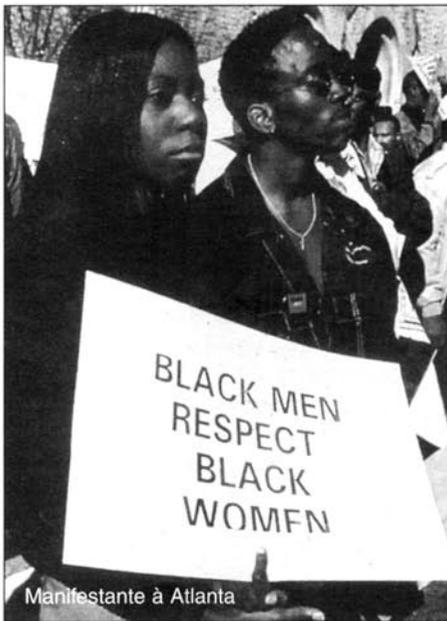
A qui appartiendra le futur ? Aux femmes et aux enfants qui luttent pour la survie et la sécurité de l'environnement ? Ou à ceux qui traitent femmes, enfants et environnement comme du jetable et du superflu ? Gandhi a proposé un test simple pour prendre des décisions à un moment de doute : «*Souvenez-vous du visage de la personne (il ou elle) la moins privilégiée que vous connaissez et demandez-vous si votre action lui sera préjudiciable ou bénéfique*» (25). Ce critère de la 'dernière personne' doit être étendu au 'dernier enfant' si nous voulons véritablement dégager un code de justice environnementale qui protégera les générations futures.

Le dernier enfant dont on peut se passer : le paradigme dominant

du point de vue des gouvernements, des agences intergouvernementales et des élites au pouvoir, le 'dernier enfant' n'a pas besoin de canot de sauvetage. Cette vision a été développée explicitement par Garrett Hardin dans son 'éthique du canot de sauvetage' (26) ; les pauvres, les faibles constituent une population en 'surplus', qui placent une charge inutile sur les ressources de la planète. Cette manière de voir, les réponses et les stratégies qui en découlent ignorent totalement le fait que la plus grande pression sur les ressources de la terre ne provient pas d'un grand nombre de pauvres mais du petit nombre d'élites qui consomment sans frein dans le monde.

Ignorant ces pressions sur les ressources dues à la consommation et à des technologies destructrices, des plans de 'préservation' repoussent de plus en plus le dernier enfant vers les marges de l'existence. Des stratégies officielles reflétant les intérêts des élites, donnent à entendre avec force que le monde irait mieux si on pouvait se débarrasser des pauvres 'improductifs' par la stratégie du canot de sauvetage. Les technocrates-gestionnaires qui utilisent de plus en plus l'environnementalisme dans leur rhétorique, voient dans les crises écologiques, une op-

portunité pour de nouveaux investissements et de nouveaux profits. Le Plan d'action tropical de la Banque mondiale, la Convention climatique, le Protocole de Montréal, sont souvent considérés comme de nouveaux moyens pour déposséder les pauvres afin de 'sauvegarder' les forêts, l'atmosphère et les biens communs biologiques afin que les riches et les puissants puissent les exploiter. Dans ces plans écologiques, les victimes sont transformées en brigands — et les femmes qui ont le plus lutté pour protéger leurs enfants face aux menaces écologiques, deviennent les éléments qu'il faut éduquer pour protéger la planète (27).



Manifestante à Atlanta

Les 'explosions démographiques' sont toujours apparues comme des images créées par le patriarcat moderne dans des périodes ascendantes de polarisations sociales et économiques. Malthus (28) voyait des populations exploser, à l'aube de l'ère industrielle ; entre la première et la seconde guerre mondiale, les pays, qui par leur instabilité, entravaient l'accès des Américains aux ressources et aux marchés, furent qualifiés de 'poudrières démographiques'. Aujourd'hui, la préoccupation pour la survie de la planète a rendu le contrôle démographique accep-

table et même impératif, face aux images popularisées des hordes affamées du monde. Ce que cette focalisation sur les chiffres dissimule est l'inégalité d'accès aux ressources et l'inégalité de la charge environnementale que les gens font peser sur la terre. Vu globalement, l'impact d'une diminution démographique draconienne dans les régions les plus pauvres d'Asie, d'Afrique et d'Amérique latine serait bien moindre que la diminution de cinq pour cent seulement des niveaux actuels de consommation dans les dix pays les plus riches (29).

Par l'intermédiaire de programme de contrôle des populations, les corps des femmes sont brutalement envahis pour protéger la terre contre la menace de surpopulation. Là où la fertilité même des femmes est menacée par la pollution industrielle, leur intérêt est mis en opposition avec celui de leurs enfants. La politique de diviser pour régner semble essentielle pour gérer la crise écologique à l'avantage de ceux qui contrôlent le pouvoir et les privilèges.

Le nouveau discours des technocrates-gestionnaires décrit les femmes soit comme 'l'environnement' passif de l'enfant, soit comme la dangereuse 'bombe' entraînant une 'explosion démographique'. Dans les deux cas, les femmes dont les vies sont inextricablement liées à celles de leurs enfants doivent se débrouiller pour protéger enfants et environnement.

On a appelé la matrice de la mère, 'l'environnement' de l'enfant. même dans l'environnement relativement abrité de l'utérus maternel, le bébé qui s'y développe est loin

(25) Kothari Rajni, Vandana Shiva, 'The Last Child', Manuscrit pour le programme universitaire des Nations Unies sur la paix et la transformation globale.

(26) Hardin Garrett, in Bioscience, Vol.24, (1974) p561.

(27) Shiva Vandana 'Forestry Crisis and Forestry Myths : A Critical Review of Tropical Forests : A Call for Action', World Rainforest Movement, Penang, 1987.

(28) Malthus, in Barbara Duden, 'Population', in Wolfgang Sach (ed.) *Development Dictionary*, Zed Books, London, 1990.

(29) UNICEF, op. cit. 1990.



8 mars 99 : journée de la femme à Alger.



Dans une école coranique au Soudan ...

d'être complètement protégé. La santé de la mère, si intimement liée au bien-être de l'enfant, est réduite à un 'facteur dans l'environnement du fœtus'.

Des manières de voir pareillement décontextualisées de la relation femme-enfant sont présentées comme solution pour gérer les risques environnementaux sur les lieux de travail. 'Des politiques de protection du fœtus' sont les moyens par lesquels les employeurs ferment les yeux sur leur propre production dangereuse en s'offrant de 'protéger l'enfant à naître' en écartant la femme enceinte (où celles qui cherchent à l'être) des zones à risque (30). Dans ces cas extrêmes, des femmes ont consenti à la stérilisation pour garder leur emploi et faire bouillir la marmite. Plus typiques sont les pratiques qui consistent à surveiller le cycle de menstruation des femmes, ou d'attendre que la femme ait avorté avant de l'engager. Comme l'a constaté Lin Nelson : «*Il est vraiment trop facile 'd'assumer la pollution' et d'accepter un déplacement de poste industriel et une intervention obstétrique, mais ce sont des réponses aux symptômes, pas à la maladie*» (31).

La réplique de la base

Des groupes communautaires, des ONG, des mouvements écologiques et de femmes se mettent à renverser la dégradation environnementale en inversant les tendances qui repoussent femmes et enfants au-delà de la limite de survie. Comme mentionné plus haut, le mouvement Chipko en Inde a constitué une de ces réponses. Au Kenya, le mouvement de la ceinture verte a donné naissance à mille communautés 'ceinture verte'. En Malaisie, le Sahabal Alain Malaysia (SAM) et l'association des

consommateurs de Penang ont travaillé avec des paysans et avec des communautés de pêcheurs indigènes pour inverser le déclin environnemental. Des blocus d'indigènes contre la déforestation à Sarawak, sont d'autres actions importantes dans lesquelles ces organisations se sont investies. Au Brésil, l'Acao Democratica Feminina Gaucha (ADFG) a travaillé sur une agriculture durable, sur les droits indigènes, sur la dette et l'ajustement structurel.

Ce qu'il y a de particulier dans ces réponses populaires, c'est qu'elles placent le dernier enfant au centre de leurs préoccupations, et développent des stratégies qui simultanément renforcent les femmes et protègent la nature. Des travaux récents sur les femmes, la santé et l'écologie, comme le dialogue organisé par la Fondation indienne de recherche et la fondation Dag Hammarskjöld de Suède (32), la Planeta femea au Forum global de Rio en 1992 (33), s'orientent dans de nouvelles directions où l'intégrité des enfants, celle des femmes et celle de la nature sont perçues comme un tout, et non comme une fragmentation.

Les femmes et les enfants d'abord

Lors du Wilderness Congress (congrès sur les espaces sauvages) en 1987, Oren Lyons, de la Nation Onondaga, a déclaré : «*Faites attention à la manière dont vous posez vos mocassins sur la terre, marchez avec précaution, car les visages des futures générations observent depuis la terre, attendant leur tour de vivre*» (34).

En poussant la croissance des PNB et en augmentant l'accumulation du capital, les visages des enfants et des générations futures s'étaient effacés de l'esprit des concepteurs politiques dans les centres de pouvoir international. L'enfant avait été exclu de

leurs préoccupations et les cultures centrées sur l'enfant ont été détruites ou marginalisées. Apprendre des mères, des autochtones et d'autres communautés comment centrer les décisions sur le bien-être des enfants est le défi à opposer aux concepteurs politique du monde.

Mettre les femmes et les enfants en avant nécessite, avant tout, de renverser la logique qui considère les femmes comme subordonnées parce qu'elles créent la vie, et les hommes comme supérieurs parce qu'ils la détruisent. Toutes les réalisations passées du patriarcat reposent sur l'aliénation de la vie et ont conduit à l'appauvrissement des femmes, des enfants et de l'environnement. si nous voulons inverser ce déclin, nous devons considérer la création de la vie et non sa destruction comme une tâche vraiment humaine, et considérer l'essence de notre humanité dans sa capacité de reconnaître, respecter et protéger le droit à la vie de toutes les diverses espèces du monde.

Vandana SHIVA ■



Vandana Shiva

Physicienne, philosophe des sciences, directrice de la «Research Fondation for Science, Technology, and Natural Resource Policy» à New-Delhi.

Ce dossier est extrait du livre «Ecoféminisme», de Vandana Shiva et Maria Mies, Ed. l'Harmattan, 1999.

Maria Mies & Vandana Shiva

Ecoféminisme

Traduit de l'anglais par Edith Rubinstein, avec la collaboration de Pascale Legrand et Marie-Françoise Stewart-Ebel



Collection
Femmes & Changements

L'Harmattan

(30) Nelson Lin, 'The place of Women in Polluted Places' in *Reweaving the World: the Emergence of Ecofeminism*, Irene Diamond and Gloria Orenstein (eds). Sierra Club Books, 1990.

(31) Ibid.

(32) 'Women, Health and Ecology', compte-rendu d'un séminaire organisé par la Research Fondation for Science, Technology and Natural Resource Policy, et Dag Hammarskjöld Foundation, in *development Dialogue*, 1992.

(33) 'Planeta Femea' était la tente des femmes lors du Forum mondial pendant la conférence des Nations-Unies sur l'Environnement et le Développement, à Rio, en 1992.

(34) Lyons Oren, 4th World Wilderness Conference, 11 septembre 1987, Eugne; Oregon.

Chili
Ideas

Ideas, initiative pour la démocratie, l'éducation et l'action sociale, est un mouvement en faveur de la citoyenneté des femmes. Les femmes chiliennes ont le droit de vote et d'être élues depuis cinquante ans, mais les inégalités de genre sont encore flagrantes et la représentation féminine timide. Le mouvement des femmes, très fort dans les années 30 pour obtenir ce droit de vote, a connu un renouveau en 1973 après la prise de pouvoir de Pinochet sur le thème «démocratie dans le pays, démocratie à la maison». Il se poursuit aujourd'hui alors qu'il n'y a que 13 femmes députées sur 120 (11 %), 2 sénatrices sur 48 (4 %). Ideas soutient les élues et relaie leurs propositions de lois, en particulier les propositions sur le divorce : le Chili étant probablement le seul pays au monde à ne pas avoir légiféré sur le sujet. Ideas a aussi créé une «école de leadership» ouverte aux femmes qui ont déjà pris des responsabilités dans un domaine ou dans un autre. Ces jeunes femmes (40 par an) y découvrent le féminisme et les questions de genre : cela leur ouvre les yeux sur les inégalités dont elles sont victimes, le plus souvent sans bien s'en rendre

compte. Contact : IDEAS, Almirante Riveros 033, Providencia, Casilla 318, Correo 22, Santiago, Chili, tél : 56 2 222 24 25. (source : Palabres, été 1999)

Du côté des filles ▼

A dela Turin, éditrice et écrivaine, et Sylvie Cromer, enseignante et chercheuse ont créé l'association «Du côté des filles» pour étudier comment le sexisme se transmet dès le plus jeune âge. En 1994, une étude la plus exhaustive possible a été consacrée à l'ensemble des livres édités en direction des enfants de 0 à 9 ans, soit un total de 537 ouvrages. Résultat : sur les 779 personnages principaux de ces livres, 60,3 % sont de sexe masculin, sur les 544 adultes autres que parents ou grands-parents, 71,1 % sont des hommes. Les hommes ne sont des pères que dans 28,5 % des cas alors que 56,4 % des femmes sont des mères. Ces mères n'ont le rôle principal que dans 16,7 % des cas. Elle sont représentées la plupart de temps dans leur cuisine, avec leur inévitable tablier, ou bien encore revenant de l'école, un cabas dans une main, l'autre tirant un ou plusieurs enfants. On ne sait que pour 15 % d'entre elles qu'elles exercent un métier contre 32 % pour les hommes. Lorsque le métier est connu, c'est d'abord une enseignante. Une seule est représentante de l'ordre contre 38 pour les hommes. Ce sont les femmes qui donnent des conseils à leurs filles, les hommes à leurs fils. La fiction dépasse la réalité ! Une deuxième enquête a été alors faite auprès de 50 enfants pour leur demander d'identifier des images symboliques. Un ours asexué lit à table : c'est un mâle. Pourquoi : les mamans ne lisent pas le journal. Pourquoi ? Elles n'ont pas le temps. Le même ours porte un collier de perle : 15 % des enfants voient encore un mâle. Le journal passe avant. Les lunettes sont aussi perçues comme masculines. Des adultes de 35 à 45 ans qui voient les mêmes images répondent sensiblement pareil. La plupart avoue ne pas lire les livres achetés aux enfants. Même étonnement chez les bibliothécaires au vu des résultats de l'enquête rendue publique en 1997. Depuis, en France, rien n'a été fait. Mais, en Italie, les éditeurs viennent d'adopter un code d'autorégulation contre le sexisme.

Pour en savoir plus : *Du côté des filles*, 8, rue Baillou, 75014 Paris. (source : Politis, 21 octobre 1999)

Inde
Femmes autonomes

En 1972 est née à Bombay la Self Employed Women's association, SEWA. Alors que 94 % des femmes travaillent dans «l'économie informelle», cette association a pour but d'obtenir un statut pour ces travailleuses indépendantes exclues de tout cadre légal.

Ce «syndicat» compte aujourd'hui plus de 250 000 adhérentes. SEWA se place en opposition aux dispositifs de lutte contre la pauvreté, aux micro-crédits de la Banque mondiale car elle considère qu'ils obligent à se plier à une vision du développement qui n'est pas la leur.

Au sein de SEWA, les femmes peuvent mettre en place leurs propres initiatives en restant maîtresses de leurs productions. SEWA dispose d'une banque coopérative pour financer ce type de projets à partir de l'épargne des adhérentes. Constatant que l'argent rend les hommes fous alors que les femmes le gèrent beaucoup mieux, cette coopérative ne prête qu'à des femmes, même si des maris peuvent être co-bénéficiaires d'un prêt. La banque fournit également des assurances santé, chômage, retraite.

Renseignements : www.sewa.org. (source : Vache folle, juin 1999)

Lausanne
Casse-Rôles

En 1991, un collectif organise la journée des femmes en grève. Ce groupe mène ensuite campagne contre le travail de nuit des femmes (au nom de l'égalité !), l'élévation de l'âge de la retraite des femmes en Suisse, tout en animant la réflexion féministe. Ce collectif des femmes en grève fusionne en 1997 avec le groupe des Flingueuses, un groupe féministe qui anime un bar-femmes autogéré. La fusion a donné naissance à un nouveau groupe : Casse-Rôles qui se veut ouvert à toutes les questions féministes. Contact : Casse-Rôles, CP 275, CH 1000 Lausanne 17.

Lyon
Femmes
& changements

Depuis 1991, Femmes et changements est une association qui fait la promotion des initiatives de femmes en direction d'un monde moins inégalitaire. Elle disposait déjà d'une adresse à Paris (14, passage Dubail, 75010 Paris, tél : 01 44 65 00 66). Elle ouvre une deuxième permanence à Lyon : 4, rue de la Bourse, 69001 Lyon, tél : 04 72 07 99 32 (Danielle Baris).

COLLOQUE à LYON

Samedi 18 décembre de 10h à 22h

29, rue de la Martinière LYON 1^{er} - Salle Rameau

(Métro & bus Hôtel-de-Ville, parking des Terreaux)

avec Jean-Marie Pelt

(Président de l'Institut européen d'écologie)

L'ALIMENT EN QUESTION

organisé par un collectif d'associations

Des laboratoires travaillent activement pour le compte d'une agriculture qui projette de transformer la terre, les plantes, les animaux en machine à produire davantage. Les industriels commanditaires de cette recherche ne sont motivés que par la conquête des marchés mondiaux. Cette science est-elle réellement au service du progrès ? Une alimentation de qualité ne doit-elle pas prendre en compte les besoins de la terre, des plantes, des animaux et des humains, et pour cela être élaborée grâce à une science capable de penser le monde du vivant ?

Avec Danièle Léon (Présidente de l'association Biodynamie-Rhône-Alpes), Gilles Buna (Maire du 1^{er} arrondissement de Lyon), Arnaud Apoteker (Greenpeace), Jean-Pierre Berlan (Directeur de recherches à l'INRA de Montpellier), Gilles-Eric Seralini (chercheur en biologie moléculaire à l'Université de Caen) Christian Jannin (Confédération Paysanne), Guy Palluy (Maire de Mornant), René Becker (agriculteur), Dr. Berron (médecin).

Entrée 60 F (50F sur réservation) 40F étudiants, chômeurs.

Renseignements : Danièle Léon «Les Rivières» 69440 St-Laurent-d'Agny
tél : 04 78 48 78 19 - fax : 04 72 72 87 87.

Belgique mensonges et expulsions

Le 5 octobre dernier, un avion a quitté Bruxelles pour la Slovaquie avec, à son bord, 74 réfugiés tziganes présentés à la télévision belge comme «volontaires» pour leur expulsion. Tellement volontaires qu'ils ont passé cinq jours enfermés dans le «centre fermé» (centre de rétention) de Steenokkerzeel. Les sympathisants ont découvert que les familles tziganes avaient reçu une invitation «pour compléter leur demande d'asile» et que ce sont plus de 450 personnes qui sont ainsi tombées dans le piège. Cette méthode avait déjà été utilisée : par les nazis pour déporter les tziganes et les juifs dans les années 30 et 40. Des manifestants devant le centre fermé, dont des parlementaires, ont été violemment dispersés par la police alors que la loi belge prévoit que les parlementaires peuvent pénétrer dans ces centres quand bon leur semble. Après avoir obtenu gain de cause et avoir compris l'origine du «volontariat», les parlementaires et la ligue des Droits de l'Homme ont saisi en urgence la commission européenne des droits de l'homme, laquelle s'est adressée au gouvernement belge lui demandant d'attendre ses propres conclusions. L'avion a décollé à 17h50 et selon le gouvernement la demande officielle de la commission européenne ne lui serait parvenu qu'à 18h15... Alors que la nouvelle a été donnée à la radio à 17 h ! Parmi les parlementaires qui sont montés au créneau, des élus écologistes... qui se sont trouvés en opposition avec les nouveaux ministres verts qui, eux, n'ont que faiblement protesté. (correspondance Babar, Alternative Libérale)

Autopromotion communautaire

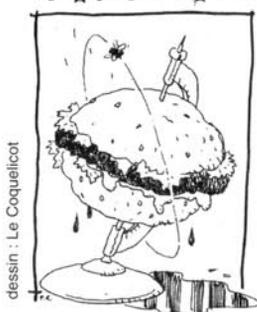
Le GRAAP, groupe de recherche et d'appui à l'autopromotion des populations, développe une pédagogie interactive s'appuyant sur les savoirs communautaires africains visant à développer chez l'individu ou le collectif des démarches autonomes dans les différents domaines de la société. En l'an 2000, le GRAAP propose des cycles de formation sur les relations parents-enfants, sur la vie de quartier et la citoyenneté, sur la gestion de sa santé. Programme à demander à : GRAAP, Saint-Roch, 38380 Miribel-les-Echelles, tél : 04 76 55 20 11.



Jeux vidéos, armée et fascisme ▼

La revue *Alternatives non-violentes* vient de publier un numéro consacré à la représentation de la violence dans les médias. Beaucoup de bonnes informations comme par exemple l'origine des jeux vidéos. Ceux-ci ont d'abord été mis au point par l'armée américaine pour entraîner les soldats. Alors que le taux de «cibles» atteintes pendant la seconde guerre mondiale n'était que de 15 à 20 %, lors de la guerre du Viet-Nam le taux est passé à 95 %. Dans ce contexte, on peut penser que les enfants qui font de la vidéo deviennent meilleurs pour tirer sur leurs copains. Un autre phénomène a été observé : les jeux vidéo développent dans notre imaginaire la présence d'un ennemi à abattre, nous sommes les «bons» contre les «mauvais». Non seulement, ce type de jeu développe l'individualisme, mais crée en plus une peur de «l'autre». Le peu d'importance accordé à la cible peut entraîner le peu d'importance que l'on accorde à l'autre, la peur de celui-ci, le rejet de tout ce qui n'est pas pareil, bref, faire le lit du racisme et de la xénophobie. Pour en savoir plus, le numéro, 62 F : *Alternatives Non Violentes* n°112, BP27, 13122 Ventabren, tél : 04 42 28 72 25.

HOLLYWOOD PLANET



dessin : Le Coquelicot

McCrado

● **Aider les parents ?** Le 15 octobre dernier, la Fondation McDonald's a organisé à Paris une journée de réflexion sur le thème «Aider les parents à être parents». Ce n'est qu'une des multiples façons du Big Brother de la mal-bouffe d'infiltrer la société. Ce qui est plus grave, c'est que cette journée a été placée sous le «haut patronage» de la délégation interministérielle de la famille. McDo est-il un organisme de formation agréé ?

● **Metz : fête contre la mal-bouffe.** Le 16 octobre, une trentaine de militants libertaires se sont retrouvés devant un des établissements de la firme. 2000 tracts ont été distribués, généralement bien accueillis. A partir de 18 h, un concert s'est déroulé dans le cadre de la journée (160 personnes).

La justice face au viol des enfants

En août dernier, pour protester contre des affaires de viols et d'incestes classées sans suite par la justice, sept mères en colère organisent une marche de Montpellier

à Toulon. L'occasion de collecter d'autres témoignages. La complexité des situations entraîne souvent la justice à ne pas trancher... sans tenir compte de l'enfant qui souffre. Un collectif s'est mis en place pour recenser ces affaires et essayer de réactiver les affaires «classées» : *Collectif Croisade*, 2, rue des Ecoles, 11200 Thezau-les-Corbières, tél : 04 68 43 39 37.

Saint-Etienne la Main dans la Main

En novembre 1996, un collectif de SDF et d'ex-SDF se constitue à Saint-Etienne car il n'existe pas de lieu où l'on puisse venir 24h/24 h, 365 jours par an, hommes ou femmes, en couple ou non, avec ou sans animaux, tous les lieux existants étant trop restrictifs.



Le 25 novembre 1997, le groupe investit l'ancienne maternité du Rond-Point (cours Fauriel), bâtiment inoccupé depuis plusieurs années. L'expulsion par la police suit. Trois jours plus tard, occupation d'une villa bourgeoise abandonnée, rue Denis-Papin, qui appartient à la ville. Un réseau de solidarité se met en place et le 6 décembre 1997 naît l'association Main dans la Main. La mairie négocie et, au mois de janvier, elle met à leur disposition une ancienne école maternelle de 500 m² habitables. Un loyer symbolique est fixé à 500 F par mois. Le lieu est baptisé «Maison de Vie Josipe». Fin 1998, les locaux ont hébergé 81 personnes différentes (jusqu'à 25 à la fois), offert 4224 nuitées, servi plus de 10 100 repas. Ce sont les personnes hébergées qui gèrent les lieux, organisent les repas (jusqu'à 60 par jour !), qui assurent l'entretien. Tout le travail a été fait grâce à une subvention de la mairie de... 8000 F ! Le reste vient du travail des occupants et des participations volontaires (chacun donne ce qu'il veut). Une partie des locaux est aménagée en atelier (bricolage, dessin, musique), le préau a été aménagé en «bar associatif» et la cour de l'ancienne école sert de lieu d'ébats pour les animaux. La condition pour être admis dans le lieu est de s'engager à partager avec les autres les tâches domestiques. Cela semble suffire pour assurer une bonne ambiance, les gens étant tout de suite responsabilisés. En 1999, la mairie a accordé une subvention de 25 000 F pour la mise en place des ateliers. Certains bénéficiant d'une allocation logement transitoire, cela représente en moyenne un revenu de 7300 F par mois. Cette entrée régulière d'argent a permis de négocier la création de trois postes de CES : un cuisinier et deux animateurs. Un système de récupération alimentaire permet de préparer des repas à environ 4 F. De nombreux matériels (hi-fi, informatique, etc.) proviennent de la récupération. Même si l'association se veut apolitique, elle met à mal les politiques d'assistantat actuelles en montrant que même les plus démunis peuvent s'auto-organiser. A la suite de ce premier succès, l'association a signé un bail pour un deuxième local inauguré le 11 juin 1999. Ce nouveau lieu permet de disposer de 300 m² de plus. Contact : *Main dans la Main, Maison de Vie Josipe, rue Tournfort, 42000 Saint-Etienne, tél : 04 77 74 57 09.*

Accident grave au Japon

L'histoire de cet accident commence en France. Dans les années 80, la Cogéma produit des quantités importantes d'uranium enrichi à destination des missiles militaires, dans son usine de Pierrelatte, dans la Drôme. Après la chute du mur de Berlin et l'effondrement du bloc socialiste, la course aux armements devient

L'accident

Les opérations commencent le 22 septembre 1999. A priori, l'opération est sans danger et n'a fait l'objet d'aucune autorisation spéciale. L'usine est construite dans la zone résidentielle d'une grande ville dont le maire

Une fois de plus les médias français se sont contentés de la version officielle des autorités françaises.

La lecture de la presse étrangère montre que l'accident japonais est le deuxième accident le plus grave de l'industrie nucléaire civile après Tchernobyl.

désuète et la France se retrouve avec un stock important de matière fissile dont elle ne sait que faire. En 1996, le secteur militaire de Pierrelatte est fermé. 420 kilos d'uranium enrichi à 18,8 % sont vendus à la compagnie allemande Nukem, en décembre 1997, laquelle les revend à la compagnie japonaise JCO. Celle-ci a la charge d'un petit surgénérateur expérimental et espère utiliser cet uranium comme combustible. Mais pour cela, il est nécessaire de le préparer et c'est qui devait se faire dans l'usine de Tokai-mura, à 120 km au Nord-Est de Tokyo.

France : les chiens de garde

En France, l'accident japonais n'a fait l'objet d'articles que dans *Libération*, *Le Monde* et *Le Figaro* et d'annonces timides en première page des quotidiens, avec un article le lendemain de l'accident... Dès le 2 octobre, plus rien. *Le Figaro* a même publié dès le 2 octobre, un article sur l'ambitieux programme nucléaire japonais. La presse hebdomadaire a publié quelques reportages (*Le Point* du 8 octobre et *VSD* du 7 octobre)

Nous avons pu récupérer la presse étrangère à la même époque (Italie, Grande-Bretagne, Allemagne). Ce sont de pleines pages qui sont consacrées à la «tragédie japonaise» aux «kamikazes» chargés de nettoyer, avec photos des enfants subissant des examens médicaux, populations se déplaçant sous le contrôle de l'armée avec des masques sur le visage, les dirigeants de l'usine agenouillés devant les élus de la ville pour demander pardon.

En France, grâce à une manne publicitaire indigne d'un service public, EDF muselle l'ensemble de la presse. Les journalistes continuent à répéter servilement ce que leur disent les organismes officiels.

ignore tout du danger potentiel de l'usine. Les employés qui manipulent l'uranium savent qu'ils ne doivent pas dépasser 2,4 kilos du produit à la fois pour éviter un risque de criticité, c'est-à-dire une réaction nucléaire en chaîne. En principe, ceci est inférieur à la limite physique théorique qui pour un uranium à 18,8 % indique que la criticité est atteinte autour de 6 kg.

Le 30 septembre, vers 13 heures, pour une raison inconnue, ce sont plus de 16 kilos d'uranium qui se trouvent dans le même récipient. Une réaction en chaîne commence. Alors que normalement, dans un rangement aléatoire, la réaction n'aurait pas pu se poursuivre plus de quelques instants, le fait que l'uranium soit plongé dans l'eau va permettre à la réaction de se maintenir, l'eau jouant un rôle dans l'orientation du bombardement neutronique.

Dix-huit employés vont alors s'efforcer de mettre fin à la réaction en enlevant progressivement l'eau et en injectant à la place du bore, un gaz qui stoppe la réaction.



Les mensonges des autorités

Les responsables de l'IPSN, Institut français de protection et de sûreté nucléaire, ont publié dès les premières heures, une «analyse» de l'accident pour le moins contestable : selon cet organisme officiel, il y a eu depuis 1945 pas moins de 59 accidents de criticité dont 33 aux USA et 19 en ex-URSS. Et donc ce n'est qu'un accident de plus... ce qui a contribué à banaliser l'information qui arrivait du Japon. Le même communiqué explique que les réactions de criticité sont très brèves et que par conséquent, «la pollution radioactive est généralement bien confinée dans les bâtiments». Là, ils auront tout faux : le lendemain ils sauront que la réaction a battu des records de durée... et que le nuage radioactif est sorti largement de l'enceinte du bâtiment. L'IPSN affirme enfin qu'il est sûr de ses informations car il travaille en relation directe avec son homologue japonais. Le mensonge est donc international.

L'AIEA, organisme de l'ONU, fief des pro-nucléaires, a minimisé l'accident en le classant dans un premier temps au niveau 2 d'une échelle comportant 7 niveaux. Ceci a permis de détourner l'attention des médias. L'Agence a dû revoir son jugement en le classant au niveau 3, puis au niveau 4, avant que le gouvernement japonais demande le classement au niveau 5, c'est-à-dire «accident nucléaire ayant des conséquences à l'extérieur du site»... soit au même niveau que l'accident de Three Mile Island aux USA, le 29 mars 1979.

L'opération va durer 17 heures 30. Les dix-huit employés seront gravement irradiés et trois sont actuellement à l'article de la mort.

Nuage radioactif

La réaction nucléaire dégage un nuage toxique qui contient de multiples composants radioactifs. Il s'échappe à l'extérieur du bâtiment. Deux minutes seulement après le début de l'accident, un institut de recherche, le Japon Atomic Energy Research, situé à Nakamachi, à deux kilomètres, détecte le nuage et donne l'alerte.

Après quelques hésitations, les autorités réagissent vivement : à partir de 16h30, toutes les personnes résidant dans un rayon de 10 km sont invitées par radio, télé, haut-parleurs, à s'enfermer chez elles. Dans six crèches et huit écoles, les enfants sont obligés de rester là pour la nuit, dans l'attente de la suite des opérations. L'armée et la police ferment les voies de circulation.



En haut, de gauche à droite : dépoussiérage radioactif, barrage routier aux abords de la zone contaminée, et contrôles de taux de radioactivité.

Pendant la nuit, le taux de radioactivité monte jusqu'à 15000 fois la normale sur le site de l'usine et à 4000 fois la normale à 3 km. La réaction nucléaire est enfin stoppée à 6h30, le matin du premier octobre. Le confinement des gens est levé. Mais tout n'est pas fini.

A l'intérieur de l'usine, les salariés sont emmenés pour examen : si 60 d'entre eux ont reçu des doses de 20 à 103 mSv (milli-Sievert) en une nuit alors que la dose maximale annuelle autorisée au Japon est de 50 mSv (20 recommandés au niveau interna-

vent a poussé le nuage vers l'ouest et de nouvelles évacuations auront lieu dans les jours qui suivent sur le passage du nuage, jusqu'à 3 km du site. Au total, 170 maisons restent évacuées. Les sols sont contaminés par de l'iode, du césium, du sodium, du xénon et du krypton radioactifs.

Les personnes qui ont été confinées, se ruent sur les hôpitaux, pour connaître les doses qu'elles ont reçues. L'armée est obligée d'intervenir pour mettre en place des équipes de mesure sur place. Tous les enfants sont examinés. Les autorités se veulent rassurantes.

Ces dernières ont saisi 8,7 tonnes de légumes qui partaient sur le marché de gros de Tokyo pour les détruire. Les récoltes sur place, principalement de riz, de patates douces, de pommes de terre, de poireau et d'épinards sont interdites de consommation et il faudra les détruire. De même, l'usine étant proche du bord de mer, les pêcheurs se sont vu interdire la pêche à proximité des côtes. Il est également interdit de boire l'eau du robinet ou tirée des puits.

Le 12 octobre, un nouveau scandale éclatait : les enquêteurs découvrent qu'un ventilateur de l'usine a continué à fonctionner, évacuant les particules radioactives vers l'extérieur. Le 15 octobre, des mesures montrent que le bâtiment n'est pas étanche : de l'iode radioactive continue à s'échapper.

Défaillance à tous les niveaux

L'enquête de police est menée par 200 personnes. Elle a révélé rapidement de multiples défaillances : la plupart des employés

Vandellos : l'accident ignoré

Premier au hit-parade des accidents : Tchernobyl (Ukraine) suivi maintenant à égalité de Tokai-Mura (Japon) et de Three-Mile Island (USA). Et ensuite ? C'est sans doute l'accident de Vandellos en Catalogne le 19 octobre 1989 qui remporte la quatrième place. Une importante fuite radioactive qui a provoqué l'arrêt du nucléaire en Espagne, mais qui est totalement ignorée des Français. La raison : EDF, avec 25 %, est l'actionnaire principal de cette centrale ! La censure a encore une fois bien fonctionné !

ignoraient les risques qu'ils prenaient, n'ayant pour la plupart reçu qu'une journée de formation à la radioprotection. L'usine avait édicté ses propres règles de travail, avec des normes largement en-dessous des textes législatifs. En particulier, l'uranium était transporté à l'air libre dans de simples seaux, alors que normalement tout aurait dû se faire par bras articulés. Rien n'explique que le récipient où a eu lieu l'accident ait pu contenir autant d'uranium.

Le gouvernement japonais a lui aussi été mis en cause : il n'avait pas demandé de classement particulier du site, ce qui a provoqué la colère des élus locaux. Aucune inspection de l'usine n'avait eu lieu depuis 1992 alors qu'un incident notable avait déjà provoqué l'arrêt de l'usine le 11 mars 1997. Le maire de la commune a obtenu la fermeture immédiate de l'usine ainsi que la suspension immédiate du programme de recherche du surgénérateur voisin. Le gouvernement a également suspendu jusqu'à la fin de l'année le programme MOX, non concerné par l'accident, mais pour pouvoir redéfinir les conditions de sécurité dans les différentes usines nucléaires du pays.

Michel BERNARD ■

L'opinion japonaise

France-Inter, 2 octobre, journal de 8 h : «Il n'y a pas d'opposition au nucléaire au Japon». Gros mensonge. Le Courrier International du 7 octobre rappelle qu'un sondage réalisé en août au Japon, donc avant l'accident, indiquait que 68,2 % des sondés ne font pas confiance aux installations nucléaires (contre 25,4 %) et que 48,7 % souhaitent l'arrêt du programme nucléaire et un scénario de sortie du nucléaire. (en hausse de 7 % par rapport à un même sondage datant de 1990). 42,7 % seraient favorables à la poursuite du nucléaire. Selon le journal de la BBC du 4 octobre, un sondage réalisé au lendemain de l'accident indique que ce sont maintenant 74 % des Japonais qui ne font pas confiance à l'énergie nucléaire.

Sources :

- WISE News Communiqué 519, Amsterdam, 15 octobre 1999 ;
- Contratom, Genève, octobre 1999 ;
- Nuke Info Tokyo, octobre 1999, c/o Citizens Nuclear Information Center, 3F Kotobuji Bldg, 1-58-15 Higashi-nakano, Nakano-ku, Tokyo, 164-0003, Japan, site : www.jca.apc.org/cnic. Et la presse classique.

Panne de l'an 2000

Voici ce que l'on peut lire dans le numéro de septembre du Magazine d'information de Chooz édité

par EDF : «Fuseaux horaires obligent, la Chine entrera en 2000 sept heures avant la France. Un décalage qu'EDF va mettre à profit pour étudier le comportement de la centrale chinoise de Daya Bay, construite par un consortium français dont fait partie EDF. Des ingénieurs du groupe seront en liaison avec la direction du site chinois. En cas d'anomalie importante, EDF disposera de quelques heures pour prendre les mesures appropriées pour le parc français». Rassurant, non ? (source Tam-Tam, octobre 1999)

La manifestation «reportée» ▼

En janvier, le Réseau Sortir du nucléaire, lors de son assemblée générale, décide de mener deux campagnes en 1999 : l'une contre la menace de l'EPR, ce réacteur qui servirait de modèle pour un renouvellement du parc nucléaire et une campagne à l'automne contre le risque d'autorisation du recyclage des métaux radioactifs, en liaison avec la CRIL-Rad. La première campagne, sous forme de pétition devait continuer pendant la seconde. Et ceci jusqu'au printemps 2000.

Peu de temps avant les élections européennes, les Verts lancent plusieurs initiatives dont le projet d'une manifestation à la rentrée contre le nucléaire. Après des discussions avec le Réseau, la manif, initialement prévue en septembre est reportée au 28 novembre et le mot d'ordre, initialement centré sur La Hague, est plutôt axé contre le nouveau programme nucléaire. Dans ces conditions, le Réseau accepte de rejoindre les Verts ainsi que de nombreuses autres organisations.

Alors que la mobilisation semble bien partie — des départs groupés sont organisés dans presque tous les départements — à la suite d'une simple déclaration d'EDF et de Framatome, le 12 octobre, comme quoi les décisions sur le futur réacteur EPR peuvent être prises après 2002 (comprendre après les élections présidentielles), les dirigeants des Verts décident, le 14 octobre, de ne plus faire de manifestation, criant «victoire».

Après un été qui a vu l'extension de la production du MOX, l'autorisation de mise en place du laboratoire d'enfouissement des déchets, le Réseau Sortir du nucléaire, lui, ne voit pas de victoire, mais un simple repli stratégique. Il propose de maintenir la manifestation mais en modifiant le mot d'ordre «Non à un nouveau programme nucléaire» en «Non à un nouveau programme nucléaire aujourd'hui ou demain». Au moment où l'on enregistre un premier recul, cette manifestation aurait dû permettre d'avancer un peu plus. Une réunion téléphonique entre organisations se fait dans la précipitation et il est décidé de «reporter» la manifestation au printemps (probablement le 22 ou le 23 avril, anniversaire de l'accident de Tchernobyl et Jour de la Terre). La LCR et le MEI, co-organisateurs non consultés pour la décision protestent. Greenpeace soutient la décision.

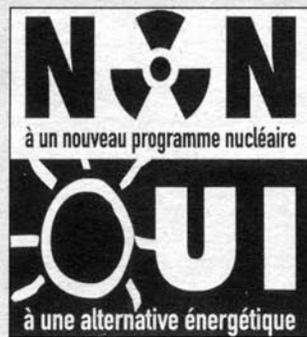
Un malaise certain subsiste dans la mouvance antinucléaire : les rumeurs reprises par *Le Figaro* indiquent que c'est le groupe des députés Verts menés par Noël Mamère qui ont fait pression sur les proches de Voynet (dont Denis Baupin, initiateur de la manif) pour que cette action soit stoppée.

De nombreux groupes Verts, mis au courant bien après la décision, se sont étonnés que quelques dirigeants Verts puissent prendre une telle décision alors que la manifestation avait été soigneusement préparée au sein du parti, notamment lors des journées d'été. Quant au

Réseau Sortir du nucléaire, il sort affaibli de cette histoire et il devra apprendre à être plus autonome pour ne pas se retrouver victime des querelles de pouvoir au sein d'un parti politique adhérent.

En attendant, la campagne contre un nouveau programme nucléaire se poursuit : plus de 80 000 signatures ont déjà été collectées par près de 500 associations.

Contact : Réseau Sortir du nucléaire, 9, rue Dumenge, 69004 Lyon, tél : 04 78 28 29 22.



▼ CRIL-Rad pour une information indépendante

En 1986, la CRIL-Rad, Commission de recherche et d'information indépendante sur la radioactivité, est née des mensonges liés à l'accident de Tchernobyl. Depuis, grâce à son laboratoire, cette association a pu révéler de nombreuses informations connues ou non des autorités. En 1998, la CRIL-Rad a notamment alerté l'opinion publique sur les risques d'incorporation de matériaux radioactifs dans la construction, révélé des taches de radioactivité dans le parc du Mercantour (suites de Tchernobyl), est intervenue dans de nombreux dossiers concernant le renouvellement des autorisations de rejets des installations nucléaires, a effectué des mesures dans les atolls de Mururoa et de Fangataufa... Aujourd'hui, la CRIL-Rad est en difficulté financière car toutes ces opérations ne s'autofinancent pas. Elle lance donc un appel à donation ou à adhésion (220 F par an) pour disposer de fonds suffisants d'ici la fin de l'année. Pour en savoir plus : CRIL-Rad, Le Cîme, 471, avenue Victor Hugo, 26000 Valence, tél : 04 75 41 82 50.



La prière de Tchernobyl

En juin 1999, Bruno Boussagol a adapté pour le théâtre le livre *La supplication* de Svetlana Alexievitch. Dix comédiens bénévoles ont participé à la pièce «La prière de Tchernobyl». Plusieurs représentations ont eu lieu, la plupart du temps suivies d'un débat avec le représentant d'une association antinucléaire. Devant le succès rencontré, la compagnie *Brut de béton* est disposée à remonter le spectacle là où on lui en fera le demande. Contact : Brut de Béton production, BP9, 63160 Billom, tél : 04 73 68 96 00.

Alsace comiques électriques

Alors qu'EDF s'attaque avec une virulence redoublée au marché allemand en tentant d'entrer dans le capital de la firme Energie Baden-Württemberg, un des quatre géants de l'énergie outre-Rhin, Electricité de Strasbourg mène une campagne des plus tapageuses en faveur du «nouveau chauffage électrique». Le slogan : «Qui a dit qu'on manquait de chaleur en Alsace ?». Dans les publicités abondamment insérées dans la presse du cru et sur les affiches, la trombine de six «artistes» régio-

naux, dont celle du barde Roger Siffer, souvent présent dans les années 70 aux manifestations antinucléaires ou lors d'occupations de sites, et de la comique Huguette Dreikaus, laquelle joua un de ses sketches, en avril 1996 à Breisach, à l'occasion du rassemblement transfrontalier organisé pour célébrer le 10e «anniversaire» de Tchernobyl... Ses chroniques en dialecte publiées dans les *Dernières Nouvelles d'Alsace* sont illustrées par Yann Wehring, partie prenante au numéro spécial de *Silence*, «Alternatives en Alsace» de mai 1997. Aïe, aïe... (correspondance René Hamm)

Meuse mobilisation contre l'enfouissement

Rappelant les 50 000 signatures collectées localement contre le projet de laboratoire, les associations contre l'enfouissement des déchets radioactifs ont occupé le siège de l'Andra à Montiers-sur-Saulx (proche de Bure), le 17 octobre, et y ont déployé une banderole «Andra, fossoyeur officiel de la Meuse». D'autres actions sont en préparation. Contact : Coordination contre l'enfouissement des déchets radioactifs, 33, rue du Port, 55000 Bar-le-Duc, tél : 03 29 45 45 55.

Guadeloupe Redécouvrons EDF

EDF sait très bien se passer du nucléaire comme le montre le cas de la Guadeloupe. L'électricité y est produite par trois fermes éoliennes (13 GWh), une centrale géothermique (23 GWh), cinq mini-centrales hydrauliques (22 GWh), une centrale gaz d'origine biomasse (100 GWh). 34,4 GWh ont été économisés grâce aux 12 000 chauffe-eau solaires installés. Quatre nouvelles fermes éoliennes sont en projet pour 2002 et la centrale géothermique devrait augmenter sa puissance. Les installations solaires devraient permettre une économie supplémentaire de 6,8 GWh. A quand la même politique en métropole ? (correspondance Olivier Longeon)

Petites phrases

« Le programme Eole 2005 visait 250 à 500 MW de capacité installée : 250 pour EDF, 500 pour l'Adème. Or 3000 MW étaient installés fin 1998 en Allemagne. Vu son potentiel, la France aurait pu ajouter un zéro à la fourchette haute de l'objectif »
Jean-Luc Le Souder, Adème Bretagne. Environnement magazine, octobre 1999.

Eolien : les pêcheurs favorables

Alors que l'on pouvait redouter des effets négatifs de l'implantation d'éoliennes les pieds dans l'eau (par trois mètres de fond actuellement), les pêcheurs danois en tirent un bilan positif : les installations créent un effet récif qui favorise la densification des frayères. (source : Environnement magazine, octobre 1999)

Nord-Pas-de-Calais Potentiel éolien

Selon une étude d'Espace Eolien Développement, le potentiel de la région Nord-Pas-de-Calais est de l'ordre de 80 MW à terre et de 800 MW en bord de mer. Des études sont en cours pour les régions Bretagne et Languedoc-Roussillon. Contact : Espace Eolien Développement, tél : 03 20 74 04 00.

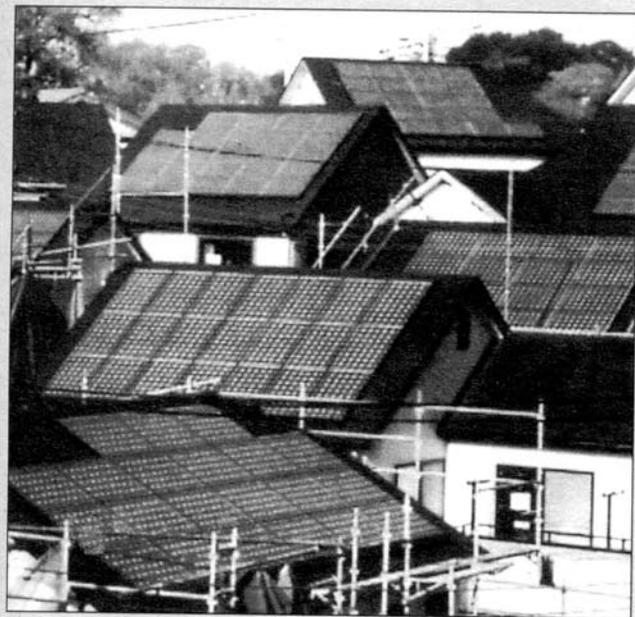
▼ Eolien : quel développement ?

Si les décisions politiques étaient prises maintenant, quel pourrait être le développement de l'énergie éolienne dans le monde en 2020 ? C'est la question posée par Greenpeace à deux instituts de recherche spécialisés dans l'éolien, European Wind energy Association et Forum for energy and Development. Le rapport rendu public début octobre indique qu'il serait possible à cette date de fournir 10 % de l'électricité mondiale avec une puissance installée de 1,2 million de MW (soit plus du double de la puissance actuelle du nucléaire !). Environ 20 % de cette puissance serait installée en Europe où elle permettrait la création de 250 000 emplois. Quelles sont les décisions politiques à prendre ? Stopper les aides à l'énergie nucléaire et aux énergies fossiles, supprimer les monopoles de production, légiférer pour permettre l'introduction de l'éolien comme processus de production industriel. Greenpeace rappelle qu'actuellement l'énergie éolienne a franchi le cap des 10 000 MW en 1998 et que cette forme d'énergie est celle qui se développe le plus rapidement. Des éoliennes ont déjà été mises en fonctionnement dans plus de cinquante pays. Un tel plan de développement permettrait une économie de 69 millions de tonnes de CO2 dès 2005, 267 en 2010 et 780 en 2020. Actuellement seul le Danemark a dépassé les 10 % d'électricité d'origine éolienne. En France, le potentiel actuel est estimé à 85 TWh ce qui représente 20 % de la consommation actuelle. Pour en savoir plus : Greenpeace, 21, rue Godot-de-Mauroy, 75011 Paris, tél : 01 53 43 85 85.



▼ Tokyo : Toits solaires

La mairie de Tokyo veut montrer l'exemple et a lancé un plan pour diminuer la consommation d'énergie de la ville de 20 % d'ici 2010. Alors que l'on compte actuellement 600 toits solaires photovoltaïques, le plan municipal en prévoit 170 000 dans dix ans, soit 3 % des toitures de la ville, ce qui permettra d'avoir une puissance électrique de 500 MW (un demi-réacteur nucléaire). (source : Tam-Tam, septembre 1999)



Corse Eolien en plein développement

En Corse, trois projets de centrales éoliennes ont été retenus en 1997 par EDF totalisant 7,8 MW. En 1998, huit autres projets ont été retenus qui totalisent eux 44 MW. La Corse dépassera ainsi les 50 MW d'ici quelques années et sera la zone la plus éolienne de France. (source : Environnement magazine, octobre 1999)

relation avec Eole Technologie basé à Bourg-Saint-Andéol (Ardèche). Les éoliennes auraient 500 kW de puissance (100 m de haut) et il y aurait donc 60 machines à terme. L'arrivée des éoliennes a provoqué un débat entre les 65 familles concernées et pour le moment le projet est en suspens car certains craignent une défiguration du paysage. Renseignements : GFA Larzac, Montredon, 12230 La Cavalerie, tél : 05 65 62 13 39.

Larzac Des paysans partagés sur l'éolien

Dans les années 70, les paysans du Larzac en luttant contre un projet d'extension du camp militaire s'attirent une forte sympathie de la part de la population. Ils créent alors des GFA, groupements fonciers agricoles, où chacun peut prendre des parts. Ces GFA ont permis d'acheter des terres et de favoriser l'installation de plusieurs familles sur le plateau. Aujourd'hui, les GFA ont avancé l'idée de se lancer dans l'aventure éolienne. Un projet de 30 MW a vu le jour en

Bretagne Autonomie énergétique

Lancé dans les années 70 pour dénoncer le programme nucléaire, le plan Alter Bretagne a été régulièrement remis à jour. Dans son numéro d'août 1999, la revue Ar Men présente l'actuel projet. Celui-ci montre qu'en s'appuyant sur les éoliennes le long des côtes (en nombre inférieur au nombre de pylônes que nécessiterait un réacteur nucléaire), avec le potentiel des chaufferies à bois, le recours à la biométhanisation à partir des déchets animaux et des compléments solaires (chaleur ou électricité), il est possible de se passer du nucléaire. Contact : Ar Men, Abri du Marin, 29117 Douarnenez.

Paix

voqué depuis Lorient. Cela s'est passé en mai dernier. Seuls *L'Humanité* et *La Marseillaise* en ont parlé. L'armée n'a pas démenti.

Armée raciste ?

De nombreux jeunes beurs, attirés par les salaires, sortent du chômage en s'engageant dans l'armée. Mais ensuite, tout n'est pas rose et la discipline n'est pas toujours bien acceptée. Les fortes têtes sont brisées dans des bataillons disciplinaires et c'est ainsi que quelques dizaines de beurs se sont retrouvés consignés sur le porte-avions Foch, dans des conditions telles qu'ils se sont révoltés, prenant des officiers en otage dans la cafétéria. Au bout de deux jours, ils ont été maîtrisés par un commando en-

Albi Fête antimilitariste

Le COT-Albi, collectif des objecteurs du Tarn, organise sa 21e fête antimilitariste à Carmaux, salle de la Verrerie, le 27 novembre à partir de 17 h. Au programme : campagne «fermons Eurosatory, le salon international de l'armement», arrêt des transferts d'armements, reconversion de l'industrie d'armement. Pour en savoir plus : COT, BP229, 81006 Albi-cédex, tél : 05 63 38 35 55.

▼ Service civil de paix



Pour favoriser des interventions civiles non-violentes dans des pays comme Haïti, Colombie ou Kosovo, l'association Service civil de paix organise un week-end d'accueil et de présentation les 18 et 19 décembre à Paris. Ce week-end sera suivi d'une formation de 27 jours comprenant une semaine complète et sept week-end jusqu'en mai 2000. En Haïti, il s'agit de trouver des volontaires francophones pour renforcer le travail des Brigades de Paix Internationales. En Serbie-Kosovo, le Balkan Peace Team recrute des volontaires pour faciliter la médiation entre les communautés. En Colombie, les Brigades de paix internationales assurent des missions d'accompagnement et d'observation dans les processus mis en place pour essayer de stopper la guerre civile. Pour en savoir plus : SCP, c/o MAN, 21 ter, rue Voltaire, 75011 Paris, tél : 01 43 79 79 85.

Annonces



Texte de la Journée Sans Achat

traduit de l'américain

Notre culture de consommateur est absurde. Nous achetons pour nous sentir bien, nous achetons pour impressionner les autres. Notre culture de consommateur est boulimique. 20% de la population de la planète, les pays riches, consomme 80% des ressources planétaires. Notre culture de consommation est tragique.

Le résultat de notre consommation, c'est la mort de la nature.

L'espoir pour une révolution de la conscience humaine tient dans les actions de chacun, chaque jour.

Edward Abbey dit : «Le sentiment sans l'action est la ruine de l'âme». Alors, faites un geste. Pour un jour, le 26 novembre... Arrêtez d'acheter. Annoncez-le autour de vous. Dites-le à vos amis. Impliquez votre famille. Simplifiez votre vie.

Copiez l'affiche de la Journée Sans Achat. Placardez-la à votre travail, chez vos voisins, partout autour de vous.

Fêtez la Journée Sans Achat.

Fêtez la Journée Sans Achat !

Le «Buy Nothing Day», Journée Sans Achat, a été lancé voici cinq ans au Canada par Kalle Lasn, le fondateur de la Media Foundation et de la revue «Adbusters, Journal of Mental Environment». L'association de Vancouver s'est fait une spécialité de la «contre pub». Les militants achètent par exemple à l'occasion de la Journée Sans Achat des espaces publicitaires à la télévision et diffusent des spots dont le message va à l'extrême inverse des autres films. Le téléspectateur est directement invité à réduire sa consommation, à lâcher sa voiture, à résister au conditionnement publicitaire... «Aujourd'hui les pays riches représentent 20 % de la population de la planète. Cette minorité consomme 80 % des ressources planétaires. Alors, à l'occasion de la Journée Sans Achat, faites un geste pour la planète : n'achetez rien !» La Journée Sans Achat est jusqu'à présent surtout connue dans les pays anglo-saxons. Quelques actions ont été menées en France ces dernières années. Le 26 novembre, pour la première fois, la nouvelle association «CCCP, Comité des Créatifs Contre la Publicité» diffusera un film publicitaire en France sur le même principe que la Media Foundation. Une revue directement inspirée de la version nord-américaine, mais dont l'essentiel de la création est française, accompagnera cet événement, c'est «Casseurs de Pub, la revue de l'environnement mental». Alors le 26 novembre, mais surtout tous les autres jours, fêtons la Journée Sans Achat, achetons moins et soyons plus.

Pour tout contact : Comité des Créatifs Contre la Publicité,
44, rue Burdeau, 69001 - Lyon. www.antipub.net



CLASSE PRIVILÈGE.
SURTOUT, N'OUVREZ PAS LES YEUX !

Vous rêvez : l'humanité toute entière jouit du transport aérien, comme vous. Votre rêve se transforme immédiatement en apocalypse. La planète est incapable de supporter une telle pression. L'avion est le mode de transport le plus polluant par individu. Un seul long voyage équivaut à un an de pollution d'une automobile.

C'est pour cela que BlindAir tient à ce que vous restiez des privilégiés et vous offre un masque, pour que prendre l'avion ne trouble pas votre bonne conscience.



BLINDAIR

Brésil

vague de suicides

Les Guarani Kaiowa demandent qu'on leur donne la propriété de leurs terres situées dans l'Etat du Mato Grosso. En mai dernier, trois d'entre eux se sont suicidés pour protester contre les lenteurs administratives. Le 8 septembre, dix autres ont essayé de se suicider en buvant une forte dose d'insecticide. Trois jeunes de 12, 15 et 20 ans en sont morts. Le 13 septembre, trois nouveaux jeunes ont fait une nouvelle tentative de suicide. Actuellement, les 300 habitants d'un village de Guarani, Panambizinho, sont enfermés dans une réserve de moins de 60 hectares cernée de clôtures électriques posées par des colons qui entourent le village. Le 22 septembre, Survival a déposé à l'Ambassade du Brésil de Londres une pétition signée par 94 000 personnes collectées dans le monde entier, demandant la restitution des territoires ancestraux de ces Indiens. Il y a 200 ans, les Guarani occupaient un territoire équivalent à 25% de l'Etat du Mato Grosso do Sul, aujourd'hui, il ne leur en reste que 1%. En quinze ans, sur 30 000 Guaranis, 319 se sont suicidés. Pour en savoir plus : Survival, 45, rue du Faubourg du Temple, 75010 Paris, tél : 01 42 41 47 62.

Djembe Tourisme durable

En relation avec une coopérative d'artisans et d'artistes ivoiriens, l'association Djembe se propose de mettre en place un «tourisme durable». Dans un premier temps, elle propose des séjours d'activité culturelle : initiation au tissage traditionnel, sculpture sur bois, danses africaines, percussions... ainsi que des conférences-débats pour des échanges sur les réalités de l'Afrique : histoire, religions, richesses culturelles. Ces séjours

Petite phrase

« Il faut bien que les dictateurs gagnent les élections, sinon ils n'en feront plus » Jacques Chirac, interrogé sur l'évolution démocratique de l'Afrique, cité par le Canard enchaîné du 28 juillet 1999.

sont gérés localement et sont l'occasion d'échanges approfondis entre les «visiteurs» et les habitants. Contact : Djembe, 44 rue d'Orsel, 75018 Paris, tél : 01 42 54 09 44.

Développement durable : formation

L'association Orcades, qui diffuse du matériel pédagogique concernant les relations nord-sud, organise également un module de formation sur les enjeux du développement durable. On peut en savoir plus en leur écrivant : Orcades, 12, rue des Carmélites, 86000 Poitiers, tél : 05 49 41 49 11.

Lutte contre le SIDA

Alors que l'épidémie de SIDA est presque contrôlée dans les pays riches, elle fait des ravages dans les pays plus pauvres. Elle est la première cause de mortalité en Afrique (avant la guerre). Agir Ici lancera une campagne de cartes début décembre pour demander que des améliorations soient prises au niveau international pour favoriser l'accès aux médicaments pour les malades du SIDA dans les pays du Sud. Pour en savoir plus : Agir Ici, 14, passage Dubail, 75010 Paris.

Rhône enjeux extra-humanitaires

Le Centre Thomas More organise différentes rencontres dont «enjeux extra-humanitaires de l'intervention humanitaire» le vendredi 28 janvier, de 10 h à 18 h, avec Geneviève Decrop, politologue, François Jean, MSF, Joachim Lindau, économiste allemand, Philippe Lavanchy, du Haut Commissariat aux Réfugiés. Au programme : peut-on démanteler les registres politiques, militaires, économiques et éthiques des interventions humanitaires d'urgence ? Une politique de compassion pure est-elle possible ? Pour en savoir plus : Centre Thomas More, La Tourette, Eveux, BP105, 69210 L'Arbresle, tél : 04 74 26 79 71.

Annuler la dette

● **Sondage.** Selon un sondage commandé par le CCFD et le journal La Croix, 63 % des Français sont d'accord avec l'idée d'annuler la dette des pays du Sud. Contact : CCFD, 4, rue Jean-Lantier, 75001 Paris, tél : 01 44 82 81 19.

● **Pétition.** Lors du sommet du G8 en juin, à Cologne, les ONG animatrices de la campagne Jubilé 2000, pour l'annulation de la dette du tiers-monde, ont remis aux chefs d'Etats une pétition signée par plus de 11 millions de personnes dont 505 000 en France. Les chefs d'Etats ont bien annoncé une réduction de la dette de 420 milliards de francs, mais comme le reconnaissait le nouveau chancelier allemand, il s'agit «d'argent que nous avons perdu depuis longtemps» (Libération du 21 juin). Donc, non seulement la dette continuera à faire que l'argent circulera du Sud vers le Nord, mais, en plus, on apprend ainsi que l'on peut se passer de 420 milliards sans que cela ne pèse dans notre économie. Miracle des finances. (source : Billets d'Afrique, juillet 1999)

● **Réactions du Sud.** La coalition des ONG d'Amérique latine, d'Asie et d'Afrique, regroupée au sein de Jubilee Sud a publié un communiqué après la décision du G8 de réduire la dette du Sud : «L'initiative de Cologne sur la dette n'offre pas d'allègement pour les 4,5 milliards d'hommes et de femmes qui subissent la domination de la dette dans le Sud (...). L'initiative pour les pays pauvres les plus endettés (PPT) présente le défaut fondamental d'être liée aux programmes d'ajustement structurel. Il a été démontré que ces programmes ont un impact dévastateur en réduisant les capacités des politiques sociales et de création de nouveaux postes de travail (...). Selon ses propres termes, l'initiative de Cologne sur la dette représente moins de 2 % de la valeur nominale de la dette totale du Sud (...). Elle est aussi en porte-à-faux avec l'engagement des pays de l'OCDE de diminuer de 50 % les niveaux de pauvreté absolue pour l'année 2015. (Elle) se refuse à reconnaître les dimensions morales de la crise de la dette et la responsabilité historique des pays riches dans la situation actuelle. Pour des raisons morales, la dette du Sud est illégitime. Elle a été payée de multiples fois. Jubilee Sud ne parle pas d'allègement partiel mais de pleine réparation. Nous réclamons l'annulation totale et inconditionnelle de la dette du Sud. Le G7 a failli face au défi de justice que représente le Jubilee. Nous ne devons rien, nous ne payons rien». (Source : Lettre d'Agir Ici, été 1999)

Santé

Les Verts contre l'Académie des Sciences

Le lundi 18 octobre, l'Académie des Sciences et celle de médecine tenaient séance commune sur le thème «environnement et santé». Leurs conclusions sont toujours les mêmes : les faibles doses chimiques ou radioactives ne sont pas graves, les effets des pics de pollution sont réversibles... Il y a dix ans, les mêmes académies nous disaient que la dioxine et l'amiante étaient sans danger. En fait, ces Académies fonctionnent de manière «scientifique» : tant qu'un danger n'est pas totalement prouvé, il est considéré comme inexistant. Et comme il existe toujours une étude bienveillante pour remettre en cause le travail des chercheurs universitaires, les conclusions vont toujours dans le sens d'une ignorance des dangers. Le fait que les membres de l'académie soient pour

bon nombre des anciens responsables de grandes firmes n'est pas étranger à ce comportement.

Le 22 octobre, les Verts ont décidé qu'il fallait que cela cesse. Après l'obtention par Jospin de la création d'une agence de sécurité sanitaire et environnementale, ils demandent que le principe de précaution, dorénavant inscrit dans la loi, soit respecté par ces Académies et que l'on n'attende pas des milliers de morts à chaque fois pour dire que finalement il y a danger.

Contact : Les Verts, 107 avenue Parmentier, 75011 Paris, tél : 01 43 55 10 01.

Loire Alimentation et santé menacée

La MJC de Saint-Chamond organise dans son cycle de débats, une conférence avec Arnaud Apoteker, de Greenpeace, sur le thème «Notre alimentation manipulée», le vendredi 10 décembre à 20h15 et une autre avec Roger Lenglet, auteur de «Les lobbies contre la santé» et «L'affaire amiante», le vendredi 7 janvier, à 20h15. Programme complet : MJC, 24, avenue de la Libération, 42400 Saint-Chamond, tél : 04 77 22 74 48.

OMC : Contrôle citoyen

Mumma Abu Jamal : exécution reportée

Le 13 octobre dernier, le gouverneur de Pennsylvanie a signé l'ordre d'exécution par empoisonnement de Mumma Abu-Jamal. La date d'exécution avait été fixée au 2 décembre. Cette affaire judiciaire qui dure depuis 18 ans connaîtra-t-elle cette fin ? Les avocats du journaliste radical noir accusé d'un crime probablement truqué par le FBI, ont déposé un nouveau recours en annulation, portant sur 29 fautes judiciaires aux cours de la procédure. Le juge a accepté de les examiner ce qui reporte la décision de quelques mois. Différentes manifestations de soutien ont lieu, en particulier à Marseille, à Paris... devant l'ambassade et les consulats US. 3500 personnes ont manifesté à Paris, le 23 octobre. Une délégation menée par Aline Pailler et Marie-Claire Mendès-France a été reçue à l'ambassade américaine. Renseignements : *Cosimapp c/o Librairie Le Point-du-Jour, 58, rue Gay-Lussac, 75005 Paris, tél : 01 45 79 88 44.*

La démocratie représentative est aujourd'hui confisquée par une petite minorité qui l'utilise comme paravent afin de mieux servir ses propres intérêts, au détriment de la majorité. Pour que les citoyens puissent contrôler ce qui se décide en leur nom, il est nécessaire d'envoyer des observateurs dans les lieux les plus fermés.

Les négociations de l'OMC, Organisation mondiale du commerce, commence fin novembre à Seattle (voir numéro 250). La confédération paysanne veut y envoyer des délégués issus de différents secteurs de la société. En profitant de la vague de sympathie soulevé par le démontage du McDo de Millau, elle lance un appel financier pour payer les voyages et les séjours de ces «ambassadeurs citoyens». On peut envoyer ces dons à : *Fondation Larzac, Les Mares, 12100 La Roque-Sainte-Marguerite (mention : «voyage à Seattle».*

▼ Pour un Tibet libre

Après le succès de la «Marche du Tigre» qui s'est déroulée du 2 au 24 octobre 1998, entre Lyon et Marseille, un nouveau projet de marche est en préparation pour l'été 2000 entre Nice et Genève via les sommets alpins. Une brochure faisant le bilan de la marche de 1998 est disponible (contre 30 F) auprès de : *La marche du Tigre, 17, rue du Mail, 69004 Lyon, tél : 04 72 77 56 73.*



Accord Verts-PS...

Lors de leurs journées d'été, le 28 août, les Verts ont adopté une motion demandant au collège exécutif d'analyser le degré de réalisation de l'accord Verts-PS et de proposer une analyse au CNIR (le Parlement des Verts) en déga-

geant quelques points susceptibles d'entraîner une rupture : soit la seule démission du gouvernement, soit la rupture d'accord aux prochaines élections. Quelques jours plus tard, une délégation, menée par le secrétaire national Jean-Luc Bennahmias, rencontrait une délégation du PS et concluait que rien ne s'opposait à la poursuite de la collaboration. Dominique Voynet a également fait marche arrière sur la question d'un référendum sur l'énergie, annonçant se contenter d'un éventuel débat organisé par Jospin. Début octobre, la commission rendait ses conclusions : seuls 12 % de l'accord a été réalisé pour le moment.

OGM

● **Recul du maïs transgénique.** En 1999, les plantations de maïs transgéniques ont reculé de près de 90 % par rapport à 1998. En 1997, seuls une centaine d'hectares avaient été cultivés, plus de 1500 l'année suivante... pour revenir cette année au niveau de 1997. Ce recul provient de l'extrême méfiance des cultivateurs qui ont peur de se retrouver avec leur récolte sur les bras. (*source : Le Monde, 24 juin 1999.*)

● **Roquefort sans OGM.** L'AOC Roquefort interdit le soja transgénique dans l'alimentation des brebis.

● **USA : rejets croissants.** La montée de l'opposition aux OGM en Europe entraîne en retour une situation de rejet aux USA. Une pétition de Consumers Union réclame l'étiquetage obligatoire. Elle a déjà recueilli plus de 500 000 signatures. Les sondages montrent une hostilité croissante et les grands distributeurs exigent de plus en plus des garanties. Les transformateurs proposent des prix supérieurs aux agriculteurs qui peuvent garantir leur production sans OGM. Alors que les OGM représentaient en 1999, un tiers du maïs et la moitié du soja, tout le

monde s'attend à voir baisser ce pourcentage. (*source : Alternatives Economiques, octobre 1999*)

● **Pas de Terminator.** Panique chez Monsanto : ses actions baissent à la bourse. Pour essayer d'enrayer la perte de confiance, le directeur de la firme a annoncé pu-



bliquement début octobre qu'il renonçait à l'emploi du gène «Terminator» un gène qui permet de contaminer et de rendre stériles les semences non-OGM.

● **Brossard : pas contre.** Attention, dans un courrier à l'un de nos lecteurs la marque Brossard affirme sous la signature de sa PDG que «nous ne sommes pas opposés a priori aux progrès techniques». Donc à éviter.

● **Inde : suicides.** Si les paysans indiens sont remontés contre les OGM, il y a des raisons. Dans l'Etat d'Andhra Pradesh, en 1998, de nombreux paysans se laissent convaincre de semer du coton transgénique. Ils paient plus cher, empruntent souvent, mais espèrent de meilleurs revenus. La récolte s'avère catastrophique et plus de 200 paysans dans l'incapacité de rembourser leurs dettes se sont suicidés. Depuis, les champs de coton transgénique brûlent. (*source : Eaux et Rivières, septembre 1999*)

● **Recentrage ?** Les biotechnologies subissent le contrecoup du rejet des OGM, mais les grandes firmes ne renoncent pas pour autant. Ainsi, Dupont de Nemours mène actuellement des études pour essayer de fabriquer du plastique directement à partir des plantes (le plastique provient du pétrole qui lui provient de la décomposition de plantes il y a des milliers d'années). Monsanto travaille également sur des plantes non-alimentaires (coton, tabac...) qui rencontrent moins d'opposition.

Lyon Wei Jingsheng contre Jiang Zemin

La visite du président chinois à Lyon a donné lieu à une action particulièrement réussie du dissident Wei Jingsheng. Le 22 octobre, alors que la ville était soumise à un véritable couvre-feu et que les personnes habitant près de l'hôtel de ville devaient sortir de chez elles accompagnées chacune d'un policier, le dissident chinois, aidé par la revue Lyon-Capitale dont les fenêtres donnent sur la place, a pu prendre la parole par haut-parleur au moment même où Raymond Barre serrait la main du président chinois. Après une minute de stupeur, les policiers mettaient en route les sirènes de leurs véhicules pour couvrir la voix tandis qu'ils envahissaient les locaux de la revue et mettaient fin au discours. Enfin des journalistes qui se mouillent !

Amiante : défense des victimes

Déchets

● **Farines animales et dioxine.** Pour alimenter automatiquement les élevages intensifs, il faut que les farines animales passent dans des tuyaux. Comme elles accrochent, des fluidifiants sont commercialisés, à base de kaolin, une sorte d'argile. Or des analyses faites en Allemagne ont montré que cette argile est contaminée par de la dioxine sans qu'on en connaisse pour le moment l'origine. Pendant ce temps, on tergiverse toujours pour savoir comment se passer des farines animales. Et nos enfants, à votre avis, ils mangent quoi à la cantine scolaire ? (correspondance André Picot)

● **Sacs en papier.** Nous signalions, dans le numéro de septembre, le lancement de sacs en papier de grands volumes pour remplacer ceux en plastique. La firme Smurfit propose des sacs poubelles pour les particuliers, en papier biodégradable et compostable. Contact : Smurfit, Immeuble Danica, 19, avenue Pompidou, 69486 Lyon cedex 03.

● **Recyclage.** L'association Solidarité Kosovo cherche à récupérer tout matériel électronique et informatique afin de reconstruire du matériel en état et de former des Kosovars aux techniques de la micro-informatique et de la téléphonie. Pour en savoir plus : Solidarité-Kosovo, 8, hameau Manges Pommes, 31520 RamonvilleSaint-Agne, tél : 05 61 52 20 94.

Alors que l'on s'attend à des dizaines de milliers de morts dans les années à venir, les plaintes et les procès se multiplient contre les entreprises responsables... mais qui pour le moment font payer aux caisses maladies les sommes qui sont versées aux victimes ou à leurs familles. De nombreux groupes locaux se sont mis en place près des sites concernés :

○ **Coordination nationale (nouvelle adresse) :** Adeva, 22, rue des Vignerons, 94686 Vincennes cedex.
○ **Caper Auvergne, Josette Roudaire,** 149, rue des Pommiers, 63112 Blanzat, tél : 04 73 90 89 31.
○ **Adeva Cherbourg, Serge Loit,** 18, rue de l'Ancien-Quai, 50100 Cherbourg, tél : 02 33 93 75 70.

○ **Ardeva Dunkerque, Pierre Pluta,** maison de l'environnement, 106, avenue du Casino, BP21, 59941 Dunkerque cedex 2, tél : 03 28 68 27 19.
○ **Caper Chalon, Guy Tales,** 11, passage Macilly, 71100 Chalon-sur-Saône, tél : 03 85 55 66 66.
○ **Ardeva Dammarie-les-Lys, André Breisack;** 452, résidence Provence, 77190 Dammarie-les-Lys, tél : 01 64 39 09 30.

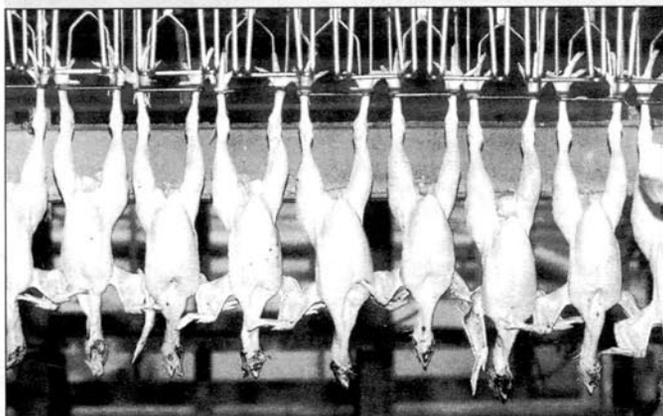
○ **Addeva 44, Alain Sauvaget,** 4, rue Désiré-Colombe, BP 38 709, 44187 Nantes cedex 4, tél : 02 40 69 84 71.
○ **Ardeva Midi Pyrénées, Jean-Marie Birbes,** 15, rue Croix-Verte, 81000 Albi, tél : 05 63 54 10 23.
○ **Aldeva Condé-sur-Noireau, Didier Payen,** Mairie, 14110 Condé-sur-Noireau, tél : 02 31 84 68 28.

○ **Ardeva Bassens, André Cazenave,** BP7, 33530 Bassens.
○ **Caper Thiant, René Delattre,** 16, rue Molière, 59282 Douchy-les-Mines, tél : 03 27 31 15 63.
○ **Regroupement de syndicats de la chimie et des mines de Lorraine, François Dosso,** 13, rue de Rosselle, BP116, 57803 Freyming Merlebach cedex, tél : 03 87 04 71 75.

○ **Comité de défense des travailleurs de l'Alstom, GEC Alstom TSO,** 25, rue des Bateleurs, 93400 Saint-Ouen, tél : 01 49 45 70 79.
○ **Association en cours de constitution : Christian Couturier,** 6, rue de l'Eglise, 28160 Dampierre-sous-Brou, tél : 02 37 97 21 08.

Poules de batterie

A partir de 2003, les poules pondeuses ne seront plus que quatre au lieu de cinq dans une cage de 2200 cm². A partir de 2012, l'élevage en batteries des ces poules devrait être interdit. C'est une décision des ministres de l'agriculture au niveau européen.



○ **Adeva RATP, Jean-Marc Nibert,** 14, rue du Temple, 77400 Thorigny-sur-Marne, tél : 01 64 30 53 19.

○ **Adeva Seine-Maritime, Gaston Morisse, Cercle Franklin,** 119, cours de la République, 76600 Le Havre, tél : 02 35 25 39 75.

○ **Adeva Picardie, M. William, Mairie,** 60400 Pont-l'Évêque.

○ **Aldeva Andancette, Albert Peyrard, Mairie,** 26140 Andancette, tél : 04 75 03 10 27.

○ **Ardeva Renault, Pierre Bernardini,** 40, rue de Meudon, 92100 Boulogne-Billancourt.

○ **Adeva Bassens, André Cazenave,** BP7, 33530 Bassens.

○ **Caper Thiant, René Delattre,** 16, rue Molière, 59282 Douchy-les-Mines, tél : 03 27 31 15 63.

○ **Regroupement de syndicats de la chimie et des mines de Lorraine, François Dosso,** 13, rue de Rosselle, BP116, 57803 Freyming Merlebach cedex, tél : 03 87 04 71 75.

○ **Comité de défense des travailleurs de l'Alstom, GEC Alstom TSO,** 25, rue des Bateleurs, 93400 Saint-Ouen, tél : 01 49 45 70 79.

○ **Association en cours de constitution : Christian Couturier,** 6, rue de l'Eglise, 28160 Dampierre-sous-Brou, tél : 02 37 97 21 08.

six fois supérieure à la limite. Les mesures dans les légumes des jardins montrent également des taux de pollution supérieurs à la limite (entre 1 et 3 fois).

Que croyez-vous que font les autorités ? Fermer l'usine jusqu'à ce qu'elle se mette aux normes ? Pas du tout, la Préfecture conseille de bien s'essuyer les pieds avant de rentrer chez soi, de laver au moins trois fois les légumes des jardins, de bien nettoyer les poussières dans les logements, de bien essuyer les jouets des enfants. Bref, si les voisins sont pollués, c'est avant tout de leur faute !

Oiseaux menacés

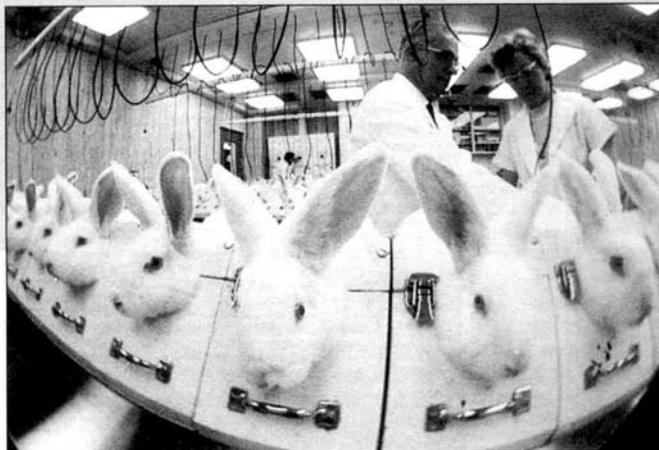
L'association Organbidexa Col Libre, pour ses vingt ans, organise un colloque international sur « les oiseaux migrateurs chassés et les points chauds européens », les 11 et 12 décembre à l'auditorium de la chambre de commerce et d'industrie de Bayonne. Au programme : le col de l'Escrinet, la tanderie en Belgique, les oiseaux menacés... Renseignements : OCL, 11, rue Bourgneuf, 64100 Bayonne, tél : 05 59 25 62 03.

Feuillus du Morvan

Naturellement la forêt du Morvan est constituée principalement de chênes et de hêtres. Ceux-ci disparaissent aujourd'hui au profit des plantations de résineux : ceux-ci sont passés de 28 % à 50 % de la surface en dix ans. Des investisseurs institutionnels replantent ainsi des montagnes entières. Les amoureux du Morvan veulent conserver leur forêt d'origine et font circuler une pétition : *Comité de soutien aux feuillus du Morvan*, BP22, 71401 Autun cedex, tél : 03 85 86 26 02.

Ces animaux qui meurent pour nous

Même si de 1993 à 1997, le nombre d'animaux utilisés dans les laboratoires a baissé de 11,3 %, ce sont encore plus de 2,6 millions d'entre eux qui sont morts pour nous dans des expériences le plus souvent horribles. Les rongeurs représentent le gros de la troupe (90 %), on trouve aussi des poissons (3,4 %), des lapins (2,4 %), des oiseaux (2,6 %), des amphibiens (0,6 %), des porcs (0,4 %), des singes (0,1 %), des chiens (0,2 %), des chats (0,1 %), etc.



Metaleurop : l'Etat fait dans la lâcheté

De nouvelles mesures de plombémie ont été faites, en octobre, sur 703 enfants résidents autour de l'usine Metaleurop, à Villefranche-sur-Saône (Rhône). Elles confirment la pollution au plomb (voir Silence n°249) : 16 enfants présentent un taux supérieur à la dose limite légale. Des analyses ont été également faites dans les poussières des maisons du voisinage qui révèlent un taux moyen

Révoltes en Indonésie

On ne peut aborder ces événements et, d'ailleurs, les problèmes écologiques et sociaux qui marquent toute la région sans présenter le chantier de la Transmigration.

tous ceux qui ne peuvent payer les hybrides, les intrants chimiques et les procédés d'irrigation nécessaires aux nouvelles cultures. Ce mouvement, qui continue aujourd'hui, menace de partout s'amplifier du fait des vi-

Depuis plusieurs mois, les médias commerciaux évoquent des affrontements religieux en Indonésie. A les en croire, une « guerre de religion » se développerait entre chrétiens et musulmans, et c'est au nom de Dieu que des milliers de personnes auraient trouvé la mort aux Moluques et à Bornéo. La réalité est un peu plus complexe et représentative de la faillite du modèle dominant.

Il s'agit d'une politique d'évacuation d'un trop-plein supposé de population depuis Java, Madura, voire Bali. Tout a commencé au début du siècle, du temps de la colonisation néerlandaise. Suivant la logique simpliste des vases communicants (c'est plein ici, c'est « vide » là, donc...), les colonisateurs ont entrepris de déporter les populations sans le moindre souci de l'histoire, de l'écologie, des cultures, ni, bien sûr, des droits de l'homme. Cette politique a été récupérée sans vergogne, sitôt l'indépendance acquise, par ceux qui ont imposé un pouvoir central contre les aspirations fédéralistes qui avaient porté la lutte anti-colonialiste. En effet, dès le gouvernement de Sukarno, et plus fortement que ne l'avait manifesté le colonisateur, s'est affirmée la volonté d'araser l'extraordinaire diversité des ethnies et des adaptations à des écosystèmes différents (1). Parfaitement en phase avec l'offensive planétaire du capitalisme ultra-libéral, tout un discours idéologique totalitaire soutient et inspire la colonisation intérieure: « Une patrie, une langue, un drapeau ». Il s'agit clairement de supprimer toutes les particularités pour façonner un « Homme Nouveau » en marche vers Le Progrès.

La Transmigration se traduit par une double spoliation : celle des « transmigrés » arrachés à leur histoire et à leurs terres, et celle des peuples dont les territoires sont envahis.

Les premiers sont souvent des paysans auxquels on a tout volé. Sinon, ce sont les descendants des exclus d'hier, un sous-prolétariat produit par trois siècles d'exploitation.

Parmi les techniques de cette spoliation figure, depuis une trentaine d'années, l'introduction forcée de l'agriculture industrielle (la « révolution verte ») qui, là comme ailleurs, chasse de leurs terres ancestrales

sées monopolistiques des industriels des semences et de la chimie agricole, et de la globalisation uniformisatrice programmée par les institutions internationales (telles l'OMC, la BM, le FMI, l'OCDE, etc.).



La déstructuration des économies locales pour chasser les gens de chez eux sans violence spectaculaire passe aussi par la technique du remembrement qui octroie aux spéculateurs et à l'oligarchie les meilleures terres.

C'est encore la très insidieuse politique de « conquête des marchés » par les industriels grassement subventionnés qui, par le moyen de la concurrence la plus déloyale, pousse vers les bidonvilles les artisans, les petits entrepreneurs et les petits commerçants. C'est à un véritable nettoyage économique que se livrent ainsi les entreprises occidentales qui, grâce au soutien bien involontaire des contribuables que nous sommes, inondent

tous les marchés du monde avec des produits bradés à un coût inférieur à celui des produits autochtones (2).

(1) L'Indonésie — l'entité politique qui étend aussi sa domination sur une partie de la Mélanésie — compte 6000 îles habitées par des peuples pratiquant plus de 200 langues.

(2) C'est ainsi que les éleveurs du Sahel sont ruinés par la viande à vil prix sortie des frigorifiques de la CEE. C'est ainsi que le porc industriel breton a contribué à ruiner les éleveurs de l'ex-URSS. Un syndicaliste (sic) agricole ne s'est-il pas publiquement réjoui de la perspective d'écouler la viande bretonne excédentaire en Russie, « parce que, là-bas, ils n'ont plus de production à cause des importations » ? Il venait d'apprendre le déblocage de subventions supplémentaires pour le maintien des cours bas à l'exportation.

Enfin, l'exclusion des plus vulnérables des Javanais, Madurais, Balinais se fait aussi à l'ancienne, comme au bon vieux temps de la colonisation occidentale, par l'expropriation musclée. C'est qu'il faut faire place nette au «développement économique». Ici, il faut libérer l'espace pour les usines des firmes multinationales qui spéculent sur les salaires parmi les plus bas du monde. Là, il faut bétonner et bitumer : routes, parkings à containers et à touristes porteurs de devises, ports, aéroports, méga-barrages... C'est ainsi que, chaque année, 300 km² d'excellentes terres agricoles travaillées depuis des dizaines de siècles sont stérilisées par la spéculation ; soit 10 000 km² en 35 ans de «développement» dirigé par les institutions internationales sous la dictature Suharto. C'est cette perte inestimable que les planificateurs tentent de compenser en ravageant d'autres régions — car, parmi tant d'autres conséquences, l'Indonésie est maintenant devenue dépendante d'importations alimentaires à hauteur de 4 à 5 millions de tonnes de riz.

Côté déversoir, la Transmigration sert à conquérir les autres îles et à soumettre les autres peuples en métamorphosant les émigrants bernés ou forcés en petits soldats de la colonisation. En amont comme en aval de la Transmigration, tout est dégradé. Là où des familles, des villages, des portions de bidonvilles de Jakarta sont ponctionnés par la Transmigration, la déstructuration économique, sociale et culturelle ne fait que s'aggraver. Là où la Transmigration vomit les déracinés, sur les territoires d'autres peuples, tout est broyé menu.

Pour implanter les transmigrés, le terrain est préparé en rasant la forêt et défonçant les sols sous les engins et la suffisance des «experts». Beaucoup de ces opérations ont pour objectif le développement d'immenses plantations pour l'exportation au prix du sacrifice de la biodiversité et des cultures vivrières. Parmi mille autres, le chantier du centre de Bornéo (Central Kalimantan Project) mis en œuvre depuis 3 ans en est un exemple édifiant.

L'idée est de mono-cultiver assez de riz industriel (au détriment des nombreuses variétés locales, et avec les moyens dispendieux de la «révolution verte») pour récupérer l'auto-suffisance alimentaire perdue à Java, Madura et Bali. A noter que cultiver du riz industriel sur un sol tourbeux, comme celui de toute la région, est une absurdité de plus ; tous les agronomes s'accordent à dire que c'est impossible. Mais rien n'arrête plus le «développement», pas même, pour une fois,

les protestations de ses géniteurs occidentaux. 14 500 km² de forêts marécageuses sont donc promis à l'anéantissement.

Il est cependant possible que, vu son absurdité et du fait de la crise financière qui affecte toute l'Indonésie, le projet soit revu à la baisse. Mais les destructions sont déjà considérables et des projets de rechange sommeillent dans les ministères et chez les stratèges des entreprises.

Les pertes du profit

Bien entendu, c'est là un écosystème foisonnant de vie qui contribue à la plus grande diversité biologique et au plus fort endémisme au monde qui caractérisent l'Indonésie géo-



graphique (3). Au moins 140 espèces d'oiseaux y vivent, dont six espèces rares. Et c'est l'un des ultimes refuges pour les primates, y compris nos sympathiques cousins les orang outangs. Pour tenter de se faire une idée du carnage perpétré par les déve-

loppeurs et leurs acolytes assoiffés de butin, il faut savoir que, dans ces régions, la destruction de 1000 km² de forêt primaire entraîne l'extermination de 100 à 200 000 primates.

Les forêts marécageuses condamnées assurent la régulation du flux de l'eau entre saison sèche et saison des moussons. Elles accueillent une abondante faune aquatique qui constitue une importante ressource alimentaire pour les autochtones. Elles sont aussi le lieu de la production de matières organiques qui fécondent les rivières jusqu'aux estuaires.

Le grand intérêt de cet écosystème était reconnu par l'Etat indonésien qui, fait exceptionnel, avait même édicté une loi de protection spécifique. Mais, désormais, l'engrenage des destructions est si avancé que la fuite en avant est la seule politique envisagée. Des mangroves du littoral aux forêts pluviales d'altitude, plus rien ne doit être épargné.

Pour travailler à équilibrer la balance commerciale indonésienne, 316 000 familles seraient déportées sur le chantier. De la sorte, si cette folie était menée à terme, les autochtones ne seraient pas seulement clochardisés, ils deviendraient minoritaires sur leur propre terre.

500 km² de forêts sont déjà rasés. La flore — exceptionnelle en ces régions — totalement brûlée, avec le sol, sa vie microbienne et ses stocks de semences. Et la faune? Et les biens communautaires des milliers de familles Dayaks auxquelles nul n'a demandé leur avis : plantations de rotins, d'arbres fruitiers, d'arbres et de plantes pour la construction, rizières plantées des variétés autochtones, jardins de plantes vivrières et médicinales, bassins de pisciculture, zones de chasse aménagées, etc. (4) ? Tout est passé au bulldozer, ou pollué et stérilisé par le développement d'un «no life's land» parcouru de machines creusant les canaux de drainage et préparant les sites d'accueil des transmigrés (5).

Résultats directs de cette dévastation : la pollution des rivières jusqu'à la mer, la pénurie d'eau potable, et l'aggravation prévisible des sécheresses comme (en alternance) des inondations, aggravation qui sera sans doute spectaculaire du fait de la disparition du réservoir-régulateur constitué par les forêts marécageuses et les tourbières. D'ailleurs, une sécheresse exceptionnelle a sévi en 1997, et 2700 km² supplémentaires de forêts sont partis en fumée.

(3) 40% des mammifères de Bornéo ne se rencontrent nulle part ailleurs, et 30% des oiseaux. Mais, ne doit-on pas déjà l'exprimer au passé ?

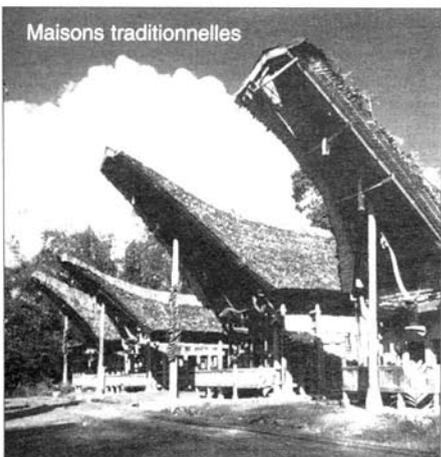
(4) Avec les Punans qui ont un mode de vie nomade, les Dayaks constituent les populations autochtones de Bornéo-Kalimantan.

(5) Il est envisagé de creuser 27 000 km de fossés de drainage et de canaux.

Déportation et nettoyage ethnique

Dans les régions sous autorité indonésienne, au début de l'année 1998, ce type d'opération de « mise en valeur » avait déjà changé 24 000 km² de riches écosystèmes en monoculture de palmiers à huile. Évidemment, c'est insuffisant pour les décideurs ; alors, entre secteur public et entrepreneurs privés, on annonce un doublement des surfaces stérilisées à brève échéance. Le palmier à huile est très en vogue, mais les forêts primaires sont anéanties aussi pour faire place aux hévéas, aux caféiers, aux théiers, aux ananas... en attendant les plantations d'arbres transgéniques annoncées par les apprentis sorciers du tout profit.

Les échecs écologiques, donc économiques de ces grands chantiers ne se comptent plus :



- les plantations allochtones ne poussent pas ;
- les sols des forêts, qui n'existent pas sans elles, meurent rapidement ;
- là où sont passés les forestiers, tout comme dans les secteurs de plantations, l'appauvrissement biologique et la diminution drastique de la biomasse entraînent l'assèchement du climat. Et l'eau vient à manquer là où elle abondait ;
- l'alang-alang, une sorte de super-chien-ent, et quelques autres plantes pionnières envahissent tout et anéantissent tous les efforts ;



- des sous-sols violents par les machines vomissent des substances toxiques. Ce serait précisément le cas dans les forêts marécageuses de Bornéo ;



Lotissements construits par l'Etat, vendu en accession à la propriété.

- la sécheresse consécutive à la déforestation et à la destruction des marécages stimule les incendies. En 1997/98, les incendies auraient dévasté 100 000 km² de Sumatra à la Nouvelle-Guinée occidentale ;
- et la famine sévit chez les autochtones, emportant des milliers de vies (comme, durant l'été 98, en Papouasie occupée par l'Indonésie) tandis que les importations alimentaires (riz des USA et de l'Australie en particulier) vendues à bas prix ruinent plus encore les producteurs locaux ;
- etc.

A moins de réussir un autre type de culture ou de rentrer dans l'administration d'Etat, beaucoup de transmigrés tentent de retourner chez eux pour fuir la misère. Au bout du voyage, ils iront probablement grossir les bidonvilles et les chiffres du chômage (17%). Ceux qui ne peuvent s'offrir le voyage essaieront de cultiver de quoi survivre en brûlant plus loin la forêt, puis en brûlant encore plus loin car ils sont trop nombreux et n'ont pas le savoir-faire des indigènes. Ils vont participer au massacre de la faune survivante, pour manger ou se faire un peu d'argent avec le trafic d'animaux. Peut-être chercheront-ils de l'or en ravageant tout sur leur passage et en polluant les sols et les rivières avec des tonnes de mercure.

Spoliés, désemparés, réduits à survivre au jour le jour, les malheureux deviennent à leur tour un fléau.

Sous les coups conjugués de la spéculation, du développement du capitalisme et de la misère qu'ils engendrent, 130 000 km² de forêts primaires contrôlées par l'Indonésie ont été détruits dans les années 1980 ; et 54 200 km² supplémentaires dans la première moitié des années 1990 (6). D'après les relevés aériens, les trois-quarts des forêts primaires de Sumatra ont été détruits durant la même décennie. Dans un contexte à peu près comparable, les forêts de l'Inde qui couvraient 40% du territoire au moment de l'indépendance n'en protègent plus que 7%. Sur toute la planète, c'est une superficie de forêts primaires parfois équivalente à la moitié de la France qui disparaît chaque année, et une surface à peine moindre pour les terres cultivables, du fait de l'urbanisation et de la désertification.

Le sort des peuples enracinés dans les écosystèmes convoités a été évoqué. J'éprouve encore le besoin de souligner combien leur spoliation est totale. Industriels occidentaux, militaires de la junte, « experts » dépècent leurs territoires sans un regard pour eux. Rien de ce que l'on appellerait ici leurs propriétés et que l'on peut mieux nommer « communaux » n'est respecté (7). Il ne leur est reconnu aucun « droit », surtout pas celui d'être tels qu'ils le désirent. Ainsi, un tiers des terres autochtones a été attribué aux seuls exploitants forestiers — à elle seule, la famille Suharto a fait main basse sur 43 000 km². Et il faut y ajouter les plantations, les sites de la Transmigration, les sites pétroliers, les mines souvent gigantesques (comme dans le Carajas brésilien), les dépôts de déchets industriels toxiques importés des pays « développés », les zones industrielles prisons pour l'exploitation de la chair à profits, etc.

Les Papous sont parmi les plus maltraités par les hommes de Jakarta et par les industriels et les technocrates du monde entier. Leur pays, la moitié occidentale de la Nouvelle Guinée, a été envahi dès 1963 avec l'appui empressé des USA. Depuis, entre missions protestantes, compagnies multinationales et institutions du développement, les territoires des Papous sont mis en coupe réglée, broyés, épuisés. Là-bas, c'est une



Bidonvilles aux portes de Jakarta

guerre sans merci qui a lieu depuis près de 40 ans. Une guerre faite à la nature, une guerre faite aux populations qui a déjà fait plus de 100 000 morts sur une population initiale de 800 à 900 000 personnes. Les victimes ont été tuées par l'armée d'occupation, lors d'opérations de ratissage contre

(6) 7,8 millions de m³ de bois ont été exportés en 1997. Industriels et planificateurs rêvent d'atteindre les 10 millions de m³ annuels.

(7) « Renversement et rétablissement de la culture conviviale. La convivialité volée ». Silence n°248, 249 et 250, septembre, octobre, et novembre 1999.

toute l'incompatibilité qui sépare la culture impérialiste de la culture écologiste et conviviale (11).

La main dans la main, les colonisateurs, les militaires de la dictature, les «experts internationaux», les spéculateurs et les escrocs ont ouvert la boîte de Pandore. Nous n'en avons vu jaillir que des désolations. D'autres suivent encore : comme le cadeau à long terme pour toute la planète de l'excédent de carbone qui était stocké par les forêts et les tourbières. Relâché dans l'atmosphère par milliards de tonnes, il contribue généreusement à l'effet de serre, sans espoir de retour en arrière, à moins de reconstituer ce que l'on est en train de détruire (12). C'est encore les effets à court terme sur les climats avec leurs spirales de conséquences à venir : augmentation de la fréquence et de l'amplitude du phénomène El Niño, sécheresses généralisées, incendies, cyclones, etc. (13).

Ainsi va «Le Développement», de chantiers fous grassement subventionnés par les oligarchies occidentales avec l'argent public arraché aux contribuables en cautionnements d'ethnocides et de sous-prolétariats de peuples entiers, et en dévastation des plus belles œuvres de l'évolution.

Ainsi, des dizaines de millions de gens passent-ils d'une fière autonomie au chômage, à l'exclusion et au dénuement le plus total. Ce désastre et la perspective de son aggravation par la continuation des mêmes orientations politiques et économiques n'a pas peu contribué à soulever les émeutes qui ont provoqué le départ de Suharto au printemps 1998.

Exaspérés par la violence qui leur est faite et par la pénurie, les populations sont de plus en plus nombreuses à exercer la reprise communautaire. Ici, des foules dévalisent des camions et des entrepôts. Là, des expéditions pillent les plantations et les exploitations minières réalisées sur les territoires in-

Culture de fleurs d'exportation dans une zone défrichée en Thaïlande



Pêche traditionnelle



Pour en savoir plus :

- «L'Indonésie à feu et à sang», *Ecologie Infos* n° 404, janvier 1992.
- «Siberut : le développement destructeur», *Silence* n° 162, février 1993. Un article plus complet est disponible. Me le demander par l'intermédiaire du journal.
- «Les soubresauts de l'après-Suharto», *le Monde diplomatique* n° 543, juin 1999.
- «Banking on disaster. Indonesia's Transmigration programme», *The Ecologist* Vol 16, n° 2/3 1986. Un numéro toujours d'actualité. *The Ecologist*, Editorial Office : Unit 18, Chelsea Wharf, 15 Lots Road, London, SW 10 0QJ, Grande Bretagne, tél: (0171) 351 3578.
- «La sève de la colère. Forêts en péril : du constat aux résistances», une excellente brochure parue au début des années 1990 et qui, malheureusement, décrit une situation toujours actuelle. Edition du CETIM, 37, quai Wilson, CH - 1201 Genève.
- la revue *Down to Earth* (International Campaign for Ecological Justice in Indonesia), 59 Athenlay Road, London SE15 3EN, Grande Bretagne, tél/fax: + 44 171 732 7984.
- *Survival International* (pour la défense du droit à l'autodétermination des peuples autochtones), 45 rue du Faubourg-du-Temple - 75010 Paris, tél. 01 42 41 47 62.

digènes. Partout, les dépossédés réclament la restitution des biens communaux.

C'est dans ce contexte, qu'à Bornéo (Kalimantan), à Sumatra, aux Célèbes (Sulawesi) comme aux Moluques, les colons plus ou moins malgré eux déportés par la Transmigration sont pris à partie, chassés et leurs habitations brûlées par les populations autochtones qui n'en peuvent plus.

Refermer la boîte de Pandore

Devant un tel désastre, ne peut-on que se résoudre à l'impuissance ? Ce serait accepter la perspective de l'Apocalypse pour demain. Il y a plein de solutions, et des solutions économiquement rentables, celles-ci ! Mais, bien sûr, il y a un préalable de taille à leur mise en œuvre : que, d'une façon ou d'une autre, les spoliateurs soient mis hors d'état de nuire et que les peuples reprennent leurs affaires en main. Alors, autochtones et paysans rétablis sur leurs terres pourront restaurer les écosystèmes dévastés. On sait le faire. Maintes techniques existent, souvent inspirées par le savoir des communautés qui jardinent les prétendues «forêts vierges» depuis des millénaires. Il y a même des commencements de réalisation, comme au Vietnam où l'on s'emploie avec succès à cicatrifier une partie de la vingtaine de milliers de kilomètres carrés des forêts primaires et des mangroves anéanties par les bombardements chimiques US.

Connaissez-vous la meilleure de toute cette affligeante histoire ? La rentabilité de la collecte des produits de la luxuriance des écosystèmes forestiers préservés dans toute leur diversité biologique est, au moins, double de celle de l'exploitation industrielle la plus réussie — sans compter la sécurité climatique, ce qui est déjà inestimable.

Tout n'est donc pas perdu. Mais il faut faire un petit effort ; surtout ici, dans cette «Europe» du capitalisme débridé où se décident les stratégies impérialistes vis-à-vis des peuples et des écosystèmes de toute la planète, ici où elles sont généreusement sub-

ventionnées. La première étape, heureusement en cours, est la prise de conscience de l'escroquerie planétaire qui consiste à rendre complices des chantiers qu'ils désapprouveraient des centaines de millions de contribuables, cotisants, épargnants. Le désamorçage de la fureur destructrice des capitalistes et des idéologues du Progrès, ou de la simple irresponsabilité de confort des innombrables «spécialistes» intermédiaires



Les Est-Timorais, se croyant protégés par l'ONU, ont voté en masse pour l'indépendance.

qui vendent leur prétendue neutralité aux pires cauchemars (14), passe donc par le divorce avec toutes les valeurs et les croyances qui fondent la culture impérialiste, par la reprise de contrôle de chaque acte de notre vie, et par la restauration de la convivialité des communaux pour faire de la démocratie autre chose que l'espace réservé des hâbleurs et des escrocs.

Alain-Claude GALTIER ■

(11) «Entre réduction et ouverture», *Alternative Libertaire* (Bruxelles) de novembre 1996, n° 189. «Matérialisme, mécanisme et impérialisme», *Silence* n° 188, mars 1995.

(12) Approximativement deux milliards de tonnes chaque année proviennent de la destruction des forêts.

(13) «El Niño et le développement de la Terre brûlée», *Silence* n° 233/234, juillet 1998. «Climate Crisis», *The Ecologist* volume 29 n° 2, mars, avril 1999.

(14) Référence au film de Rony Brauman et Eyal Sivan sur le procès d'Adolf Eichmann : «Un spécialiste. Portrait d'un criminel moderne», et aux réflexions d'Hannah Arendt sur la banalité du mal : «Eichmann à Jérusalem».



Prix Nobel alternatifs

Depuis 1980, la Fondation Right Livelihood récompense des individus ou des groupes qui ont émis des «solutions exemplaires aux problèmes les plus urgents de notre temps», bien trop peu prises en considération par le comité du prix Nobel traditionnel.

L'avocat espagnol Juan Garces (55 ans), ancien conseiller du président chilien Salvador Allende, formula la plainte pour «crime contre l'humanité» qui entraîna l'inculpation par les juges Baltasar Garçon et Manuel Garcia Castellán, puis l'arrestation, le 16 octobre 1998 à Londres, du général Augusto Pinochet, nommé «sénateur à vie», le 10 mars 1998. Son «travail judiciaire de pionnier» permet d'espérer que durant le siècle prochain aucun politicien responsable de ce type de forfait n'échappe à des poursuites pénales. L'initiative paysanne cubaine GAO, créée en 1993 alors que l'Etat des Caraïbes subissait la pire famine depuis la «révolution», mit cette grave crise à profit pour prouver la supériorité des systèmes agricoles biologiques, en favorisant la coopération étroite entre les communautés de base et les «experts». Le Programme pour le renforcement de la région amazonienne œuvre au «développement durable des populations indigènes» sur un immense territoire de 20 millions d'hectares en Colombie. Les habitants des forêts pluviales améliorèrent déjà leurs conditions d'existence tout en maintenant leur culture et en protégeant leurs espaces. L'initiative de cette ONG contraste singulièrement avec «les destructions sociales et environnementales» générées par les stratégies dominantes. Les trois lauréats se partageront la dotation de 1,340 million de F. Le prix d'honneur, non assorti d'une enveloppe financière, a été attribué en 1999 à Hermann Scheer (55 ans), le président d'Eurosolar, pour son «engagement inlassable et la promotion de l'échelle planétaire de l'énergie solaire». Le social-démocrate, qui siège depuis 1980 au Bundestag, avait refusé en mai 1993 de voter les restrictions en matière d'asile que son parti, pourtant dans l'opposition, avait majoritairement avalisées. Ce printemps, il fut un des rares de sa fraction à condamner l'intervention de l'OTAN en Serbie (cf. *Silence* de septembre 1999). La remise des distinctions se déroulera le 9 décembre à Stockholm, dans l'enceinte du Riksdag, le Parlement suédois. (correspondance René Hamm)

Jusqu'où iront les vendeurs de semences pour empêcher la libre organisation de ceux qui ne veulent pas de leurs semences sélectionnées ? On peut se le demander en voyant la législation actuellement mise en place. Selon un arrêté ministériel publié au Journal officiel le 26 décembre 1997 et mis en application en mai 1999, les seules variétés commercialisables doivent être des variétés hybrides F1 (qui ne peuvent donner de nouvelles semences !) ou des variétés fixées depuis plus de vingt ans. De fait, seules 2 % des variétés commercialisées sont du «domaine public». Ceux qui veulent défendre la biodiversité ou vendre des semences qui se reproduisent librement ne peuvent le faire que sous le titre de «variétés anciennes pour jardiniers amateurs». Cette mention est obligatoire sur les sachets et n'est autorisée que si le vendeur paye une redevance de 1450 F par variété... à condition de prouver que la variété a plus de 15 ans d'âge.

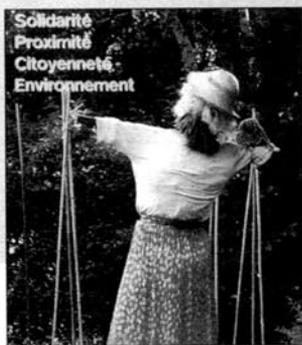
Terre de Semences commerciale depuis huit ans des semences issues de l'agriculture biologique ou biodynamique. Son catalogue propose 1400 variétés (300 tomates, 120 laitues, 80 courges, 120 piments...).

La mise en place de cette législation lui rend impossible son activité. Et déjà des distributeurs renoncent à les diffuser de peur d'avoir des amendes. Pendant que les OGM menacent de nous envahir, on s'attaque à ceux qui essaient de maintenir une agriculture vivante et diversifiée. Tous les jardiniers devraient les soutenir.

Contact : Terre de Semences, Oasis, 131 Impasse des Palmiers, 30100 Alès, tél : 04 66 30 64 91.

Nantes ▼ Jardin dans tous ses états

La deuxième rencontre des jardins solidaires, de proximité, citoyens, de protection de l'environnement, etc., se tiendra à Nantes, les 8 et 9 décembre. La première édition avait été un succès (voir notre dossier du n°235). Trois expériences spécialement mises en lumière et 32 ateliers pour faciliter les rencontres. Programme complet : Chantier Nature, 16, place Cormontaigne, 59000 Lille.



Anthroposophie et secte (suite)

● Procès en diffamation. Un rapport parlementaire n'est, par définition, pas attaqué en justice. La NEF a toutefois réagi en attaquant Jacques Guyard, rapporteur de la commission pour ses propos sur France2. Espérons que cela permettra de connaître les accusations contre les anthroposophes qui sont introuvables dans le rapport parlementaire (si nos lecteurs désirent le lire, nous en avons un exemplaire, sinon il est en ligne sur Internet sur le site du Parlement).

● Dynamique brisée. Malgré le soutien de tous ses partenaires financiers, la NEF voit ses efforts pour se transformer en véritable banque, considérablement ralentis par cette affaire. La rumeur a sans doute atteint son but : empêcher l'émergence d'un outil performant contre le mode économique actuel.

Charente Autoconstruction en péril

Joseph, Allemand d'origine, s'est installé en Charente depuis de nombreuses années. Il a acheté une forêt et des prairies et s'est construit une maison faite de rondins de bois et de matériel de récupération. Il est autonome grâce à des panneaux solaires. Le préfet lui demande aujourd'hui de détruire cela car il n'a pas demandé de permis de construire. Il a créé une association de soutien, avec un projet de découverte des plantes pour les enfants. On peut le soutenir : Tintookies, La Frette, 16190 Salles-Lavalette.

Bruxelles Dazibao

Dazibao est un projet collectif qui s'est beaucoup investi dans le passage de la caravane intercontinentale. Il veut animer aujourd'hui un lieu qui regrouperait une librairie, une infothèque, un resto-espace de rencontres. Ils cherchent un lieu et les fonds nécessaires pour cela (580 000 FB). Pour en savoir plus : Dazibao, 338, chaussée de Jette, B 1081 Bruxelles, tél : 02 420 77 95.

Albertville Pause-Nature

Ouverture d'un magasin bio à Albertville. Pause-Nature propose du papier recyclé, des produits d'entretien écologiques, des tisanes bio, mais également plein de documentation sur les associations et leurs actions. Pause-Nature, 21 rue Suarez, 73200 Albertville, tél : 04 79 32 82 81.

Salons, fêtes, foires...

- Essonne : Multimédia environnement. Le 1er salon sur ce thème se tiendra les 27 et 28 novembre à la Ferme du Bois Briard à Courcouronnes, au sein de l'agglomération d'Evry : livres, magazines, films, disques, CD-Rom, jeux, photos, dessins, peintures... Programme : Essonne Environnement, 12, route de Lardy, 91730 Chamarande.
- Grenoble : Naturissima. 27 novembre au 5 décembre. Parc des expositions de Grenoble. Programme : Alpexpo, BP2408, 38034 Grenoble cedex, tél : 04 76 39 66 00.
- Paris : Vivez nature. 11e édition. 2 au 6 décembre à la Cité des Sciences et de l'Industrie, La Villette, Paris 19e. Programme : Vivez nature, 1 place Paul Verlaine, 92100 Boulogne.
- Ille-et-Vilaine : Passiflore. 8e salon de l'environnement et des alternatives. 6 décembre à Fougères, Espace Juliette Drouot. Programme : Passiflore, Maison des associations, 22, rue du Tribunal, 35300 Fougères, tél : 02 99 97 37 05.
- Pyrénées-Atlantique : Asphodèle. 11 et 12 décembre à Pau. 4e salon des produits bio et des alternatives écologiques. Programme : Utovie, 40320 Bats, tél : 05 58 79 17 93.

Le pouvoir est ailleurs

de Guy Hascoët
Ed. Actes Sud
1999 - 198 p. - 109 F

Livre autobiographique qui met en valeur le parcours de l'auteur sur le thème «comment devient-on député». Une histoire des Verts fidèle dans ses succès mais qui oublie quelques échecs (pourquoi les Verts ne sont plus à l'exécutif de la région Nord-Pas-de-Calais ?). Quelques réflexions intéressantes sur l'élu : «*Observez comment certaines personnes infléchissent, modifient leur attitude à votre égard. Il vous faut un certain temps pour comprendre que vous n'êtes plus vous-même. Vous avez maintenant un double, une nouvelle image sur laquelle chacun, qu'il vous ait connu auparavant ou non, projette sa fascination ou son rejet. Vous voilà contraint de vivre avec un autre vous-même, un personnage qui pourrait être sorti d'une fiction. Cette réalité est douloureuse, plus cruelle encore quand, au sein d'un petit mouvement, certains même parmi vos proches, ne réussissent pas à démêler les deux personnages*» (p.96). On y apprend que si les six députés Verts ont voté pour l'Euro contre l'avis du mouvement, c'est parce que tous avaient voté oui à Maastricht... comme quoi, être du côté de la pensée unique permet ensuite d'avancer sur l'échiquier politique : rappelons que 50 % des membres des Verts étaient contre cet accord et que la majorité de l'électorat était contre, pas du tout par nationalisme. Le livre se termine par cette jolie phrase : «*Envie de politique ou envie d'Europe... c'est le leitmotiv qu'au nom de notre antilibéralisme économique et de notre culture libertaire nous allons répéter sur tous les tons*» (p.197). Le libertaire est bien discret dans cet ouvrage, édité dans une collection animée par Bettina Laville, la conseillère en environnement de Jospin. Nous sommes toutefois d'accord avec la dédicace que nous a mise l'auteur : «*Pour contribuer aux avancées, chacun emprunte des chemins différents*». MB.

JEAN JACOB

Histoire de l'écologie politique

COMMENT LA GAUCHE A REDÉCOUVERT LA NATURE

de Jean Jacob
Ed. Albin Michel
1999 - 356 p. - 140 F

Voilà un énorme pavé qui essaie de faire un historique des idées fondatrices de l'écologie politique. Un énorme travail de recherche de l'auteur avec comme résultat un livre extrêmement dense. L'auteur s'est attaché à retrouver l'origine des idées puis pour chacune d'elles, il montre comment cette idée est reprise par des personnes ou des groupes au sein du mouvement écologiste français.

Dans une première partie, il se plonge sur les visions de la nature que développent les écologistes en analysant notamment comment se repose la question culture/nature. Il distingue ainsi deux visions du «naturalisme», l'une qualifiée de subversive vise à ne plus opposer ces deux valeurs mais à chercher comment trouver une synthèse entre les deux. Cette vision, théorisée par Serge Moscovici depuis les années 50, est fort distincte de celle de Robert Hainard que Jean Jacob définit comme un naturalisme conservateur. Ce dernier ne nie pas la culture de l'homme mais la place en dehors de la nature en revendiquant une nette distinction des deux domaines et en débattant sur l'équilibre entre les deux.

Les théories de Serge Moscovici ont largement été reprises par les fondateurs des Amis de la Terre, dont Brice Lalonde, dans les années 70. Cette vision de la nature, assez ludique, se veut résolument moderniste et l'auteur nous montre que cela a donné toute une branche de l'écologie qui s'oppose, selon lui, à l'autre, celle proche d'Antoine Waechter.

Ce dernier, qui a préfacé et écrit sur Robert Hainard est ici critiqué par les rappels des citations de ce dernier. Celui-ci, dans les années 40, en plein développement du fascisme, a en effet multiplié les dérapages dans ses premiers ouvrages : reconnaissance des races, soutien à un certain élitisme, critique de la modernité... Cette philosophie qui a alimenté les groupes de protection de la nature pousse l'auteur à classer cette pensée très à droite. Mais là, la méthode est

Le livre du mois

plus que discutable. Il rappelle ainsi que les Amis de la Terre s'appuient aussi sur les travaux de «*Samuel, Commoner, de Rosnay, Morin, Laborit, Lebreton, Lovins, Pelt, Dumont, E. Goldsmith, Illich, Julliard, Rosanvallon, Viveret, De Rougemont, Marx, Lafargue, Vaneighem, Bookchin...*» (p.67). Or on retrouve dans les écrits de Waechter, les références également à Illich et Bookchin... le premier n'est même pas présenté dans ce livre, le deuxième fait l'objet d'un seul paragraphe. Les filiations proposées par l'auteur sont donc contestables.

La pensée de chacun des écologistes contemporains est un complexe mélange des idées de ses prédécesseurs. Et notre pensée évolue à chaque lecture. Jean Jacob qui présente par ailleurs Edgar Morin comme le promoteur de la «complexité» au centre de la réflexion de l'écologie, use ici de classifications simplificatrices malheureusement courantes dans le milieu universitaire.

Jean Jacob essaie également d'enterrer certaines idées des écologistes en disant qu'elles ne sont plus visibles dans les ouvrages récents. Ainsi en serait-il, selon lui, de la question démographique. Ceci est complètement faux : celle-ci est toujours au centre la question relookée de «développement durable», mais elle s'est «complexifiée» en introduisant la nécessité de prendre en considération le niveau de consommation de chacun pour pouvoir comparer : un bébé chinois supplémentaire ne «pèse» pas autant qu'un bébé nord-américain, ainsi, par exemple, l'ouvrage (non encore présenté) «L'empreinte écologique» repose en grande partie sur cette question. Il annonce que la question de la société fasciste liée au nucléaire a également disparu, Guy Hascoët (ci-contre) en parle pourtant comme sa première raison d'opposition au nucléaire.

La deuxième partie, «De l'écologie au socialisme», appuie le sous-titre du livre «comment la gauche a redécouvert la nature». A travers la présentation de nouveaux écrits, Jean Jacob nous montre comment la critique écologique a intégré, plus ou moins tôt selon les courants, la dimension sociale. Là aussi la filiation des idées conduit à un curieux mélange, après un détour du côté des grandes confrontations institutionnelles (sommet de Stockholm en 1972, de Rio en 1992), d'écrits d'experts dans le monde industriel, du tournant que représente le premier rapport du Club de Rome (une structure libérale conservatrice) il nous présente les «transfuges» du PC vers les Verts, puis la vision du socialisme de Dumont, et enfin de parcours de Daniel Cohn-Bendit.

Alors qu'effectivement certains écologistes mettent en avant différentes formes de socialisme possibles (autour des Amis de la Terre depuis l'origine, chez les Verts de manière plus récente, mais aussi à l'origine du Mouvement Ecologique où se trouvait Antoine Waechter), l'auteur en conclut que l'écologie est «*désormais très proche du socialisme*» (p.310) que «*la question naturelle est de retour dans le champ intellectuel et politique par la porte de gauche*» (p.311) et il lance un appel «à certains milieux alternatifs» qui continuent de laisser parler le conservateur Edward Goldsmith (p.312). Au nom de la «visibilité», l'auteur souhaite que l'on coupe les têtes qui dépassent (celles de droite). Pourtant tout son ouvrage montre qu'ils ont provoqué des débats fort intéressants au cours des trente dernières années. La complexité ne peut se satisfaire de la «pensée unique» fusse-t-elle de gauche.

Ce livre reste une mine de références d'ouvrages écologistes en tous genres, une bonne présentation de certains auteurs, mais par contre, le traitement par idée empêche de saisir comment évoluent — en parallèle — ces idées et il me semble qu'il aurait été plus judicieux d'avancer dans un ordre chronologique. Par ailleurs, certains pans de l'écologie n'ont pas été traités (les «alternatifs», les «libertaires», les expériences «communautaires», l'origine des idées comme les SEL, etc.).

Il y a des manques d'analyses. Ainsi, si l'on comprend bien les origines de la pensée de Lalonde (avec l'analyse de Serge Moscovici), on ne comprend pas ses glissements successifs (est-ce uniquement le pouvoir qui rend fou ?). Si on voit bien le désir d'un Waechter ou d'un Lebreton de monter un parti pour prendre le pouvoir, on ne comprend guère comment cela a mené aux actuels Verts. Dominique Voynet (qui a peu publié, il est vrai) est quasiment absente de l'ouvrage. Les Verts sont toujours présentés comme un tout alors que de multiples courants l'ont animé (jusqu'à une vingtaine de courants lorsque Voynet arrive à la tête du mouvement).

Si quelques pages sont consacrées à l'évolution de certains au PC (Pierre Juquin), on ne sait pas grand chose de ce que pensent les autres partis de l'écologie et des débats que cela y provoque. On ne mesure pas non plus l'influence de tel ou tel groupe social (que sont devenus les 150 groupes des Amis de la Terre des années 70). On ne sait presque rien des débats dans le monde syndical.

Un énorme travail, de très nombreuses sources, parfois de bonnes analyses, mais souvent des conclusions trop hâtives. MB.

Guy Hascoët

LE POUVOIR EST AILLEURS

CS&L

Se libérer de la dépendance

Bravo à Daniëla Maulet pour l'excellente lettre qu'elle a signée dans le numéro d'été. C'est une invitation à s'ouvrir l'esprit, à l'autonomie, au risque positif de prendre et assumer sa propre responsabilité en matière de santé !

Est-il en effet judicieux de considérer seulement hors de soi les causes de dysfonctionnement et de se perdre dans le concept illusoire de « remède ». Ainsi maintient-on le réflexe conditionné de dépendance aux « spécialistes » de santé quels qu'ils soient.

De plus, en se focalisant que sur les effets et leur colmatage, on ne se donne pas la chance de faire le point personnellement sur les causes profondes que sont diverses toxémies et tensions en tous genres et non pas microbes, virus qui pullulent par milliards depuis la nuit des temps.

La nature, la cellule vivante, même altérée « sait faire ». En tout cas mieux que nous à qui il revient d'agir sur les causes (autant que faire se peut et se veut) d'affaiblissement sur les conditions de vie même et surtout modestement !

Et avec le sourire pour mieux se libérer de la dépendance aveugle et infantilissante aux pouvoirs médiato-labo-médico-pharmaco-industriels classiques et alternatifs.

J. M. Parisot-Delourmel
Hérault.

Cimetières

Dans le numéro de septembre, je lis à propos de la crémation : « cette méthode permet d'éviter les envahissants cimetières. A Paris, les cimetières occupent le double de la surface des espaces verts ».

Envahissant un cimetière ? N'est-ce pas un espace sans pollution — ou presque ? Un espace coloré des fleurs et des plantes, fraîches ou fanées, qui se succèdent sur les tombes ? Un espace généralement plus calme que les rues des villes ? Alors en quoi cet espace — vert, lui aussi — est-il envahissant ?

Par l'espace qu'il occupe et qui pourrait être utilisé ? La mécanique urbaine le remplacerait par des mètres carrés de bureaux... inoccupés, par des immeubles — cages à lapins — par des commerces poussant à la consommation d'objets — de préférence inutiles, fruits d'un travail sous-payé en Asie du Sud-Est ou d'ailleurs — le tout couvert de pub...

Ou plutôt envahissante la pensée de la mort qui traîne derrière chaque tombe, preuve s'il en est besoin, de la vanité de nos ambitions. Alors laissons-nous envahir par les cimetières. Ils peuvent nous rappeler que la vie est courte ; qu'on se la gâche bien souvent avec des bêtises sans importance ; qu'on ferait mieux de s'appliquer à la vivre bien.

T. Convert
Creuse.

Sport et publicité

Frémion m'étonne ! Que ce soit le sponsoring qui ait tué l'esprit du sport, je n'y crois pas ! Il y a bien longtemps que le résultat prime sur le reste, les journaux non spécialisés ne donnent que le nom du vainqueur, Dupont ou Ali, et des chiffres, 30-15, 3-0, 6-4... Ça a l'air sérieux et ça nous acclimate avec l'économie (triomphante) et la bourse de J.-P. Gaillard.

Coluche demandait, ça fait donc déjà quelques semaines : « Savez-vous ce que je pense des cons qui écoutent la musique au garde-à-vous ? »

Qu'on puisse apprécier l'effort physique ludique peut être compréhensible. Qu'on regarde les autres suer, un peu moins. Mais qu'on les acclame en agitant un crapaud me dépasse. Les apôtres du nationalisme, Coubertin naguère, font bien leur boulot.

D. Sangalli
Seine-Saint-Denis.



La Nef : seule banque transparente

Depuis deux ans, je suis un usager de la Nef, Nouvelle économie fraternelle, cette société financière qui propose des prêts à des projets de création d'activités dans l'agriculture biologique, la protection de l'environnement, la santé, les arts et la culture. Parmi les porteurs de ces projets, beaucoup de chômeurs qui cherchent à créer une entreprise.

Épargnant et souscripteur de capital, j'ai ouvert un compte-chèque depuis peu. Mon choix vient du fait que la Nef constitue le seul organisme bancaire en France qui explique clairement son utilisation de l'argent qui lui est confié.

Nous pouvons connaître, discuter (voire contester) de façon assez précise (jusqu'aux coordonnées des emprunteurs) l'activité financée par chaque prêt. Nous sommes bien loin, à ma connaissance du fonctionnement flou et opaque de la plupart des autres banques. Celle que j'utilisais auparavant se montrait peu loquace quand je lui demandais à quoi sert mon argent : logement social, secteur hospitalier (pour le livret A par exemple) et « nombreux secteurs pour limiter les risques » avec bien sûr, actions en bourse qui alimentent les cascades de spéculation. Je ne parle pas ici des nombreuses banques qui financent les industries polluantes, le nucléaire, les réseaux mafieux, le blanchiment de l'argent sale, etc.

Or j'apprends que la Nef est qualifiée, dans le rapport n°1687 de la commission parlementaire, de « structure de financement d'une soi-disant secte : l'anthroposophie ».

Ils ne sont pas les seuls à classer l'anthroposophie dans le domaine des sectes. D'autres reprochent à ce courant de pensée sa « vision cosmique » (pas de quoi fouetter un chat en fait). La Nef, inspirée de ce courant à sa création, n'accorde qu'une faible quantité de prêts à ce mouvement. Le rapport ne cite aucune malversation financière, physique ou psychologique.

Je me demande donc pourquoi la commission parlementaire accuse ce groupe (et quelques autres) de pratiques sectaires. Pourquoi cette chasse aux sorcières, cette paranoïa ? En quoi dérangeant-ils ? Mais alors pourquoi ne pas s'interroger sur la place de l'Église en France, sur le rôle de la Cogéma, le commissariat à l'énergie atomique, dont la politique nucléaire est autrement plus dangereuse pour notre santé et celle des générations futures ? Sur les circuits de corrupteurs de la Commission européenne ? sur la cellule africaine de l'Elysée, sur les malversations des réseaux Pasqua et des services secrets avec leur « raison d'Etat » pour justifier le pire ? Pourquoi des sectes comme Moon ou la Scientologie peuvent-elles encore agir au grand jour ?

Je demande à M. Jacques Guyard, président de la commission parlementaire, de nous expliquer ce qui le pousse à classer la Nef parmi les sectes et leurs financiers... et s'il en est incapable de corriger publiquement en présentant le fonctionnement réel de la Nef, et ceci en activant autant les médias qu'il l'a fait pour la sortie du rapport.

L'impression de malaise que j'éprouvais en tant qu'usager des banques du système conventionnel fait place à plus de confiance et d'échanges avec la Nef. Pourquoi avoir choisi ce moment pour torpiller cet organisme encore fragile ?

Jean-Paul Dalibard
Maine-et-Loire.



Emplois chez McDo

J'aimerais si possible avoir des renseignements sur la politique de l'emploi chez McDo : types de contrats, critères de recrutement, importance des temps partiels, etc. Le responsable du projet de nouveau McDo dans notre ville nous annonce en effet 40 emplois et j'aimerais savoir si ce chiffre est plausible.

Jean Pol Guidevay
Nièvre

Silence : les emplois sont à durée illimitée, mais les conditions de travail sont telles que la plupart des employés démissionnent en moins d'un an. Beaucoup de temps partiel : McDo propose des emplois aux étudiants « quand ils sont libres », ce qui veut dire aux heures des repas. Il n'y a pas création d'emplois : si les clients mangeaient dans un restaurant classique, cela nécessiterait plus de serveurs et de cuisiniers.

Entièrement réalisé par les lecteurs ?

Lorsque vous avez donné carte blanche à vos lecteurs pour raconter une expérience positive, vous n'avez pas précisé qu'il fallait envoyer des photos et mettre des inter-titres, sinon je n'aurais pas manqué de le faire.

Je fais sûrement partie des lecteurs qui, comme vous le dites, n'ont pas l'habitude de rédiger, et c'est ainsi que j'ai eu la surprise de voir mon texte («histoire d'une coop bio au pays du soleil») bien élagué et même transformé !

OK pour certaines lourdeurs de style, redites, etc., mais je pensais naïvement que, pour une fois, vous conserveriez le texte original, respectant ainsi une expérience racontée avec le cœur, un témoignage qu'hélas vos élagages finissent par rendre lisse et donc «publiable». Tant pis, il faut déjà s'estimer heureux d'être publié !

Sachez cependant que je n'ai pas apprécié les erreurs de résumé, celle-ci en particulier. Je ne les porte pas spécialement en sympathie, mais jamais la cotisation chez «la confédération des coopératives bios» que tout le monde aura reconnue n'a atteint ce que vous me faites dire : à l'époque, la cotisation annuelle représentait environ 1000 F, les 5000 F étant un investissement matériel nécessaire et ponctuel. Ne me faites pas dire n'importe quoi. Vous avez, de-ci de-là, coupé quelques considérations personnelles sur la bio qui visiblement vous dérangeaient (les enseignes avec la Terre dans un caddie, mes interrogations suite à l'affaire Soy-Novartis, les notes et références bibliographiques citées...) Pourtant, ceci faisait partie du récit et n'était pas méchant ni difamatoire. Les autres textes ont-ils eu le même traitement ? Je souhaite que non. En tous cas, vous auriez pu prévenir !

J'espère que les lecteurs de Silence comprendront car c'est pour eux que j'avais essayé de raconter cette expérience positive qui est loin d'être finie, vu la tournure que prend la bio actuellement.

Mireille Saimpaul
Bouches-du-Rhône.

Silence : il y a effectivement eu quelques — mauvaises ? — coupes pour des raisons de place : ce texte et celui de Pierre Lachaud qui étaient les plus longs.



Que dit Voynet ?

(...) Vous dites dans le numéro d'octobre, que «Voynet annonce qu'elle restera au gouvernement même en cas de démarrage d'un nouveau programme nucléaire». J'étais aux Journées d'Été des Verts et j'ai entendu l'inverse de ce que je lis. A propos de l'EPR, elle a dit «S'il doit se faire, il se fera sans moi». Elle l'a répété depuis, d'ailleurs.

La contradiction est trop flagrante pour ne pas justifier un rectificatif bien visible dans vos colonnes. (...)

Jacques Bonnet
Drôme

Silence : aux journées d'été, elle a également demandé un référendum sur le nucléaire. Malheureusement, quelques jours après, elle a avoué s'être emportée devant les militants, dit qu'elle se satisferait du débat démocratique promis par Jospin... et c'est là qu'elle a dû s'emporter devant les journalistes et qu'elle a dit la petite phrase que nous avons relevée.

BON DE COMMANDE

Les anciens numéros et les livres sont à commander uniquement en France.

Il est possible de s'abonner en Belgique pour les lecteurs et lectrices Belges.

anciens numéros (franco de port)

- 172 **Après Rio : un monde à venir**
Feuille d'érable. Palestine-Israel. Dérive technologiste 20 F
- 173 **Yougoslavie : ingérence méfiance**
Déchets toxiques. Développement et aide. Malville 20 F
- 176 **Superphénix : la marche en avant**
Transports suisses 1. Réduction et ouverture (3) 20 F
- 177 **Quelle écologie radicale ?**
Déchets. AC ! Voile. Développement durable 20 F
- 181 **Energies douces au Sud (1)**
Malville. Pub dans boîtes aux lettres 23 F
- 182 **Energies douces au Sud (2)**
Artisans du monde. Ville-monde et inertie sécuritaire 23 F
- 184 **Bretton Wood : 50 ans ça suffit !**
Maison de quartier de Neudorf. Bhopal 23 F
- 187 **Prolifération nucléaire (1)**
Israël. Asie. Marcher. Société informatico-policière 23 F
- 188 **Prolifération nucléaire (2)**
Neve Shalom. Solaire en régions froides. Matérialisme 23 F
- 189 **Autonomie toujours**
Réseau Santé. Cun du Larzac. Servas. Laine de verre 23 F
- 190 **Nicaragua face au marché mondial**
Brennells. Malville. Retraite et chômage 23 F
- 191 **Santé et autonomie (1)**
Climat. Champ d'action. Loi et femmes. Grünen 23 F
- 197 **La défense par actions civiles (1)**
AS1 Grenoble-Sistron. Santé et autonomie (4). Irlande. 23 F
- 199-200 **Ecologie, gauche, droite, ailleurs**
La Hague. Grünen et non-violence. Amiante. Salsigne 23 F
- 201 **Marée noire sur droits de l'homme**
Turquie. sanglant. Santé et autonomie (5) 35 F
- 202 **Soyons Réseau-nables**
Maaforn. Printemps. L'Impatiënt. Ciseleur solaire 23 F
- 203 **Sorêt du nucléaire**
Sites. Déchets. Tehemobyl. Economies. Renouvelables 23 F
- 204 **G7 : l'argent d'abord**
Femmes algériennes. Santé et autonomie (6). Travail 23 F
- 205 **Radios actives**
G7. Solaire au Népal. Boutelles. Médias et social 23 F
- 206-207 **Face au G7, ouvrons-là !**
Presse différente. Internet. Santé et autonomie (7) 35 F
- 211 **L'équivoque humanitaire**
Superphénix. SEL et informel. Tibet. Vasche folle 25 F
- 212-213 **Ecologisme et Etat**
SEL. La Hague. Communication ONG. Palestine 38 F
- 216 **Femmes et santé**
Malaisie. SEL et dons. Accueil des étrangers 25 F
- 217 **L'impasse nucléaire**
Le Carnet. Semaine sans télé. Canal Rhin-Rhône 25 F
- 218 **Alternatives en Alsace**
Une trentaine d'articles sur la région 25 F
- 219 **Retrouver les forêts sauvages**
Le Carnet. Femmes et santé. SEL et contrat civique 25 F
- 220-221 **Environnement au féminin**
Santé et autonomie (10). Développement. Pétrole 25 F
- 225 **Gandhi aujourd'hui**
Développement. Femmes et santé. SEL 25 F
- 230 **Plantes folles en accusation**
Eco-Village Los Angeles. Femmes & Santé. Semences 25 F
- 231 **La télé... visée**
Greenpeace. Développement. Salle guéule du travail 25 F
- 237 **Alternatives à la mondialisation**
Chasse. Val Dieu. Femmes et santé. Avions 25 F
- 239-240 **Enquête sur les écologistes**
Déchets. Réfractaires au plus fort de la guerre. Nucléaire 38 F
- 241 **OGM, mauvaise réponse à la faim**
Corne du rhinocéros. Propagande nucléaire 25 F
- 242 **Eaux, la pollution de nos WC**
Vêtements venus de l'est. Voyage en Chine. La Cravirola. 25 F
- 243 **Pesticides, les enfants face au cancer**
Chauffage électrique & nucléaire. Politique. Nord-Sud 25 F
- 244 **La bioclimatisation**
Vallée d'Aspe. Caravane transnationale. OGM 25 F
- 245 **Les vélos du futur**
Kosovo. Bioclimatisation. Euromagouilles 25 F
- 246-47 **Autour des SEL**
Commerce équitable. Alpes. Entreprises alternatives 38 F
- 248 **Les crimes publicitaires**
Chasse. Ecovillages. Energies 25 F
- 250 **Sortir de la voiture**
Culture conviviale. Objectif insertion. Spécial lecteurs 25 F

Librairie par correspondance

- Nouveautés**
- La cuisson solaire facile 29 F
 - Les aventuriers de l'abondance 98 F
 - Les SEL : pour un vrai débat 63 F
 - Guide des alternatives 1999 95 F
 - Guide des vacances écologiques 60 F
 - Entretiens avec Chomsky 65 F
 - Mondialisation de la pauvreté 95 F
 - Y'a trop d'étrangers dans le monde 50 F
 - Aux victimes de la mondialisation 50 F
- Hors-série Silence**
- Paris-Dakar : Pas d'accord 25 F
 - Radioactivité, les faibles doses 30 F
 - Du chômage à l'autonomie conviviale 30 F
 - La menace climatique 30 F
 - Les métiers de l'écologie 70 F
 - SEL : pour changer échangeons 50 F
- Editions Silence**
- Le soleil à votre table 89 F
 - Séphastocle, mon premier cuseur 36 F
 - Construisez votre cuisinière solaire 30 F
 - La liberté de circuler 70 F
 - Où va le climat ? 40 F
- Diffusion Silence**
- Ed. Ecosociété (Montréal)*
- La belle vie 65 F
 - Parce que la paix n'est pas une utopie 65 F
 - L'écophilosophie ou la sagesse de la nature 65 F
 - Moi, ma santé 65 F
 - Deux roues, un avenir 80 F
 - L'écologie politique 65 F
 - Entre Nous, rebâtir nos communautés 95 F
 - Et si le Tiers-Monde s'autofinance 85 F
 - Des ruines du développement 65 F
 - Les carnets d'un militant 80 F
 - Pierre Kropotkine, prince anarchiste 110 F
 - La simplicité volontaire 80 F
 - Le municipalisme libertaire 85 F
- Ed. Delcatur (Angers)*
- La dictature de la croissance 85 F
- Ed. Atelier de Création Libertaire (Lyon)*
- Société à refaire : une écologie de la liberté 88 F
 - Philo écologie et politique de l'anarchisme 38 F
- Le rêve au quotidien 75 F
 - Pensée sociale d'Elisée Reclus 70 F
 - La critique sociale 65 F
- Ed. Utopie (Landes)*
- Nous sommes peut-être frères 36 F
 - L'homme qui plantait des arbres 36 F
 - N'hésite pas à le dire 36 F
 - Ambiance bois 90 F
- Ed. Courrier du livre (Paris)*
- Le solaire pour tous 90 F
- Ed. Jouvence (Genève)*
- Découvrez les vraies richesses 96 F
- Ed. Voici la Clé (Québec)*
- Les affranchis de l'an 2000 110 F
- Ed. Ruralis (Lot-et-garonne)*
- L'exode urbain est-il pour demain ? 89 F
- Ed. d'en bas (Lausanne)*
- L'énergie au futur 120 F
- Ed. Georg (Lausanne)*
- Additifs alimentaires 98 F
 - Gestion des déchets 98 F
 - Les sols 98 F
 - L'eau 98 F
 - La radioactivité 98 F
 - L'alimentation 98 F
 - La diversité biologique 98 F
 - L'air 98 F
 - Le bruit 98 F
 - Les déchets dangereux 98 F
- Ed. Ostal del libre (Catal)*
- Jouets de toujours 120 F
- Ed. Terre Vivante (Mens)*
- Facteur 4 118 F
 - L'habitat écologique 98 F
- Ed. Esprit frappeur*
- Tout nucléaire, une exception française 10 F
 - Rwanda, un génocide français 10 F
- Ed. Ecodif*
- Tchernobyl 72 F

Frais de port

- 1 ouvrage 15 F
- 2 ouvrages 28 F
- 3 ouvrages et plus 40 F

Abonnement

Attention ! Du fait de la parution de numéros doubles, 12 numéros ne correspondent pas à un an

FRANCE METROPOLITAINE

- Particulier 12 n° 240 FF
- Institution 12 n° 480 FF
- Soutien 12 n° 300 FF et +
- Petit futé 24 n° 420 FF
- Groupés par 3 ex 3 x 12 n° 630 FF
- Groupés par 5 ex 5 x 12 n° 950 FF
- Petit budget France 12 n° 190 FF

BELGIQUE

- Particulier 12 n° 1740 FB
- Institution 12 n° 2880 FB
- Soutien 12 n° 1800 FB et +
- Petit futé 24 n° 2520 FB
- Groupés par 3 ex 3 x 12 n° 3780 FB
- Groupés par 5 ex 5 x 12 n° 5700 FB

AUTRES PAYS ET DOM-TOM

- Dom-tom et étranger 12 n° 290 FF

je règle un total de :

NOM Prénom

Adresse

Code postal Ville

France : Règlement à Silence, 9 rue Dumenge, 69004 Lyon

Belgique : Règlement à Brabant-Écologie, Route de Rénipont 33, B 1380 Ohain

du 2 au 6 décembre 99

de 11h à 19h30 - nocturne vendredi 3 décembre de 11h à 21h30

Métro : Porte de la Villette - bus : 75, 150, 152 et PC - Parc-autos : parc souterrain de la Villette nord

Vivez nature

**Entrée
à 10 F sur
présentation de
cette annonce**
Offre valable pour
une personne

**Cité des Sciences et de l'Industrie
la Villette - Paris**



**SALON de
L'AGRICULTURE
BIOLOGIQUE
et des PRODUITS
au NATUREL**

Fête des potimarrons et des courges : samedi 4 décembre 99

**AGRICULTURE BIOLOGIQUE - BEAUTÉ ET SANTÉ
PRODUITS ÉCOLOGIQUES - VÊTEMENTS AU NATUREL**